

JOURNAL OFFICIEL

Philippe MACHENAUD-JACQUET
Mail : philippe.machenaud@mail.pf

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

PARAISANT LES MARDI ET VENDREDI

Matahiti 165 N° 45	TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI	Mahana 3 no Tiunu 2016
-----------------------	---	---------------------------

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 40 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 40 50 05 85

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

	Pages
Arrêté n° HC 650 CAB/DDPC du 24 mai 2016 approuvant les dispositions spécifiques ORSEC Tsunami	6028
Arrêté n° HC 656 DIRAJ/BAJC du 24 mai 2016 fixant le nombre et la répartition des postes offerts aux lauréats des concours externe et interne du cadre d'emploi "conception et encadrement" au grade de conseiller pour les spécialités administrative et technique dans la fonction publique des communes, des groupements de communes et de leurs établissements publics administratifs au titre de l'année 2016	6029
Arrêté n° HC 1002 CAB/BSIRI du 26 mai 2016 portant désignation des membres de la commission de sécurité des transports de fonds de la Polynésie française.	6029
Arrêté n° 6584-2016 du 26 mai 2016 fixant la liste des candidats déclarés admis au concours interne de recrutement de secrétaires administratifs de classe normale de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur ouvert au titre de l'année 2016	6030
EXTRAITS	
Arrêté n° HC 643 DIE/FIP du 19 mai 2016 portant modification de l'arrêté n° 1321 DIE/FIP du 17 juin 2015 relatif à l'opération "Adressage des propriétés dans la commune" de Punaauia, volet : Adressage, année de programmation : 2015	6031
Avenant n° 29-16 DIE/FIP du 19 mai 2016 portant modification de la convention de financement n° HC 140-12 DIPAC/FIP du 5 juin 2012 attribuant à la commune de Tumaraa une subvention pour la réalisation de l'opération "Construction d'une aire aménagée pour le sport au CJA de Vaiaau", volet : Constructions scolaires, année de programmation : 2009	6031
Arrêté n° HC 648 DIE/BPT du 24 mai 2016 portant attribution à la commune de Huahine d'une subvention d'un montant de 212 807,25 euros, soit 25 394 660 F CFP, pour la réalisation de l'opération "Campagne de forage d'eau de reconnaissance dans les communes associées de Fitiï, de Parea et de Tefarerii", programme 123, action 02, sous-action 02	6031
Arrêté n° HC 649 DIE/BPT du 24 mai 2016 portant attribution à la commune de Pirae d'une subvention d'un montant de 395 428,76 euros, soit 47 187 203 F CFP, pour la réalisation de l'opération "Rénovation de réseau AEP, tranche 1", programme 123, action 02, sous-action 02.	6033
Arrêté n° HC 71 IDV du 26 mai 2016 portant modification de l'arrêté n° HC 52 IDV du 31 décembre 2012 attribuant à la commune de Moorea-Maiao une subvention pour la réalisation du projet "Etudes pour la passation d'un contrat de délégation de service public relative à la collecte et au traitement des déchets verts", programme : 119 Concours financiers aux collectivités locales et à leurs groupements, centre financier : 0119-C001-D987, domaine fonctionnel : 0119-01-06, article 15, EJ : 2100 720 142.	6034

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ACTES DE L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Délibérations de l'assemblée de la Polynésie française ou de sa commission permanente

Délibération n° 2016-37 APF du 26 mai 2016 fixant le régime applicable aux agents affectés à la délégation de la Polynésie française à Paris	6035
Délibération n° 2016-38 APF du 26 mai 2016 relative aux agents publics occupant des emplois fonctionnels	6036
Délibération n° 2016-39 APF du 26 mai 2016 portant approbation de la convention de financement HC-IME relative à l'appel à projets "Tous prêts" mis en place dans le cadre de l'Euro 2016 de football organisé par la France du 10 juin au 10 juillet 2016	6041

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Arrêté n° 659 CM du 26 mai 2016 portant création du comité de pilotage des aires marines éducatives	6044
Arrêté n° 660 CM du 26 mai 2016 portant nomination de Mme Bonnie Tchong Fo Chong en qualité de directrice des transports terrestres par intérim durant la période de congé de Mme Chantal Serra.	6044
Arrêté n° 661 CM du 26 mai 2016 portant vœu du gouvernement de la Polynésie française pour l'adoption par la République française d'une loi d'homologation des peines d'emprisonnement prévues dans la réglementation de la Polynésie française dans le domaine des transports terrestres	6045
Arrêté n° 662 CM du 26 mai 2016 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du lycée Tuianu-Le Gayic pour financer les travaux de mise aux normes et d'entretien du truck	6045
Arrêté n° 664 CM du 27 mai 2016 portant extension du régime de l'admission temporaire accordé à la société MY Senses LLC pour le navire à moteur Senses	6046

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

Présidence

Arrêté n° 368 PR du 27 mai 2016 portant nomination des membres de la commission de l'enseignement des activités physiques et sportives	6050
Arrêté n° 369 PR du 30 mai 2016 accordant le versement de la contribution 2016 de la Polynésie française à la Conférence des régions périphériques maritimes d'Europe	6050
Arrêté n° 371 PR du 30 mai 2016 portant octroi d'une aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale	6051
Arrêté n° 372 PR du 31 mai 2016 relatif à l'exercice des attributions du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports	6052

Ministère du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique

Arrêté n° 4303 MTF du 26 mai 2016 portant modification de l'arrêté n° 650 PR du 11 juillet 2012 portant attribution d'une licence flottante de navigation charter professionnelle à The Moorings SARL pour le navire Pereta'i.	6052
Arrêté n° 4304 MTF du 26 mai 2016 portant modification de l'arrêté n° 6505 MTE du 21 juillet 2014 portant attribution d'une licence flottante de navigation charter professionnelle à la SARL Tahiti Yacht Charter pour les navires Vini, Vana et Vaki II	6053
Arrêté n° 4305 MTF du 26 mai 2016 portant modification de l'arrêté n° 8836 MRE du 3 octobre 2014 portant attribution d'une licence flottante de navigation charter professionnelle à la SARL Tahiti Yacht Charter pour les navires Oviré VI et Omoa	6054
Arrêté n° 4306 MTF du 26 mai 2016 portant modification de l'arrêté n° 3485 MRE du 30 avril 2015 portant attribution d'une licence flottante de navigation charter professionnelle à la SARL Tahiti Yacht Charter pour le navire Solea	6054

3 Juin 2016

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

6025

Arrêté n° 4307 MTF du 26 mai 2016 portant modification de l'arrêté n° 4885 MTF du 17 juin 2015 portant attribution d'une licence flottante de navigation charter professionnelle à la SARL Tahiti Yacht Charter pour le navire Kava II	6055
Arrêté n° 4308 MTF du 26 mai 2016 portant modification de l'arrêté n° 1018 MTF du 9 février 2016 portant attribution d'une licence flottante de navigation charter professionnelle à l'EURL Dream Yacht Tahiti pour le navire à voile Hair II	6055
Arrêté n° 4309 MTF du 26 mai 2016 portant modification de l'arrêté n° 1019 MTF du 9 février 2016 portant attribution d'une licence flottante de navigation charter professionnelle à l'EURL Dream Yacht Tahiti pour le navire Carmen II	6055
Arrêté n° 4310 MTF du 26 mai 2016 portant attribution d'une licence de navigation charter professionnelle à la SARL Tradewinds Tahiti pour les navires Te Moana VIII et Te Miti VIII	6057
Arrêté n° 4311 MTF du 26 mai 2016 proclamant les résultats de l'examen professionnel pour l'accès au grade d'aide technique qualifié du cadre d'emplois des aides techniques de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2016	6057
Arrêté n° 4418 MTF du 27 mai 2016 portant attribution d'une licence de navigation charter grande plaisance à la société Ox Pasture Chartering Ltd pour le navire à voile Seahawk	6058
Arrêté n° 4432 MTF/DGRH du 30 mai 2016 modifiant l'arrêté n° 2163 MTF/DGRH du 18 mars 2016 portant nomination des membres du jury de l'examen professionnel pour l'accès au grade d'agent de bureau qualifié du cadre d'emplois des agents de bureau de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2016	6059
Ministère de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements	
Arrêté n° 4294 MEI du 26 mai 2016 portant modification de l'arrêté n° 10119 MEI du 19 novembre 2015 approuvant l'attribution d'une aide financière (SCAN) en faveur de l'entreprise individuelle de Mme Marie-Eve Tefaatau pour la série de six documentaires, intitulée Mémoires de rues	6059
Décision n° 4325 MEI/DAE du 26 mai 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3400535.	6060
Décision n° 4326 MEI/DAE du 26 mai 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3416139.	6061
Décision n° 4327 MEI/DAE du 26 mai 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3401719.	6062
Décision n° 4328 MEI/DAE du 26 mai 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 96607549.	6063
Décision n° 4329 MEI/DAE du 26 mai 2016 portant rejet des requêtes en extension des renouvellements des marques n° 3404954 et n° 3404955.	6064
Décision n° 4330 MEI/DAE du 26 mai 2016 portant rejet des requêtes en extension des renouvellements des marques n° 96612277, n° 96612279 et n° 96612560	6065
Décision n° 4331 MEI/DAE du 26 mai 2016 portant rejet des requêtes en extension des renouvellements des marques n° 96612751, n° 96616326 et n° 1348851	6065
Arrêté n° 4332 MEI/DAE du 26 mai 2016 portant extension du renouvellement de la marque n° 3369304 et retrait de la décision de rejet n° 8901 MEI/DAE du 6 octobre 2015.	6066
Arrêté n° 4333 MEI/DAE du 26 mai 2016 portant extension du renouvellement de la marque n° 3304702 et retrait de la décision de rejet n° 269 MEI/DAE du 14 janvier 2016	6067
Arrêté n° 4334 MEI/DAE du 26 mai 2016 portant extension de la prorogation d'un (1) dépôt portant sur cinq (5) modèles français	6068
Arrêté n° 4335 MEI/DAE du 26 mai 2016 portant reconnaissance de 127 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle.	6069
Arrêté n° 4336 MEI/DAE du 26 mai 2016 portant extension des renouvellements de 52 marques françaises.	6072

Arrêté n° 4368 MEI du 27 mai 2016 portant renouvellement des membres représentant les intérêts professionnels au sein de la commission consultative des aides au développement des activités de la pêche. 6082

Arrêté n° 4446 MEI du 30 mai 2016 portant attribution de diverses aides individuelles dans le cadre de la dotation pour le développement de la pêche lagonaire (DDPL) 6082

Arrêté n° 4483 MEI/DGAE du 30 mai 2016 portant ouverture des quotas d'importation de certains fruits frais et légumes frais pour le mois de juin 2016 6083

**Ministère de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme,
et des transports intérieurs**

Arrêté n° 4301 MET du 26 mai 2016 portant renouvellement de l'agrément du Centre des métiers de la mer de Polynésie française (CMMPF) pour dispenser la formation conduisant à la délivrance du brevet de capitaine de pêche côtière 6084

Arrêté n° 4302 MET du 26 mai 2016 autorisant, à titre exceptionnel, le navire Aremiti 5 à déroger à sa ligne régulière afin de desservir les îles de Huahine et Raiatea le samedi 21 mai 2016 6086

Arrêté n° 4369 MET/DTT du 27 mai 2016 portant remise en exploitation de la licence de transport touristique n° 06B 06M sur l'île de Moorea attribuée à M. Albert Haring 6086

Arrêté n° 4370 MET du 27 mai 2016 portant autorisation d'extraction de matériaux dans le cadre du curage du domaine public fluvial, en faveur de M. Kong Ni Rémy Chung, gérant de l'entreprise Kong Ni Rémy Chung 6086

Arrêté n° 4371 MET du 27 mai 2016 portant modification des dispositions de l'arrêté n° 3388 MET du 26 avril 2016, en ce qui concerne la zone d'extraction, en faveur de la subdivision de l'équipement des Tuamotu-Gambier 6089

Arrêté n° 4448 MET du 30 mai 2016 autorisant, à titre exceptionnel, le navire Taporo VI à desservir l'île de Tetiaroa du 1er juin au 31 août 2016 par dérogation à sa ligne régulière 6091

Arrêté n° 4449 MET du 30 mai 2016 autorisant, à titre exceptionnel, le navire St X Maris-Stella IV à déroger à sa ligne régulière afin de desservir l'atoll de Moruroa lors de son voyage n° 13 du 2 juin 2016 6091

EXTRAITS

Arrêté n° 4379 MET du 27 mai 2016 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Maromotu-Titauite, cadastrée A-452, nécessaire à la réhabilitation de l'abri paracyclonique de Tureia, dans l'archipel des Tuamotu 6091

Arrêté n° 4380 MET du 27 mai 2016 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Maireriki, cadastrée A4-848, nécessaire à la construction de l'aérodrome de Fakahina, dans l'archipel des Tuamotu 6091

Arrêté n° 4381 MET du 27 mai 2016 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Maireriki, cadastrée A4-848, nécessaire à la construction de l'aérodrome de Fakahina, dans l'archipel des Tuamotu 6092

Arrêté n° 4382 MET du 27 mai 2016 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Kopuava, cadastrée A4-853, nécessaire à la construction de l'aérodrome de Fakahina, dans l'archipel des Tuamotu 6092

Arrêté n° 4383 MET du 27 mai 2016 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Kopuava, cadastrée A4-853, nécessaire à la construction de l'aérodrome de Fakahina, dans l'archipel des Tuamotu 6092

Arrêté n° 4459 MET du 30 mai 2016 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres Ganatopaka cadastrées A-542 (plan 5) et A-545 (plan 7) nécessaires à l'extension de l'aérodrome de Nukutavake, dans l'archipel des Tuamotu 6092

Arrêté n° 4460 MET du 30 mai 2016 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Maromotu-Titauite cadastrée A-452, nécessaire à la réhabilitation de l'abri paracyclonique de Tureia, dans l'archipel des Tuamotu 6092

**Ministère de la promotion des langues, de la culture,
de la communication et de l'environnement**

Arrêté n° 4295 MCE/ENV du 26 mai 2016 autorisant la SA Technival à installer et exploiter les équipements techniques d'une unité de broyage de déchets verts à Punaauia (établissement de la deuxième classe des installations classées pour la protection de l'environnement)	6093
--	------

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Décret n° 2016-660 du 20 mai 2016 relatif à la justice prud'homale et au traitement judiciaire du contentieux du travail. (Extraits)	6098
Décret n° 2016-677 du 25 mai 2016 relatif aux exceptions à l'application du délai de deux mois de naissance de la décision implicite d'acceptation pour les demandes adressées aux collectivités territoriales, à leurs établissements publics et aux établissements publics de coopération, dans le cadre des procédures prévues par leurs délibérations	6098
Déclaration sur l'honneur de M. Philip Schyle, représentant à l'assemblée de la Polynésie française	6099

ACTES DES AUTORITES TERRITORIALES

Textes des lois du pays adoptés par l'assemblée. — 1° Texte adopté n° 2016-16 LP/APF du 26 mai 2016 de la loi du pays portant dérogation, à titre exceptionnel, à la durée maximale de recrutement des agents non titulaires dans le cadre de concours de recrutement ouverts au titre de l'année 2016	6099
2° Texte adopté n° 2016-17 LP/APF du 26 mai 2016 de la loi du pays portant mesures exceptionnelles d'intégration des personnels de la délégation de la Polynésie française à Paris recrutés à durée indéterminée dans la fonction publique de la Polynésie française	6100
3° Texte adopté n° 2016-18 LP/APF du 26 mai 2016 de la loi du pays portant création du chapitre VI du titre II du livre V de la partie législative du code de commerce, relatif à la protection de l'entrepreneur individuel et du conjoint	6100

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires et légales	6102
Annonces diverses	6107
Annonces marchés publics	6111

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

ARRETE n° HC 650 CAB/DDPC du 24 mai 2016 approuvant les dispositions spécifiques ORSEC Tsunami.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile (articles 14 à 29) ;

Vu le décret n° 2014-1253 du 27 octobre 2014 relatif au code de la sécurité intérieure (article R. 741-1 à R. 741-14) ;

Vu l'ordonnance n° 2006-173 du 15 février 2006 portant actualisation et adaptation du droit applicable en matière de sécurité civile en Polynésie française ;

Vu la loi n° 2007-224 du 21 février 2007 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer, loi portant ratification de l'ordonnance n° 2006-173 du 15 février 2006 ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu la saisine du Président de la Polynésie française par courrier n° HC 2921 DIRAJ/BAJC du 9 mars 2016 et son avis favorable par courrier n° 2836 PR du 28 avril 2016 ;

Vu l'arrêté n° HC 16 CAB/DDPC du 4 janvier 2016 approuvant le dispositif ORSEC général ;

Sur proposition de la directrice de cabinet,

Arrête :

Article 1er. — Sont approuvées les dispositions spécifiques ORSEC Tsunami, jointes en annexe au présent arrêté. Elles prennent effet à compter de sa date de publication au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 2. — Les dispositions spécifiques ORSEC Tsunami ont pour but, en complément des dispositions générales ORSEC, de décrire le risque tsunami, de définir les modalités d'alerte des autorités et de la population, et de déterminer les actions de prévention et de prévision possibles.

Art. 3. — Les mises à jour formelles de ces documents feront l'objet d'une décision du haut-commissaire de la République en Polynésie française. Toute modification substantielle sera approuvée par arrêté du haut-commissaire de la République.

Art. 4. — Les annexes des documents des dispositions spécifiques ORSEC Tsunami ne sont pas concernées par les dispositions de l'article 3.

Art. 5. — Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté du 12 novembre 2010 approuvant la plan d'alerte et de secours spécialisé tsunami.

Art. 6. — La directrice de cabinet du haut-commissaire, le directeur de la défense et de la protection civile sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 mai 2016.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :
La directrice de cabinet,
Marie BAVILLE.

ARRETE n° HC 656 DIRAJ/BAJC du 24 mai 2016 fixant le nombre et la répartition des postes offerts aux lauréats des concours externe et interne du cadre d'emploi "conception et encadrement" au grade de conseiller pour les spécialités administrative et technique dans la fonction publique des communes, des groupements de communes et de leurs établissements publics administratifs au titre de l'année 2016.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs ;

Vu l'arrêté n° 1116 DIPAC du 5 juillet 2012 fixant le statut particulier du cadre d'emplois "conception et encadrement", notamment son article 7 ;

Vu la délibération n° 13-2016 du 19 mai 2016 du conseil d'administration du Centre de gestion et de formation portant ouverture au titre de l'année 2016 d'un concours externe et interne du cadre d'emplois "conception et encadrement" (catégorie A) au grade de conseiller pour les spécialités administrative et technique avec avis sur les postes proposés ;

Vu la lettre du président du Centre de gestion et de formation n° 92 emploi/BR/JT du 19 mai 2016 ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er.— L'ouverture de deux concours pour le recrutement de conseillers est autorisée au titre de l'année 2016 par délibération n° 13-2016 du 19 mai 2016 du conseil d'administration du Centre de gestion et de formation susvisé.

Le nombre total de postes offerts pour la spécialité administrative est fixé à quarante-deux (42) dont vingt-cinq (25) postes au titre du concours externe et dix-sept (17) postes au titre du concours interne.

Le nombre total de postes offerts pour la spécialité technique est fixé à treize (13) dont huit (8) postes au titre du concours externe et cinq (5) postes au titre du concours interne.

Art. 2.— Le secrétaire général du haut-commissariat est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 mai 2016.

Pour le haut-commissaire,
par délégation :
Le secrétaire général
du haut-commissariat,
Marc TSCHIGGFREY.

ARRETE n° HC 1002 CAB/BSIRI du 26 mai 2016 portant désignation des membres de la commission de sécurité des transports de fonds de la Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code de la sécurité intérieure, et notamment l'article D. 645-5 ;

Vu la proposition du comité des banques de la Polynésie française de la Fédération bancaire française, en date du 18 mai 2016 ;

Vu la proposition de la société "Tahiti Valeurs", unique prestataire de transport de fonds et de valeurs en Polynésie française, en date du 10 mai 2016,

Arrête :

Article 1er.— La commission de la sécurité des transports de fonds est présidée par le haut-commissaire de la République. Elle comprend les membres suivants :

- a) *Représentants de l'Etat ou d'autres personnes publiques*
- le directeur des finances publiques en Polynésie française ;
 - le commandant de la gendarmerie pour la Polynésie française ;
 - le directeur de la sécurité publique ;
 - le directeur de la police aux frontières ;
 - le chef de la délégation du conseil national des activités privées de sécurité (CNAPS) ;
 - le directeur de l'agence de Polynésie française de l'Institut d'émission d'outre-mer (IEOM) ;
 - deux représentants du Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française (SPCPF) ;

- b) *Représentants des établissements bancaires*
- deux représentants locaux de la fédération des banques, désignés comme suit :
- Titulaires* : MM. Christian Pauly (Banque de Tahiti) et Vincent Fabre (Banque Socredo) ;

Suppléants : M. Alain Calmels (Banque de Polynésie) et Mme Leila Tinorua (Banque Socredo).

c) Représentants des entreprises de transports de fonds

- deux représentants de la société Tahiti Valeurs, désignés comme suit :

Titulaires : MM. Fabrice Luciano et Didier Capitaine ;

Suppléants : M. Eric Guilloux et Mme Véronique Tsang Hi ;

d) Représentants des convoyeurs de fonds

- deux représentants de la société Tahiti Valeurs, désignés comme suit :

Titulaires : MM. Alexis Clark et Ernest Pahio ;

Suppléants : MM. Jean-Claude Gooding et Teva Bartos.

Les membres de la commission désignés au *a)* peuvent se faire représenter.

A la demande de son président, des représentants d'autres services de l'Etat ou toute personne qualifiée sur les questions relatives à la sécurité des collectes et transports de fonds en Polynésie française, pourront être associés aux travaux de la commission, en fonction de l'ordre du jour et sans voix délibérative.

Le procureur de la République près le tribunal de première instance est informé des réunions de la commission ainsi que des avis émis par celle-ci. Il participe, sur sa demande, à ces réunions.

Art. 3. — L'arrêté n° HC 804 CAB/SSOP du 24 mai 2012 est abrogé.

Art. 4. — La directrice de cabinet du haut-commissaire de la République est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 mai 2016.

Pour le haut-commissaire,

par délégation :

La directrice de cabinet,

Marie BAVILLE.

ARRETE n° 6584-2016 du 26 mai 2016 fixant la liste des candidats déclarés admis au concours interne de recrutement de secrétaires administratifs de classe normale de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur ouvert au titre de l'année 2016.

Le vice-recteur de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 83-481 du 11 juin 1983 fixant les conditions dans lesquelles doivent être pourvus les emplois civils permanents de l'Etat et de ses établissements ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 fixant les droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, notamment en son article 20 ;

Vu le code de l'éducation, notamment son article R. 263-2 ;

Vu le décret n° 2009-1388 du 11 novembre 2009 portant dispositions statutaires communes à divers corps de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2010-302 du 19 mars 2010 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux corps des secrétaires administratifs des administrations de l'Etat et à certains corps analogues ;

Vu le décret n° 2013-908 du 10 octobre 2013 relatif aux modalités de désignation des membres des jurys et des comités de sélection pour le recrutement et la promotion des fonctionnaires relevant de la fonction publique de l'Etat, de la fonction publique territoriale et de la fonction publique hospitalière ;

Vu le décret en date du 31 décembre 2014 portant nomination de M. Jean-Louis Baglan, vice-recteur de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 25 juin 2009 fixant la nature et le programme des épreuves des concours de recrutement des secrétaires administratifs des administrations de l'Etat et de certains corps analogues ;

Vu l'arrêté du 8 février 2010 portant délégation de pouvoirs du ministre chargé de l'éducation nationale aux vice-recteurs des îles Wallis et Futuna, de Mayotte, de Nouvelle-Calédonie et de Polynésie française en matière de recrutement et de gestion de certains personnels titulaires et stagiaires du ministère de l'éducation nationale ;

Vu l'arrêté du 25 janvier 2011 modifié fixant les conditions d'organisation et la composition du jury des concours de recrutement dans le corps des secrétaires administratifs de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur ;

Vu l'arrêté du 20 janvier 2016 autorisant au titre de l'année 2016 l'ouverture et l'organisation de concours communs pour le recrutement dans le premier grade de divers corps de fonctionnaires de catégorie B ;

Vu l'arrêté du 13 avril 2016 fixant au titre de l'année 2016 le nombre et la répartition des postes offerts aux concours communs pour le recrutement dans le premier grade de divers corps de fonctionnaires de catégorie B ;

Vu l'arrêté n° 4634-2016 du 15 avril 2016 fixant la composition du jury du concours interne de recrutement de secrétaires administratifs de classe normale de l'éducation

nationale et de l'enseignement supérieur ouvert au titre de l'année 2016 ;

Vu le procès-verbal de la délibération du jury en date du 26 mai 2016,

Arrête :

Article 1er. — La liste des candidats déclarés admis, par ordre de mérite, sous réserve des dispositions législatives et réglementaires applicables, au concours interne pour le recrutement de secrétaires administratifs de classe normale de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur, organisé dans l'académie de Polynésie française au titre de la session 2016, s'établit comme suit :

Liste principale :

1. Mme Esther Lee ;
2. Mme Emmanuelle Maeva Soi Yen Ly Sao ;
3. Mme Hinatea Anita O'Connor.

Liste complémentaire :

1. Mme Mélanie Jeanne Bazile (Perolini) ;
2. Mme Ariinui Lilian Perry (Leontieff).

Art. 2. — Le secrétaire général du vice-rectorat de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Papeete, le 26 mai 2016.

Jean-Louis BAGLAN.

Par arrêté n° HC 643 DIE/FIP du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 19 mai 2016. — Le présent arrêté a pour objet de modifier l'arrêté n° 1321 DIE/FIP du 17 juin 2015 relatif à l'opération "Adressage des propriétés dans la commune" en ce qui concerne le délai de démarrage de l'opération.

Les dispositions du 5e alinéa de l'article 6 de l'arrêté de financement initial sont modifiées comme suit :

Au lieu de : - "démarrer l'opération au plus tard le 17 juin 2016. Au sens de l'article 21 du règlement intérieur, faute de commencement à cette date, la dotation retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL" ;

Lire : - "à démarrer l'opération au plus tard le 17 septembre 2016. Au sens de l'article 21 du règlement intérieur, faute de commencement à cette date, la dotation retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL".

Toutes les autres dispositions de l'arrêté initial non expressément modifiées par le présent arrêté demeurent inchangées.

Par avenant n° 29-16 DIE/FIP du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 19 mai 2016. — Le présent avenant a pour objet de modifier la convention de financement n° HC 140-12 DIPAC/FIP du 5 juin 2012 relative au financement de l'opération "Construction d'une aire aménagée pour le sport au CJA de Vaiaau" de la commune de Tumaraa, en ce qui concerne le délai d'exécution.

L'article 6, alinéa 5, de la convention de financement n° HC 140-12 DIPAC/FIP du 5 juin 2012 est modifié comme suit :

Au lieu de : - "à achever cette opération au plus tard le 30 avril 2016 ;"

Lire : - "à achever cette opération au plus tard le 31 décembre 2016."

Toutes les autres dispositions de la convention de financement initiale non expressément modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Par arrêté n° HC 648 DIE/BPT du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 24 mai 2016. — Le présent arrêté a pour objet de définir les modalités d'attribution et de versement de la subvention allouée par l'Etat à la commune de Huahine dans le cadre de la réalisation de l'opération intitulée "Campagne de forage d'eau de reconnaissance dans les communes associées de Fitii, de Parea et de Tefarerii à Huahine", inscrite à la programmation 2016 du contrat de projets Etat/Polynésie française 2015-2020 à destination des communes au titre du secteur "Alimentation en eau potable".

Description, coût et exécution de l'opération

L'opération financée consiste à réaliser des forages d'eau de reconnaissance d'importance stratégique :

- trois (3) à Farauru à Fitii ;
- deux (2) dans la vallée de Parea ;
- un (1) à Tarae à Tefarerii.

Le montant global TTC de l'opération est estimé à 59 752 140 F CFP, soit 500 722,93 euros.

L'opération devra être réalisée selon le calendrier suivant :

- démarrage des travaux : à compter de la date de l'accusé réception et au plus tard 12 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- fin des travaux : au plus tard 36 mois à compter du démarrage de l'opération.

Plan de financement

L'opération décrite ci-dessus s'effectuera selon le plan de financement fixé comme suit :

- Etat (42,50 %)	25 394 660 F CFP, soit 212 807,25 euros
- Polynésie (42,50 %)	25 394 659 F CFP, soit 212 807,24 euros
- Commune (15 %)	8 962 821 F CFP, soit 75 108,44 euros
- Total TTC (100 %)	59 752 140 F CFP, soit 500 722,93 euros

Les dispositions du présent arrêté sont subordonnées à la notification conjointe du présent arrêté et de l'arrêté de la Polynésie française portant attribution d'une subvention à la commune pour la même opération et pour le montant arrêté par la décision conjointe relative à l'exercice budgétaire considéré.

En cas de non-respect de cette disposition, l'Etat se réserve le droit de suspendre son concours financier sur l'opération visée par le présent arrêté.

Modalités de versement

La subvention sera imputée sur les crédits délégués par le ministère des outre-mer, sur le centre financier 0123-D987-D987, domaine fonctionnel 0123-02-02, activité 0123000002P2.

Dans le cas où le coût définitif TTC de l'opération serait supérieur au coût estimatif indiqué ci-dessus, le concours financier de l'Etat sera plafonné à hauteur du montant prévu ci-dessus.

Dans le cas où le coût définitif TTC de l'opération serait inférieur au coût estimatif indiqué ci-dessus, le concours financier de l'Etat sera calculé au prorata du coût réel, soit à hauteur de 42,50 % des dépenses TTC justifiées.

Dans la limite des crédits disponibles, le versement du concours financier de l'Etat s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une avance, représentant 30 % du montant de la participation de l'Etat, pourra être versée sur présentation par la commune d'un justificatif de démarrage de l'opération et d'une copie de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public délivrée par le service compétent ;
- des acomptes, après justification de l'utilisation de l'avance perçue, pourront être versés à la demande de la commune, au fur et à mesure de l'avancement réel de l'opération et à concurrence de 80 % de la participation prévisionnelle de l'Etat (avance éventuelle comprise).

Ces versements seront effectués sur justification de la réalisation physique et financière de l'opération (situation d'avancement de l'opération certifiée exacte et état de mandatements TTC visé par le maire et la trésorerie des îles Sous-le-Vent) ;

- le solde sera versé sur production des pièces justificatives attestant la réalisation technique et financière de l'opération :
 - certificat de réalisation de l'opération délivrée par le bénéficiaire précisant la date de fin de l'opération ;
 - visite facultative sur site, à la demande d'un représentant de l'Etat ou de la Polynésie française ;
 - état des mandatements TTC et bilan de clôture TTC visés par le maire et la trésorerie des îles Sous-le-Vent ;
 - pour les opérations en régie, tout acte et décompte justifiant de l'achèvement des travaux.

Prise en compte des mandats : seuls seront retenus les mandats dont la date respecte les délais prévus de début et de fin d'opération prolongée de six mois.

La production des pièces justificatives pour le versement du solde doit intervenir dans un délai maximal de six mois à

compter de la date d'achèvement de l'opération. A défaut de production dans ce délai, il sera mis fin à l'aide de l'Etat sans versement du solde.

Obligations du bénéficiaire

Le bénéficiaire de la subvention allouée par l'Etat s'engage, sauf renonciation expresse à cette aide, à respecter les obligations ci-après :

- utiliser la subvention attribuée par l'Etat exclusivement pour la réalisation de l'opération décrite dans le dossier technique et financier joint à l'engagement ;
- exécuter l'opération dans les délais et conditions prévues ci-dessus ;
- respecter le plan de financement énoncé ci-dessus ;
- informer l'Etat en cas de modification du plan de réalisation, dans les plus brefs délais, avec communication des éléments. Si le projet était abandonné, le bénéficiaire a l'obligation d'informer aussitôt le service instructeur ;
- se soumettre à tout contrôle, sur pièce et sur place, des services de l'Etat durant l'exécution de l'opération ;
- mentionner le concours financier de l'Etat sur l'ensemble des documents d'information et de communication de l'opération, objet du présent arrêté ;
- informer l'Etat de la date prévisionnelle d'inauguration des installations financées ;
- si à l'issue des travaux, une plaque inaugurale est apposée à la vue du public, elle devra impérativement mentionner le concours financier de l'Etat. Une photo de cette plaque sera alors adressée au format numérique aux services de l'Etat.

En cas de non-respect des conditions qui sont ainsi imparties, le bénéficiaire s'expose à des sanctions pouvant entraîner la caducité du présent arrêté.

Conséquences du non-respect des conditions fixées par le présent arrêté

En cas de non-respect des obligations mentionnées ci-dessus, l'Etat se réserve le droit de mettre fin à son aide et d'exiger le remboursement partiel ou intégral des sommes perçues au titre du présent arrêté.

Au cas où tout ou partie des sommes versées ne serait pas utilisée ou utilisée à des fins autres que celles prévues par le présent arrêté, l'Etat exigera le remboursement de tout ou partie des sommes perçues par la commune.

Le défaut de commencement de l'opération dans le délai prévu ci-dessus entraîne la caducité du présent arrêté.

Durée

Le présent arrêté prend effet dès sa notification au bénéficiaire et prendra fin au versement du solde de l'opération.

Modification

Les dispositions du présent arrêté pourront être modifiées ou complétées par voie d'arrêté modificatif sur demande motivée de la commune présentée dans les délais suivants :

- deux mois avant la date d'échéance du délai de réalisation s'il s'agit de proroger le délai de réalisation ;
- un mois avant la date d'échéance du délai de transmission s'il s'agit de proroger le délai de transmission des justificatifs relatifs à la demande de versement du solde.

Par arrêté n° HC 649 DIE/BPT du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 24 mai 2016. — Le présent arrêté a pour objet de définir les modalités d'attribution et de versement de la subvention allouée par l'Etat à la commune de Pirae dans le cadre de la réalisation de l'opération intitulée "Rénovation de réseau AEP - tranche 1", inscrite à la programmation 2016 du contrat de projets Etat/Polynésie française 2015-2020 à destination des communes au titre du secteur "Alimentation en eau potable".

Description, coût et exécution de l'opération

L'opération financée consiste à rénover 2 497 mètres linéaires de réseaux d'eau et à mettre en conformité 90 branchements d'eau sur les 170 concernés par cette opération (sur 6 secteurs).

Le montant global TTC de l'opération est estimé à 111 028 713 F CFP, soit 930 420,61 euros.

L'opération devra être réalisée selon le calendrier suivant :

- démarrage des travaux : à compter de la date de l'accusé réception et au plus tard 12 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- fin des travaux : au plus tard 36 mois à compter du démarrage de l'opération.

Plan de financement

L'opération décrite ci-dessus s'effectuera selon le plan de financement fixé comme suit :

- Etat (42,50 %)	47 187 203 F CFP, soit 395 428,76 euros
- Polynésie (42,50 %)	47 187 203 F CFP, soit 395 428,76 euros
- Commune (15 %)	16 654 307 F CFP, soit 139 563,09 euros
- Total TTC (100 %)	111 028 713 F CFP, soit 930 420,61 euros

Les dispositions du présent arrêté sont subordonnées à la notification conjointe du présent arrêté et de l'arrêté de la Polynésie française portant attribution d'une subvention à la commune pour la même opération et pour le montant arrêté par la décision conjointe relative à l'exercice budgétaire considéré.

En cas de non-respect de cette disposition, l'Etat se réserve le droit de suspendre son concours financier sur l'opération visée par le présent arrêté.

Modalités de versement

La subvention sera imputée sur les crédits délégués par le ministère des outre-mer, sur le centre financier 0123-D987-D987, domaine fonctionnel 0123-02-02, activité 0123000002P2.

Dans le cas où le coût définitif TTC de l'opération serait supérieur au coût estimatif indiqué ci-dessus, le concours financier de l'Etat sera plafonné à hauteur du montant prévu ci-dessus.

Dans le cas où le coût définitif TTC de l'opération serait inférieur au coût estimatif indiqué ci-dessus, le concours financier de l'Etat sera calculé au prorata du coût réel, soit à hauteur de 42,50 % des dépenses TTC justifiées.

Dans la limite des crédits disponibles, le versement du concours financier de l'Etat s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une avance, représentant 30 % du montant de la participation de l'Etat, pourra être versée sur présentation par la commune d'un justificatif de démarrage de l'opération ;
- des acomptes, après justification de l'utilisation de l'avance perçue, pourront être versés à la demande de la commune, au fur et à mesure de l'avancement réel de l'opération et à concurrence de 80 % de la participation prévisionnelle de l'Etat (avance éventuelle comprise).

Ces versements seront effectués sur justification de la réalisation physique et financière de l'opération (situation d'avancement de l'opération certifiée exacte et état de mandatements TTC visé par le maire et la trésorerie des îles du Vent, des Australes et des archipels) ;

- le solde sera versé sur production des pièces justificatives attestant la réalisation technique et financière de l'opération :
 - certificat de réalisation de l'opération délivrée par le bénéficiaire précisant la date de fin de l'opération ;
 - visite sur site facultative, à la demande d'un représentant de l'Etat ;
 - état des mandatements TTC et bilan de clôture TTC visés par le maire et la trésorerie des îles du Vent, des Australes et des archipels ;
 - pour les opérations en régie, tout acte et décompte justifiant de l'achèvement des travaux.

Prise en compte des mandats : seuls seront retenus les mandats dont la date respecte les délais prévus de début et de fin d'opération prolongée de six mois.

La production des pièces justificatives pour le versement du solde doit intervenir dans un délai maximal de six mois à compter de la date d'achèvement de l'opération. A défaut de production dans ce délai, il sera mis fin à l'aide de l'Etat sans versement du solde.

Obligations du bénéficiaire

Le bénéficiaire de la subvention allouée par l'Etat s'engage, sauf renonciation expresse à cette aide, à respecter les obligations ci-après :

- utiliser la subvention attribuée par l'Etat exclusivement pour la réalisation de l'opération décrite dans le dossier technique et financier joint à l'engagement ;
- exécuter l'opération dans les délais et conditions prévues ci-dessus ;
- respecter le plan de financement énoncé ci-dessus ;
- informer l'Etat en cas de modification du plan de réalisation, dans les plus brefs délais, avec communication des éléments. Si le projet était abandonné, le bénéficiaire a l'obligation d'informer aussitôt le service instructeur ;
- se soumettre à tout contrôle, sur pièce et sur place, des services de l'Etat durant l'exécution de l'opération ;
- mentionner le concours financier de l'Etat sur l'ensemble des documents d'information et de communication de l'opération, objet du présent arrêté ;
- informer l'Etat de la date prévisionnelle d'inauguration des installations financées ;
- si à l'issue des travaux, une plaque inaugurale est apposée à la vue du public, elle devra impérativement mentionner le concours financier de l'Etat. Une photo de cette plaque sera alors adressée au format numérique à l'Etat.

En cas de non-respect des conditions qui sont ainsi imparties, le bénéficiaire s'expose à des sanctions pouvant entraîner la caducité du présent arrêté.

Conséquences du non-respect des conditions fixées par le présent arrêté

En cas de non-respect des obligations mentionnées ci-dessus, l'Etat se réserve le droit de mettre fin à son aide et d'exiger le remboursement partiel ou intégral des sommes perçues au titre du présent arrêté.

Au cas où tout ou partie des sommes versées ne serait pas utilisée ou utilisée à des fins autres que celles prévues par le présent arrêté, l'Etat exigera le remboursement de tout ou partie des sommes perçues par la commune.

Le défaut de commencement de l'opération dans le délai prévu ci-dessus entraîne la caducité du présent arrêté.

Durée

Le présent arrêté prend effet dès sa notification au bénéficiaire et prendra fin au versement du solde de l'opération.

Modification

Les dispositions du présent arrêté pourront être modifiées ou complétées par voie d'arrêté modificatif sur demande motivée de la commune présentée dans les délais suivants :

- deux mois avant la date d'échéance du délai de réalisation s'il s'agit de proroger le délai de réalisation ;
- un mois avant la date d'échéance du délai de transmission s'il s'agit de proroger le délai de transmission des justificatifs relatifs à la demande de versement du solde.

Par arrêté n° HC 71 IDV du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 26 mai 2016. — Le présent arrêté modifie l'arrêté initial n° HC 52 IDV du 31 décembre 2012 relatif à l'opération "Etudes pour la passation d'un contrat de délégation de service public relative à la collecte et au traitement des déchets verts" en ce qui concerne le délai d'exécution et le délai de production des justificatifs pour le solde de cette opération.

Les dispositions de l'article 5, 4e alinéa de l'arrêté n° HC 52 IDV du 31 décembre 2012 modifiées par arrêté n° HC 70 IDV du 23 novembre 2015 sont modifiées comme suit :

Au lieu de : "Exécuter cette opération au plus tard le 31 mai 2016" ;

Lire : "Exécuter cette opération au plus tard le 31 mai 2017".

Les dispositions de l'article 8 de l'arrêté n° HC 56 IDV du 12 décembre 2011 modifiées par arrêté n° HC 70 IDV du 23 novembre 2015 relatif au délai de production des justificatifs pour le versement du solde de la subvention, sont modifiées comme suit :

Au lieu de : "(...) les justificatifs devront être produits au plus tard le 30 novembre 2016" ;

Lire : "(...) les justificatifs devront être produits au plus tard le 30 novembre 2017".

Toutes les autres dispositions de l'arrêté initial non expressément modifiées par le présent arrêté modificatif sont et demeurent valables.

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois à compter de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française. Durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé auprès des services du haut-commissariat. Ce recours interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception d'une réponse, étant précisé qu'un défaut de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ACTES DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE OU DE SA COMMISSION PERMANENTE

DELIBERATION n° 2016-37 APF du 26 mai 2016 fixant le régime applicable aux agents affectés à la délégation de la Polynésie française à Paris.

NOR : DRH1600239DL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 94-138 AT du 2 décembre 1994 modifiée portant coordination des régimes polynésiens et métropolitains de sécurité sociale ;

Vu l'arrêté n° 354 CM du 6 avril 2016 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1502-2016 APF/SG du 18 mai 2016 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 52-2016 du 4 mai 2016 de la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique ;

Dans sa séance du 26 mai 2016,

Adopte :

Article 1er. — Les agents de la Polynésie française affectés à la délégation de la Polynésie française à Paris sont régis par les mêmes règles que les agents de la Polynésie française affectés en Polynésie française sous réserve des dispositions de la présente délibération, en raison des spécificités du service sur le territoire métropolitain.

CHAPITRE Ier - PROTECTION SOCIALE

Art. 2. — Durant leur affectation à la délégation de la Polynésie française à Paris, le régime de protection sociale s'applique aux agents selon les dispositions prévues par :

- la Sécurité sociale ;
- les assurances sociales (maladie, maternité, vieillesse, invalidité, décès, veuvage...) ;
- les prestations familiales ;
- les accidents du travail et maladies professionnelles ;
- le régime Ircantec.

Les agents bénéficient, en ce qui concerne le régime des retraites, des dispositions prévues par la délibération n° 94-138 AT du 2 décembre 1994 modifiée portant coordination des régimes polynésiens et métropolitains de sécurité sociale.

Dans toute la réglementation applicable aux fonctionnaires de la Polynésie française, les références à la Caisse de prévoyance sociale de la Polynésie française sont remplacées par celles à la Sécurité sociale pour les agents affectés à la délégation de la Polynésie française à Paris.

En tant que de besoin, un arrêté en conseil des ministres fixe les adaptations nécessaires à cette réglementation.

CHAPITRE II - PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE DEPLACEMENT

Art. 3. — Pour l'application de la présente délibération, sont considérées comme :

- 1° Résidence administrative : le territoire de la commune sur lequel se situe le service auquel l'agent est affecté ;
- 2° Résidence familiale : le territoire sur lequel se situe le domicile de l'agent

Art. 4. — Est en mission l'agent en service à la délégation de la Polynésie française à Paris qui se déplace de manière occasionnelle à l'extérieur du territoire métropolitain pour les besoins du service.

Art. 5.— Est en tournée l'agent en service à la délégation de la Polynésie française à Paris qui se déplace de manière occasionnelle, à l'intérieur du territoire métropolitain, hors de sa résidence administrative et hors de sa résidence familiale pour les besoins du service.

Art. 6.— L'agent en mission ou en tournée qui est préalablement muni d'un ordre de déplacement signé par le Président de la Polynésie française ou toute autre autorité administrative ayant reçu délégation à cet effet a droit à la prise en charge de ses frais de transport et au versement d'une indemnité forfaitaire visant à couvrir les frais de repas et d'hébergement.

Art. 7.— Le montant des indemnités ainsi que les modalités de versement et de prise en charge des frais de transport sont fixés par un arrêté en conseil des ministres.

Art. 8.— Lors d'un changement d'affectation d'un service ou d'un établissement administratif de la Polynésie française sis sur le territoire de la collectivité vers la délégation de la Polynésie française à Paris ou de la délégation de la Polynésie française à Paris vers un service ou un établissement administratif de la Polynésie française sis sur le territoire de la collectivité, les frais de transport et de déménagement sont pris en charge dans les conditions applicables aux agents non titulaires de la Polynésie française.

CHAPITRE III - REMUNERATION

Art. 9.— Le fonctionnaire dont la rémunération est inférieure au salaire minimum interprofessionnel de croissance applicable en métropole perçoit une indemnité différentielle résorbée au fur et à mesure des augmentations de rémunération consécutives aux avancements dont l'intéressé bénéficie dans son cadre d'emplois.

CHAPITRE IV - REGLES PARTICULIERES DUES A L'ELOIGNEMENT GEOGRAPHIQUE

Art. 10.— Les avis d'ouverture d'examens professionnels et de concours internes sont transmis sans délai par voie électronique au délégué de la Polynésie française à Paris, lequel en assure la publicité, dès réception, par voie d'affichage dans un espace réservé à cet effet.

Art. 11.— Les dossiers d'inscription sont transmis par la direction générale des ressources humaines aux intéressés, à leur demande, par voie électronique. Les dossiers dûment complétés et accompagnés des pièces requises sont adressés par les intéressés à la direction générale des ressources humaines, également par voie électronique.

Art. 12.— Les agents affectés à la délégation de la Polynésie française à Paris, régulièrement inscrits à un examen professionnel ou à un concours interne, présentent les épreuves écrites au siège du service sous la surveillance d'un responsable nommé par le délégué de la Polynésie française à Paris. Les épreuves écrites ont lieu au même moment que pour les fonctionnaires qui les présentent sur le territoire géographique de la Polynésie française afin de respecter le principe d'égalité des candidats.

Art. 13.— Les épreuves orales se déroulent sous forme de visioconférence.

Art. 14.— Les modalités d'application des articles du présent chapitre sont fixées par un arrêté pris en conseil des ministres.

CHAPITRE V - DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES

Art. 15.— La présente délibération est applicable à la date d'entrée en vigueur de la loi du pays portant mesures exceptionnelles d'intégration des personnels de la délégation de la Polynésie française à Paris recrutés à durée indéterminée dans la fonction publique de la Polynésie française.

Art. 16.— Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,
Loïs SALMON-AMARU.

Le président,
Marcel TUIHANI.

DELIBERATION n° 2016-38 APF du 26 mai 2016 relative aux agents publics occupant des emplois fonctionnels.

NOR : DRH1600323DL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-219 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative aux différentes positions des fonctionnaires de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-220 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative aux congés, à l'organisation du comité médical et aux conditions d'aptitude physique des fonctionnaires ;

Vu la délibération n° 95-224 AT du 14 décembre 1995 relative aux cumuls de rémunérations et de fonctions des fonctionnaires de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 97-153 APF du 13 août 1997 modifiée portant attribution d'une indemnité de sujétions spéciales à certains personnels de l'administration de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 98-145 APF du 10 septembre 1998 modifiée relative au régime applicable aux fonctionnaires civils et militaires en position de détachement auprès de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 98-204 APF du 3 décembre 1998 modifiée octroyant un capital décès aux ayants droit de fonctionnaires décédés régis par le statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-15 APF du 22 janvier 2004 modifiée relative aux agents non titulaires des services et des établissements publics administratifs de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2008-20 APF du 5 juin 2008 modifiée fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des agents relevant du statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 714 CM du 27 avril 2004 modifié portant attribution d'une indemnité de sujétion spéciale aux agents nommés aux fonctions de chef de service par intérim et aux agents du CEAPF nommés aux fonctions de chef de service ;

Vu l'arrêté n° 1850 CM du 27 décembre 2007 modifié relatif à l'octroi d'une indemnité de sujétions spéciales au bénéfice des agents exerçant les fonctions d'adjoint au chef de service ;

Vu l'avis du conseil supérieur de la fonction publique en date du 12 avril 2016 ;

Vu l'arrêté n° 555 CM du 29 avril 2016 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1502-2016 APF/SG du 18 mai 2016 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 56-2016 du 19 mai 2016 de la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique ;

Dans sa séance du 26 mai 2016,

Adopte :

CHAPITRE Ier - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1er. — En application de l'article 93 alinéa 1 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, la présente délibération constitue le statut de droit public des agents occupant les emplois fonctionnels suivants :

- secrétaire général du gouvernement ;
- secrétaires généraux adjoints ;
- chef de service ou chef de circonscription administrative de la Polynésie française ;

- directeur d'offices ou d'établissements publics de la Polynésie française.

Art. 2. — Les agents publics occupant un emploi fonctionnel collaborent loyalement. Ils ne peuvent divulguer ni information, ni document ou autre élément dont ils auraient eu connaissance à l'occasion de leur travail et ne peuvent les utiliser à des fins personnelles. Ils sont tenus, en toutes circonstances, à l'obligation de réserve et à la discrétion professionnelle.

Art. 3. — Les agents publics occupant un emploi fonctionnel sont assujettis aux règles applicables aux fonctionnaires de la Polynésie française en matière de cumul de rémunération et de fonctions.

CHAPITRE II - LES MODALITÉS DE RECRUTEMENT DES AGENTS PUBLICS OCCUPANT UN EMPLOI FONCTIONNEL

Art. 4. — Les emplois fonctionnels définis à l'article 1er ci-dessus peuvent être occupés par :

- 1) Des fonctionnaires de la Polynésie française ;
- 2) Des fonctionnaires relevant d'une fonction publique différente de celle de la Polynésie française au sein de la République française et détachés auprès de la Polynésie française ou de ses établissements publics, ci-après désignés "fonctionnaires détachés" ;
- 3) Des agents relevant de la convention collective applicable aux agents non fonctionnaires de l'administration de la Polynésie française ou issus du secteur privé.

Art. 5. — Les fonctionnaires de la Polynésie française sont placés en position de détachement pour exercer l'emploi fonctionnel auquel ils sont nommés.

Ils bénéficient de toutes dispositions applicables aux fonctionnaires qui ne seraient pas contraires au régime des emplois fonctionnels.

Art. 6. — Les agents non fonctionnaires relevant de la convention collective applicable aux agents non fonctionnaires de l'administration de la Polynésie française sont nommés à des emplois fonctionnels après suspension de leur contrat de travail.

Art. 7. — Les conditions d'emplois des agents publics visés aux 1) et 3) de l'article 4 ci-dessus qui occupent un emploi fonctionnel sont fixées par la présente délibération et par un contrat de travail à durée indéterminée de droit public.

Ce contrat définit :

- les fonctions exercées ;
- le montant de la rémunération arrêté par le conseil des ministres ;
- le cas échéant, le droit au versement d'une indemnité de fin de fonctions.

Ce contrat de travail prend fin à la date à laquelle le conseil des ministres met fin à leurs fonctions.

Art. 8.— Les agents visés aux 2) et 3) de l'article 4 ci-dessus, n'ont pas vocation à être titularisés dans l'un des cadres d'emplois de la fonction publique de la Polynésie française.

Art. 9.— Les agents issus du secteur privé recrutés à l'extérieur de la Polynésie française pour occuper un emploi fonctionnel ont droit à la prise en charge des frais occasionnés par le changement de résidence dans les mêmes conditions et selon les mêmes modalités que celles prévues pour les agents non titulaires de la Polynésie française.

CHAPITRE III - REGIME DES CONGES DES AGENTS PUBLICS OCCUPANT UN EMPLOI FONCTIONNEL

Art. 10.— L'agent public occupant un emploi fonctionnel bénéficie de droits à congés annuels, à congés de maladie, à congés de maternité, à congés liés aux charges parentales et à congés administratifs dans les mêmes conditions que celles établies pour les fonctionnaires de la Polynésie française, sans préjudice des dispositions applicables aux "fonctionnaires détachés" et sous réserve du respect des articles 11 et 12 ci-dessous.

Art. 11.— Eu égard aux nécessités de service et sur autorisation exceptionnelle du ministre en charge de la fonction publique, l'agent occupant un emploi fonctionnel peut bénéficier d'un report de ses droits à congés non pris dans la limite de soixante (60) jours ouvrés.

Art. 12.— Dans le cas où la cessation des fonctions de l'agent public occupant un emploi fonctionnel est intervenue avant qu'il ne puisse épuiser les droits à congés acquis de l'année en cours ou ayant fait l'objet d'une autorisation de report, il lui est alloué une indemnité compensatrice de congés non pris. Le montant de cette indemnité est calculé comme suit : nombre de jours de congés non pris x rémunération mensuelle brute/30.

Toutefois, les fonctionnaires visés aux 1) et 2) de l'article 4 ci-dessus et les agents relevant de la convention collective applicable aux agents non fonctionnaires de l'administration de la Polynésie française visés au 3) de l'article 4 ci-dessus qui en font la demande peuvent épuiser le reliquat de leurs droits à congés dès la fin de leurs fonctions et avant réintégration dans leur cadre d'emplois ou leur emploi d'origine.

Art. 13.— Les dispositions des articles 11 et 12 ci-dessus sont également applicables aux agents visés à l'article 22 de la présente délibération, à l'exception de ceux qui occupent un emploi nécessitant des connaissances techniques spécialisées en application de l'article 33-2° de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française.

CHAPITRE IV - PROTECTION SOCIALE DES AGENTS PUBLICS OCCUPANT UN EMPLOI FONCTIONNEL

Art. 14.— Les agents publics occupant des emplois fonctionnels sont assujettis à la réglementation de la Polynésie française en matière d'assurance maladie,

d'accidents du travail, de maladies professionnelles, d'allocations familiales et de pension de vieillesse issue du régime des salariés de la Caisse de prévoyance sociale.

Toutefois, les "fonctionnaires détachés" relèvent du régime en vigueur pour les fonctionnaires métropolitains affectés en Polynésie française lorsqu'ils ne relevaient pas du régime des salariés de la Caisse de prévoyance sociale avant leur détachement. Pour la constitution de leur pension, ils continuent à bénéficier du régime qui leur est applicable dans leur administration d'origine.

Le contrat de travail précise le régime de protection sociale applicable lorsque l'agent non titulaire exerce l'emploi à l'extérieur du territoire de la Polynésie française.

CHAPITRE V - REMUNERATION DES AGENTS PUBLICS OCCUPANT UN EMPLOI FONCTIONNEL

Art. 15.— La rémunération des agents publics nommés à des emplois fonctionnels est fixée par référence à la grille indiciaire figurant à l'article 36 de la présente délibération.

Art. 16.— La rémunération des agents publics nommés aux emplois fonctionnels est déterminée par le conseil des ministres.

Cette rémunération tient compte des sujétions inhérentes à leur emploi et exclut le versement de toute autre prime ou indemnité servie dans le cadre du service ou de l'établissement public qu'ils dirigent.

Art. 17.— La détermination de la rémunération de l'agent public occupant un emploi fonctionnel tient compte notamment, de l'expérience professionnelle et des diplômes du candidat retenu, du budget exécuté par le service ou l'établissement dont il a la responsabilité, de ses effectifs, de l'importance des missions qu'il doit assurer au regard de la priorisation des politiques publiques mises en œuvre par le gouvernement et, le cas échéant, des responsabilités pénales auxquelles il est assujéti.

Art. 18.— La valeur de l'indice servant de base au calcul des rémunérations des agents publics occupant des emplois fonctionnels est celle applicable aux grilles indiciaires de la fonction publique de la Polynésie française.

Art. 19.— Par dérogation aux dispositions de l'article 16 alinéa 1 ci-dessus, la rémunération des directeurs d'établissements publics est déterminée par le conseil d'administration de l'établissement par référence à la grille indiciaire des emplois fonctionnels figurant à l'article 36 de la présente délibération et dans les conditions fixées par la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics.

Cette rémunération est fixée en fonction des critères établis à l'article 17 ci-dessus.

CHAPITRE VI - REGIME APPLICABLE AU DEPLACEMENT DES AGENTS PUBLICS OCCUPANT UN EMPLOI FONCTIONNEL

Art. 20.— Les agents publics occupant des emplois fonctionnels des services et des établissements publics administratifs de la Polynésie française bénéficient de la prise en charge des frais engagés à l'occasion de leur déplacement dans le cadre de mission ou de tournée dans les mêmes conditions que celles fixées pour les fonctionnaires de la Polynésie française.

Ces dispositions sont également applicables aux directeurs d'établissements publics à caractère industriel et commercial sauf dispositions particulières prévues à cet effet par le conseil d'administration des établissements qu'ils dirigent.

CHAPITRE VII - AVANCEMENT DES AGENTS PUBLICS NOMMES A UN EMPLOI FONCTIONNEL

Art. 21.— Les agents publics occupant les emplois fonctionnels définis à l'article 1er ci-dessus, bénéficient d'un avancement accordé de plein droit dans la grille indiciaire des emplois fonctionnels.

Cet avancement a lieu de façon continue tous les cinq (5) ans dans l'emploi occupé et se traduit par le passage d'un chevron au chevron immédiatement supérieur.

Le cas échéant, cet avancement peut leur permettre d'être classés dans un groupe supérieur à celui dans lequel ils ont été initialement nommés.

Ces dispositions ne font pas obstacle à ce que le conseil des ministres révise, s'il le souhaite, et au cas par cas, l'indice de rémunération de ces agents.

CHAPITRE VIII - REMUNERATION DE CERTAINS AGENTS PUBLICS PAR REFERENCE A LA GRILLE INDICIAIRE DES EMPLOIS FONCTIONNELS

Art. 22.— La rémunération des agents publics occupant les emplois suivants :

- emplois nécessitant des connaissances techniques spécialisées en application de l'article 33-2° de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;
- emplois conduisant à une participation directe aux travaux du conseil des ministres auxquels il est nommé par le Président de la Polynésie française ;
- emploi de contrôleur des dépenses engagées auquel il est nommé par le Président de la Polynésie française,

peut être fixée, après agrément du conseil des ministres, par référence à la grille indiciaire des emplois fonctionnels.

CHAPITRE IX - INTERIM ET SUPPLEANCE DES AGENTS PUBLICS OCCUPANT UN EMPLOI FONCTIONNEL

Art. 23.— La nomination d'un intérimaire dans l'attente de la nomination d'un chef de service ou d'un directeur d'établissement public ne peut excéder une durée de six (6) mois à compter de la date de la nomination.

Durant la période d'intérim, ces agents relèvent des dispositions de la présente délibération.

Art. 24.— En cas d'absence, d'empêchement ou de congé du chef de service, sa suppléance est assurée en priorité par son adjoint, lequel perçoit l'indemnité mensuelle de sujétions spéciales attribuée aux agents exerçant les fonctions d'adjoint.

En l'absence d'adjoint percevant une indemnité afférente à ces fonctions, l'agent assurant la suppléance du chef de service perçoit l'indemnité de sujétions spéciales attribuée aux agents nommés aux fonctions de chef de service par intérim.

Le montant de cette indemnité tient compte de la durée de la suppléance et des critères établis à l'article 17 ci-dessus.

Art. 25.— En cas d'absence, d'empêchement ou de congé du directeur d'un établissement public, l'agent assurant sa suppléance perçoit l'indemnité créée à cet effet par le conseil d'administration de l'établissement.

CHAPITRE X - FIN DE FONCTIONS DES AGENTS PUBLICS OCCUPANT UN EMPLOI FONCTIONNEL

Art. 26.— Il ne peut être mis fin aux fonctions de l'agent public qui occupe un emploi fonctionnel lorsque ce dernier se trouve en état de grossesse médicalement constaté, pendant le congé de maternité ou pendant une période de six (6) semaines suivant l'expiration du congé de maternité.

Si la fin de fonctions est notifiée avant la constatation médicale de grossesse, l'intéressée peut, dans les quinze (15) jours de cette notification, justifier de son état par l'envoi d'une attestation délivrée par son médecin.

Art. 27.— Hormis dans le cas de décès ou d'une démission, la fin de fonctions de l'agent public occupant un emploi fonctionnel est prononcée par le conseil des ministres.

Art. 28.— En cas de décès d'un agent public occupant un emploi fonctionnel, ses ayants droit bénéficient du versement d'un capital décès dans les mêmes conditions que celles fixées pour les ayants droit des fonctionnaires de la Polynésie française.

Néanmoins, dans le cas où les ayants droit du "fonctionnaire détaché" bénéficient du versement d'un capital décès au titre du régime de sécurité sociale auquel il est affilié, les règles sont les suivantes :

- si le montant du capital décès est inférieur à celui versé par la Polynésie française, la Polynésie française verse le

montant correspondant à la différence entre le capital décès perçu et celui qui aurait été octroyé en application des règles applicables aux ayants droit des fonctionnaires de la Polynésie française ;

- si le montant de ce capital décès est supérieur ou égal à celui versé par la Polynésie française aux ayants droit de ses fonctionnaires, la Polynésie française ne verse pas de capital décès.

Art. 29.— Lorsque la fin de fonctions de l'agent public occupant un emploi fonctionnel est envisagée, son ministre de tutelle doit le convoquer à un entretien préalable.

La lettre de convocation à l'entretien préalable doit préciser la date et l'heure de l'entretien, qu'il est envisagé de mettre fin aux fonctions de l'agent et préciser qu'il a droit à communication de l'intégralité de son dossier et à l'assistance d'un défenseur de son choix.

Ce courrier est transmis à l'agent par lettre recommandée avec accusé de réception ou remis en main propre contre décharge ou signifié par un huissier de justice.

L'agent public occupant un emploi fonctionnel régulièrement informé de la convocation qui ne se présente pas à l'entretien ne peut pas se prévaloir de l'absence d'entretien.

Art. 30.— La décision du conseil des ministres de mettre fin aux fonctions de l'agent public occupant un emploi fonctionnel est notifiée à l'intéressé par lettre recommandée avec accusé de réception ou par lettre remise en main propre contre décharge ou signifiée par un huissier de justice.

Art. 31.— La fin de fonctions de l'agent public occupant un emploi fonctionnel peut également résulter d'une démission de l'agent. Dans ce cas, elle doit être formalisée par une demande écrite marquant la volonté claire et non équivoque de l'agent de cesser ses fonctions.

Elle prend effet à la date fixée par le conseil des ministres ou à défaut à la date à laquelle la décision est notifiée à l'intéressé.

Art. 32.— En cas de cessation de fonctions, le fonctionnaire de la Polynésie française réintègre son emploi d'origine ou un emploi correspondant à son grade, au besoin en surnombre, au lendemain de la cessation de ses fonctions ou après épuisement de ses droits à congés acquis en qualité d'agent public occupant un emploi fonctionnel.

Art. 33.— Lorsque la fin de fonctions d'un "fonctionnaire détaché" sur un emploi fonctionnel intervient avant le terme de son séjour, il peut soit être affecté dans un service ou un établissement public administratif de la Polynésie française jusqu'au terme de son séjour, soit être remis à la disposition de son administration d'origine.

Dans le premier cas, il perçoit la rémunération afférente à ses nouvelles fonctions en application des règles applicables aux "fonctionnaires détachés".

Art. 34.— Les agents qui relevaient avant leur nomination sur un emploi fonctionnel de la convention collective applicable aux agents non fonctionnaires de l'administration de la Polynésie française sont réintégrés, au besoin en surnombre, dans un emploi correspondant à leur classification professionnelle au lendemain de la fin de leurs fonctions ou le cas échéant, après épuisement de leurs droits à congés acquis au titre de l'emploi fonctionnel.

Art. 35.— Sauf en cas de démission ou de fin de fonctions pour faute grave, la cessation des fonctions des personnels issus du secteur privé donne lieu au versement d'une indemnité de fin de fonctions. Le montant de cette indemnité est égal à 30 jours de rémunération brute par année de service effectuée au titre de l'engagement auquel il est mis fin, dans la limite de 90 jours. Son montant correspond à un nombre de jours entiers calculé au *prorata temporis* du service effectué.

Toutefois, dans le cas où l'agent bénéficie d'un nouveau recrutement au sein de l'administration de la Polynésie française ou d'un de ses établissements publics dans un délai de trois mois à compter de la date de fin de fonctions, cette indemnité est versée au *prorata temporis* en prenant pour référence la date de fin de fonctions et la date du nouveau recrutement.

CHAPITRE XI - GRILLE INDICIAIRE DES EMPLOIS FONCTIONNELS

Art. 36.— La grille indiciaire des emplois fonctionnels est établie comme suit :

Groupe	chevron 1	chevron 2	chevron 3	chevron 4	chevron 5	chevron 6	chevron 7
1	indice 506	indice 536	indice 566	indice 596	indice 626	indice 656	indice 686
2	indice 716	indice 746	indice 776	indice 806	indice 836	indice 866	indice 896
3	indice 926	indice 956	indice 986	indice 1 016	indice 1 046	indice 1 076	indice 1 106
4	indice 1 156	indice 1 206	indice 1 256	indice 1 306	indice 1 356		
5	indice 1 406	indice 1 456	indice 1 506	indice 1 556	indice 1 606		
6	indice 1 656	indice 1 706	indice 1 756	indice 1 806			

Art. 37.— Sont abrogées les dispositions de :

- la délibération n° 96-177 APF du 19 décembre 1996 modifiée relative aux agents publics occupant des emplois fonctionnels ou rémunérés par rapport à la grille des emplois fonctionnels ;
- l'arrêté n° 659 CM du 11 mai 1998 relatif aux traitements et soldes mensuels des agents publics nommés à des emplois fonctionnels dans les services et établissements publics administratifs territoriaux ;
- l'arrêté n° 1372 CM du 7 octobre 1999 fixant les modalités d'avancement des agents publics nommés à des emplois fonctionnels.

Art. 38.— Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,
Loïs SALMON-AMARU.

Le président,
Marcel TUIHANI.

DELIBERATION n° 2016-39 APF du 26 mai 2016 portant approbation de la convention de financement HC - IIME relative à l'appel à projets "Tous prêts" mis en place dans le cadre de l'Euro 2016 de football organisé par la France du 10 juin au 10 juillet 2016.

NOR : IME1600303DL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 89-118 AT du 12 octobre 1989 modifiée portant création d'un établissement public dénommé Institut d'insertion médico éducatif ;

Vu la lettre n° HC 21936 SAIDV/MAAT du 29 mars 2016 portant avis favorable du haut-commissariat de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 484 CM du 25 avril 2016 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1502-2016 APF/SG du 18 mai 2016 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 60-2016 du 20 mai 2016 de la commission de la santé, de la solidarité, du travail et de l'emploi ;

Dans sa séance du 26 mai 2016,

Adopte :

Article 1er. — Conformément aux dispositions des articles 169 et 170-1 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004, l'assemblée de la Polynésie française approuve la convention de financement HC - IIME relative à l'appel à projets "Tous prêts" mis en place dans le cadre de l'Euro 2016 de football organisé par la France du 10 juin au 10 juillet 2016.

Art. 2. — Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,
Loïs SALMON-AMARU.

Le président,
Marcel TUIHANI.

CONVENTION de FINANCEMENT n° du

relative à l'appel à projets "Tous prêts" mis en place dans le cadre de l'Euro 2016 de football organisé par la France du 10 juin au 10 juillet 2016

- Vu** la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;
- Vu** la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française complétée par la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée ;
- Vu** la loi de finances du 29 décembre 2015 pour 2016 ;
- Vu** le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 relatif aux pouvoirs du Haut-Commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'État en Polynésie française ;
- Vu** le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Vu** le décret du 22 août 2013 portant nomination du haut-commissaire de la République en Polynésie française — M. Lionel BEFFRE ;
- VU** l'arrêté n° 1615/CM du 05 décembre 2013 portant nomination de monsieur Christian FOUET en qualité de directeur de l'Institut d'Insertion Médico-Educatif (IIME) ;
- VU** le courrier du Ministre des Outre-Mer, Mme George PAU-LANGEVIN en date du 04 janvier 2016, relatif au déploiement appel à projets « Tous prêts » dans le cadre de l'Euro 2016 ;
- VU** le courrier du Ministre des Outre-Mer, Mme George PAU-LANGEVIN en date du 29 février 2016, adressé aux compagnies aériennes ;
- VU** la demande de « Institut d'insertion médico-éducatif », en date du 01/03/2016 ;
- VU** la délibération n° 01/IIME/2016 du 29/03/2016 portant autorisation de signature d'une convention de financement relative à l'appel à projets « Tous prêts » mis en place dans le cadre de l'Euro 2016 de football organisé par la France du 10 juin au 10 juillet 2016 ;
- VU** la délibération n° /APF de l'assemblée de la Polynésie française en date du ;

SUR proposition du Secrétaire-général du Haut-commissariat de la République en Polynésie française ;

ENTRE :

L'État (ministère des outre-mer et ministère de la ville, de la jeunesse et des sports), représenté par le Haut-commissaire de la République en Polynésie française,

d'une part,

ET :

L'Institut d'insertion médico-éducatif, représenté par son directeur, monsieur Christian FOUET,
N° Tahiti : 003137, BP 3226 – 98713 PAPEETE

d'autre part,

Ci-après désignés « les parties ».

IL EST CONVENU CE QUI SUIV

ARTICLE 1

La présente convention a pour objet de définir les modalités de versement et d'utilisation de la subvention versée à l'Institut d'insertion médico-éducatif pour financer les billets d'avion permettant le déplacement en métropole de bénéficiaires sélectionnés dans le cadre de l'appel à projet « tous prêts » afin d'assister au match de football se déroulant à Lyon le 13 juin à 21h ;

ARTICLE 2

La participation financière de l'État d'un montant de 21 380,02 € (vingt et un mille trois cent quatre vingt euros et deux centimes) soit 2 551 315 FCFP est imputée sur les crédits disponibles du ministère des Outre-Mer, centre financier 0123-C001-D987 domaine fonctionnel 0123-03-03.

ARTICLE 3

Le versement de la subvention de 21 380,02 € (soit 2 551 315 FCFP) s'effectuera en une seule fois sur le compte de l'Institut d'insertion médico-éducatif, ouvert par la paierie de la Polynésie française, dès la signature de la présente convention.

Code banque : 14168	Code guichet : 00001	N° compte : 9288001X068	Clé RIB : 85
---------------------	----------------------	-------------------------	--------------

ARTICLE 4

Le bénéficiaire de la subvention allouée par l'État s'engage, sauf renonciation expresse à cette aide, à respecter les obligations ci-après :

- Utiliser la subvention attribuée par l'État exclusivement pour la réalisation de l'opération décrite à l'article 1 ;
- Exécuter l'opération dans les délais et conditions prévues à l'article 1 ;
- Informer l'État en cas de modification du plan de réalisation, dans les plus brefs délais, avec communication des éléments. Si le projet était abandonné, le bénéficiaire a l'obligation d'informer aussitôt le service instructeur ;
- Faciliter les contrôles, sur pièces et sur place, des services de l'État durant l'exécution de l'opération, notamment via la mise à disposition de toutes les pièces justificatives inhérentes à l'opération ;
- Mentionner le concours financier de l'État sur l'ensemble des documents d'information et de communication relative à l'opération financée.
- Adresser au Haut-commissaire, avant le 1^{er} avril 2017, un compte-rendu d'exécution de la subvention, fondé sur les objectifs et le budget défini dans le dossier technique.

ARTICLE 5

Le Haut-commissaire de la République en Polynésie française (ou son représentant) est chargé du contrôle de l'utilisation de la subvention accordée.

ARTICLE 6

En cas de non-respect des obligations édictées à l'article 4, le bénéficiaire s'expose à des sanctions pouvant entraîner la caducité de la présente convention et le remboursement partiel ou intégral des sommes perçues au titre de la présente convention.

ARTICLE 7

Les dispositions de la présente convention ne pourront être modifiées ou complétées que par voie d'avenant sur demande motivée du bénéficiaire.

ARTICLE 8

Le Haut-commissaire de la République en Polynésie française, et l'Institut d'insertion médico-éducatif sont chargés de l'exécution de la présente convention qui sera publiée au journal officiel de la Polynésie française.

Fait en 4 exemplaires originaux

Pour l'Institut d'insertion médico-éducatif
Le directeur,
Monsieur Christian FOUET

Le Haut-Commissaire de la République
en Polynésie française

<p align="center">PROJET "TOUS PRETS" – EURO 2016 PROGRAMME PREVISIONNEL DU SEJOUR</p>
--

PERIODE : du 02 juin 2016 au 15 juin 2016

- Semaine n°1 : du 02 juin au 05 juin 2016

Jeudi 2	Départ aéroport de Faa'a
Samedi 4	Arrivée aéroport de CDG Paris
Samedi 4	Transfert sur Orléans (Département du Loiret) Installation
Dimanche 5	Zoo de Beauval (Département du Loir-et-Cher)

- Semaine n°2 : du 06 juin au 12 juin 2016

Lundi 6	Visite du CAT de Saran (Département du Loiret) Descente de la Loire en kayak
Mardi 7	Transfert sur Montpellier (Département de l'Hérault) Installation
Mercredi 8	Activités sportives avec la Mairie de Montpellier
Jeudi 9	Visite d'un ESAT (établissement et service d'aide par le travail) de Saran
Vendredi 10	Animation sportive avec l'IME des Murets (Département de la Haute-Garonne) MATCH Euro 2016 : Retransmission dans la ville : France/Roumanie
Samedi 11	Journée récréative avec pique nique à la plage de Palavas les flots
Dimanche 12	Transfert sur Lyon (Département du Rhône) Visite Parc de la tête d'or

- Semaine n°3 : du 13 juin au 15 juin 2016

Lundi 13	Visite de Lyon et Patinoire MATCH Euro 2016 : Belgique /Italie 21h00
Mardi 14	Euro Disney
Mercredi 15	Départ CDG Paris
Mercredi 15	Arrivée Faaa

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

ARRETE n° 659 CM du 26 mai 2016 portant création du comité de pilotage des aires marines éducatives.

NOR : DEE1600384AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2011-22 du 29 août 2011 portant approbation de la charte de l'éducation, notamment le point 2.2.9 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 mai 2016,

Arrête :

Article 1er. — Il est créé un comité de pilotage des aires marines éducatives (AME) afin de coordonner les actions liées aux aires marines éducatives de la Polynésie française.

Une aire marine éducative est une zone maritime littorale gérée de manière participative par une école ou un groupe d'élèves. Il s'agit d'une démarche participative impliquant des élèves autour d'un projet d'action citoyenne de protection et de gestion du milieu marin.

Art. 2. — Missions et objectifs

Le comité de pilotage des aires marines éducatives est chargé de travailler sur les actions liées au concept des aires marines éducatives.

Il propose un budget indicatif pour la pérennisation et le développement des aires marines éducatives.

Il permet de coordonner et de décider des actions menées dans le cadre des aires marines éducatives.

Art. 3. — Composition

Le comité de pilotage des aires marines éducatives est composé des membres suivants :

- le ministre en charge de l'éducation ou son représentant, président du comité de pilotage et référent ;
- le ministre en charge du tourisme ou son représentant ;

- le ministre en charge des ressources marines ou son représentant ;
- le ministre en charge de l'environnement ou son représentant ;
- le directeur de l'agence des aires marines protégées ou son représentant ;
- le président de la communauté de communes des îles Marquises (CODIM) ou son représentant ;
- le maire de la commune concernée par les aires marines éducatives ou son représentant ;
- un membre de l'association Motu Haka ;
- un membre de l'association Te Mana O Te Moana ;
- un membre de la Fédération des associations de protection de l'environnement (FAPE).

Art. 4. — Des personnalités expertes peuvent être invitées au comité de pilotage des aires marines éducatives selon l'ordre du jour du comité.

Art. 5. — Fonctionnement

Le comité de pilotage des aires marines éducatives fixe les règles internes au comité par un règlement intérieur et le rôle de chacun des membres. Il se réunit au moins une fois par an sur saisine du ministère en charge de l'éducation.

Art. 6. — Le ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 mai 2016.

Pour le Président absent :

Jean-Christophe BOUISSOU.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre du travail,
des solidarités*

et de la condition féminine,
Priscille Tea FROGIER.

ARRETE n° 660 CM du 26 mai 2016 portant nomination de Mme Bonnie Tchong Fo Chong en qualité de directrice des transports terrestres par intérim durant la période de congé de Mme Chantal Serra.

NOR : DTT1620542AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu l'arrêté n° 1421 CM du 16 octobre 2014 portant nomination de Mme Chantal Serra en qualité de directrice des transports terrestres ;

Vu l'arrêté n° 9209 MET du 20 octobre 2014 modifié portant délégation de signature à Mme Chantal Serra, directrice des transports terrestres ;

Vu la décision de congé n° 1728 DTT du 12 mai 2016 accordant un congé annuel à Mme Chantal Serra, directrice des transports terrestres ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 mai 2016,

Arrête :

Article 1er. — Mme Bonnie Tchong Fo Chong est nommée en qualité de directrice des transports terrestres par intérim durant la période de congé de Mme Chantal Serra du 3 au 20 juin 2016 inclus.

Art. 2. — Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 mai 2016.

Pour le Président absent :

Jean-Christophe BOUISSOU.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
et des transports intérieurs,*
Albert SOLIA.

ARRETE n° 661 CM du 26 mai 2016 portant vœu du gouvernement de la Polynésie française pour l'adoption par la République française d'une loi d'homologation des peines d'emprisonnement prévues dans la réglementation de la Polynésie française dans le domaine des transports terrestres.

NOR : DTT1620551AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2016-17 du 11 mai 2016 relative aux sanctions applicables à certaines réglementations des transports terrestres ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 mai 2016,

Arrête :

Article 1er. — Le gouvernement de la Polynésie française émet le vœu que la République française adopte une loi d'homologation des peines d'emprisonnement prévues aux articles LP. 1er, LP. 2 et LP. 3 de la loi du pays n° 2016-17 du 11 mai 2016 relative aux sanctions applicables à certaines réglementations des transports terrestres.

Art. 2. — Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme le ministre des outre-mer, à M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française et à M. le président de l'assemblée de la Polynésie française et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 mai 2016.

Pour le Président absent :

Jean-Christophe BOUISSOU.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
et des transports intérieurs,*
Albert SOLIA.

ARRETE n° 662 CM du 26 mai 2016 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du lycée Tuianu-Le Gayic pour financer les travaux de mise aux normes et d'entretien du truck.

NOR : DEE1600259AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 677 PR du 16 septembre 2014 constatant la qualité d'ordonnateur du vice-président du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 8701 VP du 22 septembre 2014 modifié portant délégation du pouvoir d'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la convention Etat-Polynésie française n° HC 56-07 du 4 avril 2007 relative à l'éducation ;

Vu la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics d'enseignement de la Polynésie française du premier et second cycle du second degré et l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière de ces établissements ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2015-99 APF du 10 décembre 2015 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2016 ;

Vu l'arrêté n° 691 CM du 17 mai 2010 modifié portant application de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et les critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement du lycée Tuianu-Le Gayic pour l'exercice 2016 en date du 17 mars 2016 ;

Vu la lettre n° 2843 PR du 28 avril 2016 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française déclarant l'urgence et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 28 avril 2016 ;

Vu l'avis n° 53-2016 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'assemblée de la Polynésie française du 3 mai 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 mai 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de *quatre millions quatre cent vingt-quatre mille deux cent quarante-cinq francs CFP* (4 424 245 F CFP) en faveur du lycée Tuianu-Le Gayic pour financer les travaux de mise aux normes et d'entretien du truck.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au sous-chapitre 969-03, article 6573-13, centre de travail 8131-F.

Art. 3.— Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit *deux millions deux cent douze mille cent vingt-trois francs CFP* (2 212 123 F CFP), à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française ;

- une deuxième fraction de 45 %, soit *un million neuf cent quatre-vingt-dix mille neuf cent dix francs CFP* (1 990 910 F CFP), à compter du 31 mai 2016 ;
- le solde, soit *deux cent vingt et un mille deux cent douze francs CFP* (221 212 F CFP), sur justification du paiement effectif de la totalité de l'opération ou sur présentation de relevés de mandats en 3 exemplaires.

Art. 4.— Le lycée Tuianu-Le Gayic s'engage à produire, dans un délai de dix mois à compter de la date de versement de la 1re fraction, les pièces justificatives auprès de la direction générale de l'éducation et des enseignements, attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

Art. 5.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où la subvention de fonctionnement aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de toute ou partie de cette subvention.

Art. 6.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, et le ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au lycée Tuianu-Le Gayic et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 mai 2016.

Pour le Président absent :

Jean-Christophe BOUISSOU.

Par le Président de la Polynésie française :

Pour le vice-président absent :

Le ministre de la relance économique,

Teva ROHFRTSCH.

Pour le ministre de l'éducation
et de l'enseignement supérieur,
de la jeunesse et des sports, absent :
*Le ministre du travail, des solidarités
et de la condition féminine,*
Tea FROGIER.

ARRETE n° 664 CM du 27 mai 2016 portant extension du régime de l'admission temporaire accordé à la société MY Senses LLC pour le navire à moteur Senses.

NOR : DDI1600404AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

3 Juin 2016

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

6047

Vu l'arrêté n° 401 CM du 27 mars 2013 modifié fixant les modalités du contrôle douanier de la navigation maritime de plaisance et les conditions d'application du régime douanier de l'admission temporaire ;

Vu l'arrêté n° 2263 MTF du 22 mars 2016 portant attribution d'une licence de navigation charter grande plaisance à la société MY Senses LLC pour le navire à moteur Senses ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 mai 2016,

Arrête :

Article 1er. — En application des 6e, 7e et 8e alinéas de l'article 11 de l'arrêté n° 401 CM du 27 mars 2013 susvisé, le régime de l'admission temporaire en suspension de droits et taxes, accordé à la société MY Senses LLC pour le navire à moteur Senses, est étendu à titre exceptionnel aux

marchandises dont la liste est annexée au présent arrêté (77 lignes d'articles - 4 pages).

Art. 2. — Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société MY Senses LLC et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 mai 2016.

Pour le Président absent :
Jean-Christophe BOUISO.

Par le Président de la Polynésie française :

Pour le vice-président absent :

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme
et des transports intérieurs,*
Albert SOLIA.

ANNEXE A L'ARRETE N° 401 CM DU 27 MAI 2016

Item No	Manufacturer/Part Number	Description	Qty. Ship	UOM	USD Unit Price \$	USD Extended \$
447784	DESPICABLE ME	MINION GLASSES	24.00	Each	\$9.95	\$238.80
NMS VOG	VOG	POTTERY BARN HAMMERED NAPKIN RING	12.00	Each	\$2.99	\$35.88
POT100000	POTTERY BARN PLACEMAT	WIDE BORDER CREAM/TAN	15.00	Each	\$9.99	\$149.85
460091	MACADAMIA OIL	NOURISHING LEAVE-IN CREAM 10OZ	3.00	Each	\$9.99	\$29.97
325014	DRAGER 3338700	LUNG DEMAND VALVE S P	4.00	Each	\$294.72	\$1,178.88
NMS VOG	AMAZON	GOOGLE NEXUS ANDROID TABLET	1.00	Each	\$124.99	\$124.99
NMS VOG	AMAZON	GOOGLE NEXUS ANDROID TABLET	1.00	Each	\$124.99	\$124.99
NMS VOG	AMAZON	GOOGLE NEXUS ANDROID TABLE	1.00	Each	\$124.99	\$124.99
NMS VOG	AMAZON	ASUS NEXUS 7HD TRAVEL COVER GREY	1.00	Each	\$13.81	\$13.81
NMS VOG	AMAZON	ASUS NEXUS 7HD TRAVEL COVER PINK	1.00	Each	\$8.99	\$8.99
NMS VOG	AMAZON	ASUS NEXUS 7HD TRAVEL COVER LIGHT BLUE	1.00	Each	\$12.50	\$12.50
NMS VOG	TOTE BAG FACTORY.COM	CREAM COLOR CANVAS BAGS	8.00	Each	\$3.37	\$26.96
NMS VOG	SCENSIBLE SOURCE CO. LLC.	SBX50 SCENSIBLE FEMINE HYGIENE DISPOSAL BAGS 50 cl	24.00	Each	\$3.75	\$90.00
NMS VOG	CABRINHA	SWITCHBLADE KITE ONLY 5 C1	1.00	Each	\$1,189.00	\$1,189.00
NMS VOG	CABRINHA	SWITCHBLADE KITE ONLY 6 C1	1.00	Each	\$1,299.00	\$1,299.00
NMS VOG	CABRINHA	SWITCHBLADE KITE ONLY 9 C1	1.00	Each	\$1,379.0	\$1,379.00
NMS VOG	CABRINHA	SWITCHBLADE KITE ONLY 10 C1	1.00	Each	\$1,559.00	\$1,559.00
NMSVOG	CABRINHA	SWITCHBLADE KITE ONLY 11 C1	1.00	Each	\$1,629.00	\$1,629.00
NMSVOG	CABRINHA	SWITCHBLADE KITE ONLY 12 C1	1.00	Each	\$1,679.00	\$1,679.00
NMS VOG	CABRINHA	SWITCHBLADE KITE ONLY 14 C1	1.00	Each	\$1,829.00	\$1,829.00

Item, No	Manufacturer/Part Number	Description	Qty. Ship	UOM	USD	USD
					Unit Price \$	Extended \$
NMS VOG	CABRINHA	CS QL OD 1X TRIM LITE 48-56	9.00	Each	\$629.95	\$5,669.55
NMS VOG	JP	ALL ROUND LE 10'2x32x6	1.00	Each	\$989.00	\$989.00
NMS VOG	JP	X-CITE RIDE PLUS 125 FWS	1.00	Each	\$975.95	\$975.95
NMS VOG	NEIL PRYDE	EXPERIENCE EVO SUP RIG 3.5m	1.00	Each	\$359.00	\$359.00
NMS VOG	CABRINHA	SWITCHBLADE KITE ONLY 8 C2	1.00	Each	\$1,429.00	\$1,429.00
NMS VOG	CABRINHA	SWITCHBLADE KITE ONLY 7 C3	1.00	Each	\$1,364.00	\$1,364.00
NMS VOG	AMAZON	SEA TO SUMMIT eVAC DRY SACK 5-LITER	3.00	Each	\$19.95	\$59.85
NMS VOG	AMAZON	SUMSANG GALAXY S6 4ft CHARGING CABLE 2 pk	10.00	Each	\$7.95	\$79.50
NMS VOG	AMAZON	MALE TO MALE AUDIO CABLE	20.00	Each	\$5.99	\$119.80
NMS VOG	AMAZON	NITE IZE GEAR TIE 6-INCH	2.00	Each	\$15.66	\$31.32
NMS VOG	AMAZON	NITE IZE GEAR TIE 12-INCH	1.00	Each	\$18.94	\$18.94
NMS VOG	AMAZON	NITE IZE GEAR TIE 3-INCH	4.00	Each	\$14.66	\$58.64
NMS VOG	AMAZON	BLU RAY CREED	1.00	Each	\$12.99	\$12.99
NMS VOG	AMAZON	BLU RAY HOTEL TRANSYLVANIA	1.00	Each	\$22.99	\$22.99
NMS VOG	AMAZON	SANUS SUPER SLIM 4' SLIM HDMI CABLE	20.00	Each	\$8.99	\$179.80
NMS VOG	AMAZON	SKROSS WORLD OUTLET ADAPTER	5.00	Each	\$17.99	\$89.95
NMS VOG	AMAZON	APPLE IPHONE 6 CHARGING CABLE	5.00	Each	\$11.45	\$57.25
NMS VOG	AMAZON	BLU RAY BROOKLYN	1.00	Each	\$19.99	\$19.99
NMS VOG	AMAZON	BLU RAY TRUTH	1.00	Each	\$22.79	\$22.79
NMS VOG	AMAZON	BLU RAY BURNT	1.00	Each	\$14.99	\$14.99
NMS VOG	AMAZON	BLU RAY SPECTRE 007	1.00	Each	\$14.99	\$14.99
NMS VOG	AMAZON	BLU RAY STEVE JOBS	1.00	Each	\$19.99	\$19.99
NMS VOG	AMAZON	BLU RAY SISTERS	1.00	Each	\$19.99	\$19.99
NMS VOG	AMAZON	BLU RAY THE GOOD DINOSAUR	1.00	Each	\$19.99	\$19.99

3 Juin 2016

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

6049

Item. No	Manufacturer/Part Number	Description	Qty. Ship	UOM	USD	USD
					Unit Price \$	Extended \$
NMS VOG	AMAZON	BLU RAY ROOM	1.00	Each	\$16.99	\$16.99
NMS VOG	AMAZON	BLU RAY INFINITELY POLAR BEAR	1.00	Each	\$18.39	\$18.39
NMS VOG	AMAZON	BLU RAY LONGEST RIDE	1.00	Each	\$18.24	\$18.24
NMS VOG	AMAZON	BLU RAY LEGEND	1.00	Each	\$19.99	\$19.99
NMSVOG	AMAZON	BLU RAY EXPERIMENTER	1.00	Each	\$18.63	\$18.63
NMS VOG	AMAZON	BLU RAY THE 33	1.00	Each	\$18.63	\$18.63
NMSVOG	AMAZON	BLU RAY THE BIG SHORT	1.00	Each	\$19.99	\$19.99
NMS VOG	AMAZON	BLU RAY BIG STONE GAP	1.00	Each	\$19.96	\$19.96
NMSVOG	AMAZON	BLU RAY FREEHELD	1.00	Each	\$24.99	\$24.99
NMS VOG	AMAZON	BLU RAY THE INTERN	1.00	Each	\$22.99	\$22.99
NMS VOG	AMAZON	BLU RAY BONE TOMAHAWK	1.00	Each	\$14.39	\$14.39
NMS VOG	AMAZON	BLU RAY BOOK OF LIFE	1.00	Each	\$14.84	\$14.84
NMS VOG	AMAZON	BLU RAY MAN UP	1.00	Each	\$14.39	\$14.39
NMS VOG	AMAZON	BLU RAY THE NIGHT BEFORE	1.00	Each	\$19.99	\$19.99
NMS VOG	AMAZON	BLU RAY SPOTLIGHT	1.00	Each	\$19.99	\$19.99
NMS VOG	AMAZON	BLU RAY THE WALK	1.00	Each	\$18.99	\$18.99
NMS VOG	AMAZON	BLU RAY VICTOR FRANKENSTEIN	1.00	Each	\$22.99	\$22.99
NMS VOG	AMAZON	BLU RAY MAD MAX	1.00	Each	\$24.78	\$24.78
NMSVOG	AMAZON	BLU RAY IN THE HEART OF THE SEA	1.00	Each	\$22.99	\$22.99
NMS VOG	AMAZON	BLU RAY SUNSHINE SUPERMAN	1.00	Each	\$16.69	\$16.69
NMS VOG	AMAZON	BLU RAY CAROL	1.00	Each	\$17.99	\$17.99
NMS VOG	AMAZON	BLU RAY BRIDGE OF SPIES	1.00	Each	\$22.99	\$22.99
NMS VOG	AMAZON	BLU RAY SUFFRAGETTE	1.00	Each	\$22.99	\$22.99
NMS VOG	AMAZON	BLU RAY THE DIARY OF A TEENAGE GIRL	1.00	Each	\$22.79	\$22.79
NMS VOG	AMAZON	BLU RAY IRRATIONAL MAN	1.00	Each	\$13.99	\$13.99
NMS VOG	AMAZON	BLU RAY THE AGE OF ADALINE	1.00	Each	\$13.99	\$13.99
NMS VOG	AMAZON	BLU RAY TESTAMENT OF YOUTH	1.00	Each	\$23.63	\$23.63
NMS VOG	AMAZON	BLU RAY SECRET IN THEIR EYES	1.00	Each	\$24.99	\$24.99
NMS VOG	AMAZON	BLU RAY BLACK MASS	1.00	Each	\$22.99	\$22.99
NMS VOG	AMAZON	BLU RAY HOTEL TRANSYLVANIA 2	1.00	Each	\$16.99	\$16.99
NMS VOG	AMAZON	BLU RAY MISS YOU ALREADY	1.00	Each	\$17.89	\$17.89
NMS VOG	AMAZON	BLU RAY OUR BRAND IS CRISIS	1.00	Each	\$22.03	\$22.03
NMS VOG	AMAZON	BLU RAY THE DANISH GIRL	1.00	Each	\$24.99	\$24.99
NMS VOG	AMAZON	BLU RAY SNOW & THE HUNTSMAN	1.00	Each	\$14.98	\$14.98

TOTAL(USD):

\$25,045.94

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

PRESIDENCE

ARRETE n° 368 PR du 27 mai 2016 portant nomination des membres de la commission de l'enseignement des activités physiques et sportives.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 174 CM du 19 février 2016 fixant la liste des diplômes ouvrant droit à l'enseignement, l'encadrement et l'animation contre rémunération des activités physiques et sportives ;

Vu l'arrêté n° 276 CM du 9 février 2004 modifié relatif au contrôle de l'enseignement contre rémunération des activités physiques et sportives ;

Vu les courriers n° 360 à n° 365 MEE du 19 janvier 2016 du ministère de la jeunesse et des sports adressé aux organisations syndicales les plus représentatives en Polynésie française ;

Vu le courrier n° 469 MEE du 22 janvier 2016 du ministère de la jeunesse et des sports adressé au président du Comité olympique de Polynésie française ;

Vu le courriel du 28 janvier 2016 de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME) ;

Vu le courrier n° 16-2016 COPF/TN du 5 février 2016 du Comité olympique de Polynésie française ;

Vu le courrier du 7 mars 2016 de la Confédération des syndicats des travailleurs - force ouvrière (CSTP/FO) ;

Vu le courriel du 11 mai 2016 du Syndicat national de l'éducation physique (SNEP),

Arrête :

Article 1er.— Conformément à l'article 37 de la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée susvisée, sont nommées en qualité de membres de la commission de l'enseignement des activités physiques et sportives, outre les membres de droit, les personnes désignées ci-après :

- au titre de représentant de la direction de la jeunesse et des sports : M. Claude Legrand, chef du bureau du contrôle des activités physiques et sportives ;
- au titre des personnalités qualifiées choisies en raison de leur compétence représentant le mouvement sportif : M. Gordon Barff, chef de mission pour les prochains jeux du Pacifique, et Mme Ruth Manea, présidente de la Fédération tahitienne de tennis ;
- au titre des représentants de personnes exerçant les professions intéressées proposés par les organisations syndicales les plus représentatives : M. Régis Vignal, vice-président de la CGPME (Confédération générale des petites et moyennes entreprises), M. André Roiha, représentant de la Confédération des syndicats des travailleurs - force ouvrière (CSTP/FO), et M. Cédric Bodin, professeur d'éducation physique et sportive et représentant syndical du SNEP (Syndicat national de l'éducation physique).

Art. 2.— L'arrêté n° 9458 MEJ du 20 décembre 2011 modifié, portant nomination des membres de la commission territoriale de l'enseignement des activités physiques et sportives est abrogé.

Art. 3.— Le ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 mai 2016.

Pour le Président absent :

Jean-Christophe BOUISSOU.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'éducation
et de l'enseignement supérieur,
de la jeunesse et des sports,
Nicole SANQUER-FAREATA.*

ARRETE n° 369 PR du 30 mai 2016 accordant le versement de la contribution 2016 de la Polynésie française à la Conférence des régions périphériques maritimes d'Europe.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 3956 VP du 21 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur ;

Vu la délibération n° 2015-99 APF du 10 décembre 2015 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2016 ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 463 CM du 28 mars 2007 modifié portant établissement de la liste des pièces justificatives des dépenses du pays et de ses établissements ;

Vu l'arrêté n° 545 PR du 24 août 2015 accordant le versement de la contribution 2015 de la Polynésie française à la Conférence des régions périphériques maritimes d'Europe ;

Vu la lettre n° EMA/MM-CRPMCOU150343 de la Conférence des régions périphériques maritimes d'Europe en date du 16 novembre 2015,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisé le versement de la somme de *treize mille deux cent vingt-deux euros (13 222 €)*, soit *un million cinq cent soixante-dix-sept mille huit cent quatre francs CFP (1 577 804 F CFP)*, à la Conférence des régions périphériques maritimes d'Europe au titre de la cotisation de la Polynésie française pour l'exercice 2016.

Art. 2.— Cette contribution sera versée au compte bancaire des régions périphériques européennes.

Art. 3.— La dépense est imputable au budget de la Polynésie française, sous-chapitre 965-03, article 655 "Autres contributions", exercice 2016, centre de travail : 73400-F.

Art. 4.— Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 mai 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

ARRETE n° 371 PR du 30 mai 2016 portant octroi d'une aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 677 VP du 1er février 2016 portant modification de l'arrêté n° 8701 VP du 22 septembre 2014 portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu les inscriptions au budget général de la Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2014-26 du 14 août 2014 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale ;

Vu l'arrêté n° 1275 CM du 28 août 2014 modifié portant application de la loi du pays n° 2014-26 du 14 août 2014 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale ;

Vu l'arrêté n° 1276 CM du 28 août 2014 approuvant les conventions n° 5294, n° 5295, n° 5296 du 22 septembre 2014 relatives à la mise en place d'une aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale ;

Vu les dossiers éligibles présentés par la Banque SOCREDO par courrier n° DEO/2016/01153 du 28 avril 2016,

Arrête :

Article 1er. — Une aide à l'investissement des ménages est attribuée aux personnes ci-après désignées, suivant les montants indiqués :

Identité des bénéficiaires	Montant de l'aide accordée (en FCFP)
ARAPARI Teriitua et SCHYLE Ahiata	2 000 000
DE SCHOENBURG WALDENBURG Tenoha et HAPAIRAI Tekau	2 000 000
UTIA Terupapera et MOOROA Tapuheiroro	2 000 000
TEMAIANA Tapunui et Angéla	1 400 000
BOURLIGUEUX – TEMORERE Vaea	2 000 000
BROTHERSON Heirava et BERNIERE Aimana	2 000 000
TOTAL aide financière	11 400 000

Art. 2. — Conformément à l'article LP. 4-II de la loi du pays n° 2014-26 du 14 août 2014 susvisée, l'aide est versée dans son intégralité aux bénéficiaires

Art. 3. — La dépense est imputée au budget général de la Polynésie française au chapitre 916, sous-chapitre 916-04, AP 221-2016, AE 62-2016, article 204, centre de travail 73000.

Art. 4. — En cas d'inexécution des obligations des bénéficiaires prévus aux articles LP. 5 et LP. 6 de la loi du pays n° 2104-26 du 14 août 2014 susvisée, un ordre de reversement sera établi pour le remboursement de tout ou partie de l'aide.

Art. 5. — Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 mai 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :
*Le ministre de la relance économique,
de l'économie bleue, de la politique numérique
et de la promotion des investissements,*
Teva ROHFRTSCH.

ARRETE n° 372 PR du 31 mai 2016 relatif à l'exercice des attributions du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 683 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er. — Mme Priscille Tea Frogier, ministre du travail, des solidarités et de la condition féminine, est chargée de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports, pendant l'absence de Mme Nicole Sanquer-Fareata, du 23 au 28 mai 2016 inclus.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 mai 2016.
Edouard FRITCH.

**MINISTÈRE DU TOURISME,
DES TRANSPORTS AÉRIENS INTERNATIONAUX,
DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

ARRETE n° 4303 MTF du 26 mai 2016 portant modification de l'arrêté n° 650 PR du 11 juillet 2012 portant attribution d'une licence flottante de navigation charter professionnelle à The Moorings SARL pour le navire Pereta'i.

Le ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement ;

Vu la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée portant organisation de la navigation charter en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 533 CM du 17 mai 1995 modifié portant composition et fonctionnement de la commission consultative de la navigation charter ;

Vu l'arrêté n° 10586 MRE du 3 décembre 2014 portant nomination des membres professionnels de la commission consultative de la navigation charter ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 11 juillet 2012 portant attribution d'une licence flottante de navigation charter professionnelle à The Moorings SARL pour le navire Pereta'i ;

Vu le compte-rendu n° 862-A MTF/SDT du 9 mai 2016 de la commission consultative de la navigation charter du 12 avril 2016,

Arrête :

Article 1er.— A l'intitulé de l'arrêté n° 650 PR du 11 juillet 2012 portant attribution d'une licence de navigation charter professionnelle, le mot : "flottante" est supprimé.

Art. 2.— L'article 1er de l'arrêté n° 650 PR du 11 juillet 2012 précité, est modifié et rédigé comme suit :

"Une licence de navigation charter professionnelle est attribuée à The Moorings SARL - n° RC 1 549 B, n° TAHITI : 74 492 - pour son voilier Pereta'i (PY 16 092, n° HIN : ZA RACAA 4112L112).

Cette autorisation valable une année, est renouvelable par tacite reconduction dans les conditions définies à l'article 5.2 de la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée."

Art. 3.— Le directeur régional des douanes et le chef du service du tourisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 mai 2016.
Jean-Christophe BOUISSOU.

ARRETE n° 4304 MTF du 26 mai 2016 portant modification de l'arrêté n° 6505 MTE du 21 juillet 2014 portant attribution d'une licence flottante de navigation charter professionnelle à la SARL Tahiti Yacht Charter pour les navires Vini, Vana et Vaki II.

Le ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement ;

Vu la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée portant organisation de la navigation charter en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 533 CM du 17 mai 1995 modifié portant composition et fonctionnement de la commission consultative de la navigation charter ;

Vu l'arrêté n° 10586 MRE du 3 décembre 2014 portant nomination des membres professionnels de la commission consultative de la navigation charter ;

Vu l'arrêté n° 6505 MTE du 21 juillet 2014 portant attribution d'une licence flottante de navigation charter professionnelle à la SARL Tahiti Yacht Charter pour les navires Vini, Vana et Vaki II ;

Vu le compte-rendu n° 862-A MTF/SDT du 9 mai 2016 de la commission consultative de la navigation charter du 12 avril 2016,

Arrête :

Article 1er.— A l'intitulé de l'arrêté n° 6505 MTE du 21 juillet 2014 portant attribution d'une licence de navigation charter professionnelle, le mot : "flottante" est supprimé.

Art. 2.— L'article 1er de l'arrêté n° 6505 MTE du 21 juillet 2014 précité, est modifié et rédigé comme suit :

"Une licence de navigation charter professionnelle est attribuée à la SARL Tahiti Yacht Charter - n° RC 3 742 B, n° TAHITI : 197 764 - pour ses voiliers Vini (PY 16 754, n° HIN : FR-FPA17158K314), Vana (PY 16 755, n° HIN : FR-FPA17155G314) et Vaki II (PY 16 756, n° HIN : FR-FPA17157K314).

Cette autorisation valable une année, est renouvelable par tacite reconduction dans les conditions définies à l'article 5.2 de la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée.”.

Art. 3.— Le directeur régional des douanes et le chef du service du tourisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 mai 2016.
Jean-Christophe BOUISSOU.

ARRETE n° 4305 MTF du 26 mai 2016 portant modification de l'arrêté n° 8836 MRE du 3 octobre 2014 portant attribution d'une licence flottante de navigation charter professionnelle à la SARL Tahiti Yacht Charter pour les navires Oviri VI et Omoa.

Le ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement ;

Vu la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée portant organisation de la navigation charter en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 533 CM du 17 mai 1995 modifié portant composition et fonctionnement de la commission consultative de la navigation charter ;

Vu l'arrêté n° 10586 MRE du 3 décembre 2014 portant nomination des membres professionnels de la commission consultative de la navigation charter ;

Vu l'arrêté n° 8836 MRE du 3 octobre 2014 portant attribution d'une licence flottante de navigation charter professionnelle à la SARL Tahiti Yacht Charter pour les navires Oviri VI et Omoa ;

Vu le compte-rendu n° 862-A MTF/SDT du 9 mai 2016 de la commission consultative de la navigation charter du 12 avril 2016,

Arrête :

Article 1er.— A l'intitulé de l'arrêté n° 8836 MRE du 3 octobre 2014 portant attribution d'une licence de navigation charter professionnelle, le mot : “flottante” est supprimé.

Art. 2.— L'article 1er de l'arrêté n° 8836 MRE du 3 octobre 2014 précité, est modifié et rédigé comme suit :

“Une licence de navigation charter professionnelle est attribuée à la SARL Tahiti Yacht Charter - n° RC 3 742 B, n° TAHITI : 197 764 - pour ses voiliers Oviri VI (PY 16 819, n° HIN: FR-FPA54040J314) et Omoa (PY 16 818, n° HIN : FR- FPA54041K314).

Cette autorisation valable une année, est renouvelable par tacite reconduction dans les conditions définies à l'article 5.2 de la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée.”.

Art. 3.— Le directeur régional des douanes et le chef du service du tourisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 mai 2016.
Jean-Christophe BOUISSOU.

ARRETE n° 4306 MTF du 26 mai 2016 portant modification de l'arrêté n° 3485 MRE du 30 avril 2015 portant attribution d'une licence flottante de navigation charter professionnelle à la SARL Tahiti Yacht Charter pour le navire Solea.

Le ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement ;

Vu la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée portant organisation de la navigation charter en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 533 CM du 17 mai 1995 modifié portant composition et fonctionnement de la commission consultative de la navigation charter ;

Vu l'arrêté n° 10586 MRE du 3 décembre 2014 portant nomination des membres professionnels de la commission consultative de la navigation charter ;

Vu l'arrêté n° 3485 MRE du 30 avril 2015 portant attribution d'une licence flottante de navigation charter professionnelle à la SARL Tahiti Yacht Charter pour le navire Solea ;

Vu le compte-rendu n° 862-A MTF/SDT du 9 mai 2016 de la commission consultative de la navigation charter du 12 avril 2016,

Arrête :

Article 1er.— A l'intitulé de l'arrêté n° 3485 MRE du 30 avril 2015 portant attribution d'une licence de navigation charter professionnelle, le mot : "flottante" est supprimé.

Art. 2.— L'article 1er de l'arrêté n° 3485 MRE du 30 avril 2015 précité, est modifié et rédigé comme suit :

"Une licence de navigation charter professionnelle est attribuée à la SARL Tahiti Yacht Charter - n° RC 3 742 B, n° TAHITI : 197 764 - pour son voilier Solea (PY 16 973, n° HIN : FR-CNB52038J314).

Cette autorisation valable une année, est renouvelable par tacite reconduction dans les conditions définies à l'article 5.2 de la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée."

Art. 3.— Le directeur régional des douanes et le chef du service du tourisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 mai 2016.
Jean-Christophe BOUISSOU.

ARRETE n° 4307 MTF du 26 mai 2016 portant modification de l'arrêté n° 4885 MTF du 17 juin 2015 portant attribution d'une licence flottante de navigation charter professionnelle à la SARL Tahiti Yacht Charter pour le navire Kava II.

Le ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du tourisme, des

transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement ;

Vu la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée portant organisation de la navigation charter en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 533 CM du 17 mai 1995 modifié portant composition et fonctionnement de la commission consultative de la navigation charter ;

Vu l'arrêté n° 10586 MRE du 3 décembre 2014 portant nomination des membres professionnels de la commission consultative de la navigation charter ;

Vu l'arrêté n° 4885 MTF du 17 juin 2015 portant attribution d'une licence flottante de navigation charter professionnelle à la SARL Tahiti Yacht Charter pour le navire Kava II ;

Vu le compte-rendu n° 862-A MTF/SDT du 9 mai 2016 de la commission consultative de la navigation charter du 12 avril 2016,

Arrête :

Article 1er.— A l'intitulé de l'arrêté n° 4885 MTF du 17 juin 2015 portant attribution d'une licence de navigation charter professionnelle, le mot : "flottante" est supprimé.

Art. 2.— L'article 1er de l'arrêté n° 4885 MTF du 17 juin 2015 précité, est modifié et rédigé comme suit :

"Une licence de navigation charter professionnelle est attribuée à la SARL Tahiti Yacht Charter - n° RC 3 742 B, n° TAHITI : 197 764 - pour son voilier Kava II (PY 17 057, n° HIN : FR-CNB404271415).

Cette autorisation valable une année, est renouvelable par tacite reconduction dans les conditions définies à l'article 5.2 de la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée."

Art. 3.— Le directeur régional des douanes et le chef du service du tourisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 mai 2016.
Jean-Christophe BOUISSOU.

ARRETE n° 4308 MTF du 26 mai 2016 portant modification de l'arrêté n° 1018 MTF du 9 février 2016 portant attribution d'une licence flottante de navigation charter professionnelle à l'EURL Dream Yacht Tahiti pour le navire à voile Hair II.

Le ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement ;

Vu la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée portant organisation de la navigation charter en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 533 CM du 17 mai 1995 modifié portant composition et fonctionnement de la commission consultative de la navigation charter ;

Vu l'arrêté n° 10586 MRE du 3 décembre 2014 portant nomination des membres professionnels de la commission consultative de la navigation charter ;

Vu l'arrêté n° 1018 MTF du 9 février 2016 portant attribution d'une licence flottante de navigation charter professionnelle à l'EURL Dream Yacht Tahiti pour le navire à voile Hair II ;

Vu le compte rendu n° 862-A MTF/SDT du 9 mai 2016 de la commission consultative de la navigation charter du 12 avril 2016,

Arrête :

Article 1er. — A l'intitulé de l'arrêté n° 1018 MTF du 9 février 2016 portant attribution d'une licence de navigation charter professionnelle, le mot : "flottante" est supprimé.

Art. 2. — L'article 1er de l'arrêté n° 1018 MTF du 9 février 2016 précité, est modifié et rédigé comme suit :

"Une licence de navigation charter professionnelle est attribuée à l'EURL Dream Yacht Tahiti - n° RC 8 179 B, n° TAHITI : 870 253 - pour son voilier Hair II (PY 17 118, n° HIN : FR-SPBNX218G415).

Cette autorisation valable une année, est renouvelable par tacite reconduction dans les conditions définies à l'article 5.2 de la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée."

Art. 3. — Le directeur régional des douanes et le chef du service du tourisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 mai 2016.
Jean-Christophe BOUISSOU.

ARRETE n° 4309 MTF du 26 mai 2016 portant modification de l'arrêté n° 1019 MTF du 9 février 2016 portant attribution d'une licence flottante de navigation charter professionnelle à l'EURL Dream Yacht Tahiti pour le navire Carmen II.

Le ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement ;

Vu la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée portant organisation de la navigation charter en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 533 CM du 17 mai 1995 modifié portant composition et fonctionnement de la commission consultative de la navigation charter ;

Vu l'arrêté n° 10586 MRE du 3 décembre 2014 portant nomination des membres professionnels de la commission consultative de la navigation charter ;

Vu l'arrêté n° 1019 MTF du 9 février 2016 portant attribution d'une licence flottante de navigation charter professionnelle à l'EURL Dream Yacht Tahiti pour le navire Carmen II ;

Vu le compte rendu n° 862-A MTF/SDT du 9 mai 2016 de la commission consultative de la navigation charter du 12 avril 2016,

Arrête :

Article 1er. — A l'intitulé de l'arrêté n° 1019 MTF du 9 février 2016 portant attribution d'une licence de navigation charter professionnelle, le mot : "flottante" est supprimé.

Art. 2. — L'article 1er de l'arrêté n° 1019 MTF du 9 février 2016 précité, est modifié et rédigé comme suit :

"Une licence de navigation charter professionnelle est attribuée à l'EURL Dream Yacht Tahiti - n° RC 8 179 B, n° TAHITI : 870 253 - pour son voilier Carmen II (PY 17 179, n° HIN : FR-CAT42040G414).

Cette autorisation valable une année, est renouvelable par tacite reconduction dans les conditions définies à

l'article 5.2 de la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée.”.

Art. 3.— Le directeur régional des douanes et le chef du service du tourisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 mai 2016.
Jean-Christophe BOUISSOU.

ARRETE n° 4310 MTF du 26 mai 2016 portant attribution d'une licence de navigation charter professionnelle à la SARL Tradewinds Tahiti pour les navires Te Moana VIII et Te Miti VIII.

Le ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement ;

Vu la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée portant organisation de la navigation charter en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 533 CM du 17 mai 1995 modifié portant composition et fonctionnement de la commission consultative de la navigation charter ;

Vu l'arrêté n° 10586 MRE du 3 décembre 2014 portant nomination des membres professionnels de la commission consultative de la navigation charter ;

Vu la demande de la SARL Tradewinds Tahiti du 8 juin 2015 ;

Vu le compte-rendu n° 862-A MTF/SDT du 9 mai 2016 de la commission consultative de la navigation charter du 12 avril 2016,

Arrête :

Article 1er.— Une licence de navigation charter professionnelle est attribuée à la SARL Tradewinds Tahiti - n° RC 13 192 B, n° TAHITI : A 76 262 - pour les voiliers Te Moana VIII (PY 16 975, n° HIN : FR FPA 53018L314) et Te Miti VIII (PY : 16 974, n° HIN : FR FPA 53017K314).

Cette autorisation, valable une année, est renouvelable par tacite reconduction dans les conditions définies à l'article 5.2 de la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée.

Art. 3.— Le directeur régional des douanes et le chef du service du tourisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 mai 2016.
Jean-Christophe BOUISSOU.

ARRETE n° 4311 MTF du 26 mai 2016 proclamant les résultats de l'examen professionnel pour l'accès au grade d'aide technique qualifié du cadre d'emplois des aides techniques de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2016.

Le ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-217 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative aux conditions générales de recrutement des agents de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-233 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des aides techniques de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1894 CM du 28 décembre 2007 relatif aux examens professionnels d'accès au grade d'aide technique principal et d'aide technique qualifié du cadre d'emplois des aides techniques de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 10849 MTF/DGRH du 9 décembre 2015 modifiée portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un examen professionnel pour l'accès au grade d'aide

technique qualifié du cadre d'emplois des aides techniques de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2016 ;

Vu l'arrêté n° 1020 MTF/DGRH du 9 février 2016 portant nomination des membres du jury de l'examen professionnel pour l'accès au grade d'aide technique qualifié du cadre d'emplois des aides techniques de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2016 ;

Vu le procès-verbal d'admission n° 6628 MTF/DGRH du 20 mai 2016,

Arrête :

Article 1er. — Sont déclarés admis à l'examen professionnel pour l'accès au grade d'aide technique qualifié du cadre d'emplois des aides techniques de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2016 dans l'ordre de mérite :

Mme Puturua Teriiatetoofa ;
 M. Heifara Moë ;
 M. Heiarii Terai ;
 M. Iotua Pihaatae ;
 M. Taheta Harrys ;
 M. Humbert Tangaroa ;
 Mme Léonie Utia épouse Delenne ;
 M. Cyril Tautu ;
 M. Tetuanui Teriinohoapuaiterai ;
 M. Tamatoa Kaiha ;
 Mme Nathalie Leou On ;
 M. Gilbert Teheiura ;
 M. Heinrich Moeau ;
 M. Donny Uraeva ;
 M. Grégor Sit Seo Yen ;
 M. Glenn Barff ;
 Mme Clémentine Tau ;
 M. Jacob Vaitu ;
 M. Paul Tamarino ;
 M. Joël Tetuanui ;
 M. Samuela Marakai ;
 M. Hubert Teihotaata ;
 M. Hubert Wolher ;
 M. Richard Mamatui ;
 M. Rolph Pito ;
 M. Teriifaatau Faana ;
 Mme Sophie Puahio ;
 M. Félix Maui ;
 M. Sherry Niuaity.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 mai 2016.
 Jean-Christophe BOUISSOU.

ARRETE n° 4418 MTF du 27 mai 2016 portant attribution d'une licence de navigation charter grande plaisance à la société Ox Pasture Chartering Ltd pour le navire à voile Seahawk.

Le ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement ;

Vu la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée portant organisation de la navigation charter en Polynésie française ;

Vu le code des douanes ;

Vu l'arrêté n° 401 CM du 27 mars 2013 fixant les modalités du contrôle douanier de la navigation maritime de plaisance et les conditions d'application du régime douanier de l'admission temporaire aux navires de plaisance français ou étrangers immatriculés hors du territoire de la Polynésie française à usage privé et aux navires équipés et armés pour la recherche scientifique français ou étrangers immatriculés hors du territoire de la Polynésie française ;

Vu la demande de licence formulée le 15 avril 2016 par l'EURL Pacific Avenues, enseigne Tahiti Océan, représentant la société Ox Pasture Chartering Ltd ;

Vu l'avis favorable n° 083-04 SAM PF/2016 du 24 mai 2016 du service des affaires maritimes,

Arrête :

Article 1er. — Une licence de navigation charter grande plaisance est attribuée pour le navire à voile Seahawk à la société Ox Pasture Chartering Ltd.

Cette autorisation est valable pour une durée de six (6) mois et pour une durée minimale d'activité de trente-cinq (35) jours. En application du dernier alinéa de l'article 5 de la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée susvisée, la durée minimale d'activité est de dix-sept (17) jours.

La présente autorisation est renouvelable sur demande du bénéficiaire dans les conditions définies à l'article 5.8 de la délibération précitée.

Art. 2. — Préalablement à l'exploitation du navire sous licence charter, le bénéficiaire doit placer le navire sous le régime douanier de l'admission temporaire spéciale conformément à l'article 10 de la délibération précitée.

Art. 3. — Par dérogation à l'arrêté n° 401 CM du 27 mars 2013 susvisé, préalablement au premier contrat de navigation charter ou entre deux contrats effectués dans la cadre de sa licence de navigation charter grande plaisance, la société exploitante du navire à voile Seahawk est autorisée à placer ce navire sous le régime douanier de l'admission

temporaire normale sous réserve du respect de la réglementation douanière en vigueur. Le bénéficiaire a l'obligation de déclarer ses contrats de navigation charter auprès du service des douanes et de placer le navire sous le régime douanier de l'admission temporaire spéciale avant le jour de commencement de chaque contrat et pendant la durée de celui-ci.

Art. 4.— Le directeur régional des douanes et le chef du service du tourisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 mai 2016.
Jean-Christophe BOUISSOU.

ARRETE n° 4432 MTF/DGRH du 30 mai 2016 modifiant l'arrêté n° 2163 MTF/DGRH du 18 mars 2016 portant nomination des membres du jury de l'examen professionnel pour l'accès au grade d'agent de bureau qualifié du cadre d'emplois des agents de bureau de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2016.

Le ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 1500 CM du 29 octobre 2014 portant nomination de M. Bruno Lonjon en qualité de directeur général des ressources humaines ;

Vu l'arrêté n° 4633 MTF du 10 juin 2015 portant délégation de signature au directeur général des ressources humaines de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-217 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative aux conditions générales de recrutement des agents de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-229 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de bureau de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1895 CM du 28 décembre 2007 relatif aux examens professionnels d'accès au grade d'agent de bureau principal et d'agent de bureau qualifié du cadre d'emplois des agents de bureau de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 998 MTF/DGRH du 8 février 2016 portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un examen professionnel pour l'accès au grade d'agent de bureau qualifié du cadre d'emplois des agents de bureau de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2016 ;

Vu l'arrêté n° 2163 MTF/DGRH du 18 mars 2016 portant nomination des membres du jury de l'examen professionnel pour l'accès au grade d'agent de bureau qualifié du cadre d'emplois des agents de bureau de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2016,

Arrête :

Article 1er.— L'article 1er de l'arrêté n° 2163 MTF/DGRH du 18 mars 2016 est rédigé comme suit :

“Sont nommées membres du jury de l'examen professionnel susvisé, les personnes dont les noms suivent :

- M. Gérard Vanizette, représentant le directeur des ressources humaines, *président* ;
- Mme Charlotte Teraiarue, représentant le directeur de la modernisation et des réformes de l'administration ;
- Mme Bonnie Tchong Fo Tchong, représentant la directrice des transports terrestres ;
- Mme Carmella Puupuu épouse Temarii, fonctionnaire appartenant au cadre d'emplois des agents de bureau.”

Art. 2.— Le directeur des ressources humaines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 mai 2016.
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur des ressources humaines,
Bruno LONJON.

**MINISTERE DE LA RELANCE ECONOMIQUE,
DE L'ECONOMIE BLEUE,
DE LA POLITIQUE NUMERIQUE
ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS**

ARRETE n° 4294 MEI du 26 mai 2016 portant modification de l'arrêté n° 10119 MEI du 19 novembre 2015 approuvant l'attribution d'une aide financière (SCAN) en faveur de l'entreprise individuelle de Mme Marie-Eve Tefaatau pour la série de six documentaires, intitulée Mémoires de rues.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu la loi du pays n° 2014-27 du 14 août 2014 portant création d'un dispositif de soutien à la création audiovisuelle et numérique (SCAN) en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2014-125 APF du 5 décembre 2014 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2015 ;

Vu l'arrêté n° 1974 CM du 23 décembre 2014 modifié portant application de la loi du pays n° 2014-27 du 14 août 2014 portant création d'un dispositif de soutien à la création audiovisuelle et numérique (SCAN) en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 10119 MEI du 19 novembre 2015 approuvant l'attribution d'une aide financière (SCAN) en faveur de l'entreprise individuelle de Mme Marie-Eve Tefaatau pour la série de six documentaires, intitulée Mémoires de rues ;

Vu la demande de report de Mme Marie-Eve Tefaatau du 6 mai 2016,

Arrête :

Article 1er.— Au 3e alinéa de l'article 3 de l'arrêté n° 10119 MEI du 19 novembre 2015 susvisé, les mots : "30 mai 2016" sont remplacés par : "31 août 2016".

Art. 2.— Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 mai 2016.
Teva ROHFRITSCH.

DECISION n° 4325 MEI/DAE du 26 mai 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3400535.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques, et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 3400535 publiée au BOPI n° 2016-14 du 8 avril 2016 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour la marque susvisée ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er.— La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 3400535 est rejetée.

Art. 2.— La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 mai 2016.
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,*
William VANIZETTE.

DECISION n° 4326 MEI/DAE du 26 mai 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3416139.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques, et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 3416139 publiée au BOPI n° 2016-14 du 8 avril 2016 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit

alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour la marque susvisée ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er. — La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 3416139 est rejetée.

Art. 2. — La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 mai 2016.
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,*
William VANIZETTE.

DECISION n° 4327 MEI/DAE du 26 mai 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3401719.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques, et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 3401719 publiée au BOPI n° 2016-14 du 8 avril 2016 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour la marque susvisée ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er.— La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 3401719 est rejetée.

Art. 2.— La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 mai 2016.
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,*
William VANIZETTE.

DECISION n° 4328 MEI/DAE du 26 mai 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 96607549.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de

propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques, et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 96607549 publiée au BOPI n° 2016-14 du 8 avril 2016 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour la marque susvisée ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er.— La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 96607549 est rejetée.

Art. 2.— La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 mai 2016.
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,*
William VANIZETTE.

DECISION n° 4329 MEI/DAE du 26 mai 2016 portant rejet des requêtes en extension des renouvellements des marques n° 3404954 et n° 3404955.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques, et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu les demandes d'extension de renouvellement des marques n° 3404954 et n° 3404955 publiées au Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-14 du 8 avril 2016 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour les marques susvisées ;

Considérant que le renouvellement de ces marques n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er.— Les demandes d'extension en Polynésie française du renouvellement des marques n° 3404954 et n° 3404955 sont rejetées.

Art. 2.— La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 mai 2016.
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,*
William VANIZETTE.

DECISION n° 4330 MEI/DAE du 26 mai 2016 portant rejet des requêtes en extension des renouvellements des marques n° 96612277, n° 96612279 et n° 96612560.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques, et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu les demandes d'extension de renouvellement des marques n° 96612277, n° 96612279 et n° 96612560 publiées au Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-14 du 8 avril 2016 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour les marques susvisées ;

Considérant que le renouvellement de ces marques n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er.— Les demandes d'extension en Polynésie française du renouvellement des marques n° 96612277, n° 96612279 et n° 96612560 sont rejetées.

Art. 2.— La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 mai 2016.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,
William VANIZETTE.*

DECISION n° 4331 MEI/DAE du 26 mai 2016 portant rejet des requêtes en extension des renouvellements des marques n° 96612751, n° 96616326 et n° 1348851.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques, et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu les demandes d'extension de renouvellement des marques n° 96612751, n° 96616326 et n° 1348851 publiées au Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-14 du 8 avril 2016 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour les marques susvisées ;

Considérant que le renouvellement de ces marques n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er.— Les demandes d'extension en Polynésie française du renouvellement des marques n° 96612751, n° 96616326 et n° 1348851 sont rejetées.

Art. 2.— La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 mai 2016.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,
William VANIZETTE.*

ARRETE n° 4332 MEI/DAE du 26 mai 2016 portant extension du renouvellement de la marque n° 3369304 et retrait de la décision de rejet n° 8901 MEI/DAE du 6 octobre 2015.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, et notamment le 1er alinéa de son article 5 ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 3369304 publiée au Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-33 du 14 août 2015 ;

Vu la décision n° 8901 MEI/DAE du 6 octobre 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3369304 ;

Vu le recours gracieux du 1er février 2016, réceptionné le 24 février 2016, contre la décision n° 8901 MEI/DAE du 6 octobre 2015 ;

Vu l'arrêté n° 2998 MEI/DAE du 14 avril 2016 modifié portant reconnaissance de 252 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle et notamment de la marque n° 3369304,

Arrête :

Article 1er.— La marque n° 3369304 dont le renouvellement par l'Institut national de la propriété industrielle (INPI) a été publié dans le BOPI susvisé, est étendue en Polynésie française, où elle produit les mêmes effets qu'en France métropolitaine.

Art. 2.— La décision n° 8901 MEI/DAE du 6 octobre 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3369304 est retirée.

Art. 3.— Le directeur de la direction générale des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 mai 2016.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,*
William VANIZETTE.

ARRETE n° 4333 MEI/DAE du 26 mai 2016 portant extension du renouvellement de la marque n° 3304702 et retrait de la décision de rejet n° 269 MEI/DAE du 14 janvier 2016.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, et notamment le 1er alinéa de son article 5 ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 3304702 publiée au Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-44 du 30 octobre 2015 ;

Vu la décision n° 269 MEI/DAE du 14 janvier 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3304702 ;

Vu le recours gracieux du 8 février 2016, réceptionné le 24 février 2016, contre la décision n° 269 MEI/DAE du 14 janvier 2016 ;

Vu l'arrêté n° 2998 MEI/DAE du 14 avril 2016 portant reconnaissance de 252 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle et notamment de la marque n° 3304702,

Arrête :

Article 1er.— La marque n° 3304702 dont le renouvellement par l'Institut national de la propriété industrielle (INPI) a été publié dans le BOPI susvisé, est étendue en Polynésie française, où elle produit les mêmes effets qu'en France métropolitaine.

Art. 2.— La décision n° 269 MEI/DAE du 14 janvier 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3304702 est retirée.

Art. 3.— Le directeur de la direction générale des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 mai 2016.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,
William VANIZETTE.*

ARRETE n° 4334 MEI/DAE du 26 mai 2016 portant extension de la prorogation d'un (1) dépôt portant sur cinq (5) modèles français.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1, dernier alinéa ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle n° 2016-07 du 8 avril 2016 ayant publié la prorogation du dépôt n° 20112631 comportant 5 modèles ;

Vu l'arrêté n° 3565 MEI/DAE du 28 avril 2016 portant reconnaissance de 164 titres de propriété industrielle et notamment du dépôt n° 20112631,

Arrête :

Article 1er.— Les titres de propriété industrielle prorogés par l'Institut national de la propriété industrielle (INPI), publiés dans le BOPI n° 2016-06 susvisé, et listés dans le

tableau ci-après sont étendus en Polynésie française, où ils produisent les mêmes effets qu'en France métropolitaine.

- *numéro d'enregistrement (INPI)* : 20112631.
- *date de dépôt INPI* : 24 mai 2011.
- *déposant* : Kalekim Kimyevi Maddeler Sanayi Ve Ticaret Anonim Sirketi.

Art. 2. — Le directeur de la direction générale des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 mai 2016.
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,*
William VANIZETTE.

ARRETE n° 4335 MEI/DAE du 26 mai 2016 portant reconnaissance de 127 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, tel qu'applicable en Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative) intitulée "propriété industrielle",

Arrête :

Article 1er. — Les titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle (INPI) au sens de LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée susvisée, et listés en annexe au présent arrêté sont reconnus par la Polynésie française, où ils produisent strictement les mêmes effets qu'en France métropolitaine.

Art. 2. — Le directeur de la direction générale des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 mai 2016.
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,*
William VANIZETTE.

ANNEXE A L'ARRETE PORTANT RECONNAISSANCE DE 127 TITRES DE PROPRIETE INDUSTRIELLE DELIVRES PAR L'INPI				
Nom du titulaire/déposant du titre	Nature du titre de propriété industrielle	Numéro d'enregistrement INPI	Date de dépôt de la demande d'enregistrement auprès INPI	Numéro du BOPI ayant publié l'acte objet de la reconnaissance
IFREMER ET ONIRIS	BREVET	1353586	19/04/2013	2016-01
GRANINI FRANCE SAS	DESSIN & MODELE	20112144	26/04/2011	2011-26
SIGNAUX GIROD	DESSIN & MODELE	061554	29/03/2006	2006-10
SIGNAUX GIROD	DESSIN & MODELE	061554	29/03/2006	2011-10
E. REMY MARTIN & CO	MARQUE	1683871	30/07/1991	2011-30
E. REMY MARTIN & CO	MARQUE	1683873	30/07/1991	2011-30
E. REMY MARTIN & CO	MARQUE	1683870	30/07/1991	2011-30
E. REMY MARTIN & CO	MARQUE	1683872	30/07/1991	2011-30
E. REMY MARTIN & CO	MARQUE	1683875	30/07/1991	2011-30
EDITIONS OBERTHUR	MARQUE	96624124	30/04/1996	2007-18
ELF AQUITAINE	MARQUE	1362786	27/06/1986	2006-52
ELF AQUITAINE	MARQUE	1362677	27/06/1986	2006-52
ELF AQUITAINE	MARQUE	1387025	30/12/1986	2007-34
ELI LILLY AND COMPANY	MARQUE	1321931	03/09/1985	2010-22
ETAT FRANCAIS - MINISTERE DES TRANSPORTS DE L'EQUIPEMENT	MARQUE	3404564	20/01/2006	2006-25
ETAT FRANCAIS REPRESENTE PAR LE MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION	MARQUE	1376613	19/02/1986	2007-18
ETAT FRANCAIS REPRESENTE PAR LE MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION	MARQUE	1376614	19/02/1986	2007-18
FCA US LLC	MARQUE	96610293	09/02/1996	2007-01
FINANCIERE BATTEUR	MARQUE	3412020	20/02/2006	2006-30
FLORETTE	MARQUE	3405144	23/01/2006	2006-26
FLORETTE	MARQUE	3405142	23/01/2006	2006-26
FNAC SA	MARQUE	3413502	27/02/2006	2006-31
GROUPE ABBOU ET CIE	MARQUE	3408487	06/02/2006	2006-28
GROUPE BIGARD	MARQUE	3408245	07/02/2006	2006-28
GROUPE BIGARD	MARQUE	3408260	07/02/2006	2006-29
GROUPE LEA NATURE	MARQUE	98727938	14/04/1998	2008-10
HANES BRANDS ARGENTINA, S.A	MARQUE	96613203	28/02/1996	2007-07
HANES BRANDS ARGENTINA, S.A	MARQUE	96613205	28/02/1996	2007-07
HEARST HOLDINGS INC.	MARQUE	1336052	23/12/1985	2006-50
HEARST HOLDINGS INC.	MARQUE	1336053	23/12/1985	2006-50
HEARST HOLDINGS INC.	MARQUE	1336055	23/12/1985	2006-50
HEARST HOLDINGS INC.	MARQUE	1336056	23/12/1985	2006-50
HEARST HOLDINGS INC.	MARQUE	1336057	23/12/1985	2006-50
HEARST HOLDINGS, INC.	MARQUE	1336051	23/12/1985	2006-50
HOLDER	MARQUE	3409728	13/02/2006	2006-29
INTERFLORA INC.	MARQUE	96619363	03/04/1996	2007-08
J&J SNACK FOODS CORP.	MARQUE	1320638	21/08/1985	2006-23
JEAN HENAFF SA	MARQUE	96634179	12/07/1996	2007-18
JM WESTON	MARQUE	3418907	24/03/2006	2006-35
KB SEIREN, LTD.	MARQUE	1554279	06/10/1989	2009-52
KB SEIREN, LTD.	MARQUE	1514885	16/02/1989	2009-15
KB SEIREN, LTD.	MARQUE	1445859	20/01/1988	2008-20
KERENOG CONSEIL	MARQUE	95599257	23/11/1995	2006-03
KNORR NÄHRMITTEL AKTIENGESELLSCHAFT	MARQUE	96608134	30/01/1996	2006-51
LEGRAND FRANCE	MARQUE	1359109	21/02/1986	2007-11
LEGRAND FRANCE	MARQUE	1409027	21/02/1986	2006-48
LEGRAND FRANCE ET LEGRAND SNC	MARQUE	3407942	03/02/2006	2006-27
L'OCCITANE S.A.	MARQUE	3435767	16/06/2006	2006-47
L'OCCITANE S.A.	MARQUE	3425216	25/04/2006	2006-39
LOGISTA FRANCE	MARQUE	3413298	24/02/2006	2006-31
MAKER'S MARK DISTILLERY, INC.	MARQUE	1333843	06/12/1985	2006-14
MANUFACTURE FRANCAISE DU CYCLE	MARQUE	96609149	05/02/1996	2007-07
MASAI S.A.	MARQUE	1362015	02/07/1986	2007-07
M'BARALLI CLAUDE	MARQUE	3405994	20/01/2006	2006-26
MONIER	MARQUE	1318897	31/07/1985	2006-03
MONOPRIX S.A.	MARQUE	96609413	06/02/1996	2006-51
NOVARTIS AG	MARQUE	96628924	07/06/1996	2007-16
NOVARTIS AG	MARQUE	96643472	27/09/1996	2007-27
OMEGA PHARMA NEDERLAND B.V.	MARQUE	1351292	18/04/1986	2007-35
OMEGA PHARMA NEDERLAND B.V.	MARQUE	96612939	27/02/1996	2007-35
ORACLE AMERICA, INC.	MARQUE	96626625	22/05/1996	2007-07

3 Juin 2016

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

6071

PERIAL	MARQUE	3409415	10/02/2006	2006-29
PERRY ELLIS INTERNATIONAL GROUP HOLDINGS LIMITED	MARQUE	1352303	25/04/1986	2007-18
PHILAGRO FRANCE	MARQUE	95592556	10/10/1995	2005-52
PHOTOBOX SAS	MARQUE	3402083	06/01/2006	2006-23
PIXAR	MARQUE	3007321	01/04/1996	2007-30
POMMIER	MARQUE	3427412	05/05/2006	2006-44
PRODIMARQUES ASSOCIATION POUR LA DIFFUSION ET LA PROMOTION DES MARQUES DE FABRICANTS	MARQUE	3439536	07/07/2006	2006-50
PROFILS SYTEMES S.A.S.	MARQUE	3403410	16/01/2006	2006-25
PROFILS SYTEMES S.A.S.	MARQUE	3409509	13/02/2006	2006-29
RAMPAL PATOU	MARQUE	3412338	24/02/2006	2006-30
RAPALA FRANCE	MARQUE	1381159	14/02/1986	2006-30
RECKITT & COLMAN OVERSEAS LIMITED	MARQUE	96608866	02/02/1996	2006-49
RECKITT & COLMAN OVERSEAS LIMITED	MARQUE	96611206	16/02/1996	2006-49
RECKITT & COLMAN OVERSEAS LIMITED	MARQUE	96611207	16/02/1996	2006-49
RECKITT BENCKISER FRANCE	MARQUE	1378543	13/02/1986	2007-07
REGICOM	MARQUE	3354376	20/04/2005	2005-38
Regroupement des Radios Musulmanes de France – Radio	MARQUE	3408897	08/02/2006	2006-28
RT CONSULTING & MANAGEMENT SPRL	MARQUE	3414508	07/03/2006	2006-34
SEARS BRANDS LLC	MARQUE	1342550	13/02/1986	2007-18
SEMP	MARQUE	3408580	07/02/2006	2006-28
SHISEIDO COMPANY LTD	MARQUE	3382789	29/09/2005	2006-09
SILEC CABLE	MARQUE	96613210	28/02/1996	2006-46
SILEC CABLE	MARQUE	96613212	28/02/996	2006-46
SOCIETE DE PRESSE FEMININE	MARQUE	3420303	31/03/2006	2006-35
SOCIETE D'ETUDES ET DE CONSTRUCTIONS AERO NAVALES	MARQUE	1335889	20/12/1985	2006-42
SOCIETE MENAGER EN DEFANTS D'ASPECTS-DISTRIBUTION (MDA DISTRIBUTION)	MARQUE	3924836	05/06/2012	2012-39
SOCIETE MENAGER EN DEFANTS D'ASPECTS-DISTRIBUTION (MDA DISTRIBUTION)	MARQUE	3805123	10/02/2011	2011-25
SOCIETE MENAGER EN DEFANTS D'ASPECTS-DISTRIBUTION (MDA DISTRIBUTION)	MARQUE	3926031	11/06/2012	2012-50
SOCIETE MENAGER EN DEFANTS D'ASPECTS-DISTRIBUTION (MDA DISTRIBUTION)	MARQUE	3495828	19/04/2007	2007-38
SOCIETE POUR L'EDITION RADIOPHONIQUE EDIRADIO	MARQUE	3433001	06/06/2006	2006-45
SOCIETE POUR L'EDITION RADIOPHONIQUE EDIRADIO	MARQUE	3419565	29/03/2006	2006-35
SOCIETE POUR L'EDITION RADIOPHONIQUE EDIRADIO	MARQUE	3419566	29/03/2006	2006-35
SOCIETE POUR L'EDITION RADIOPHONIQUE EDIRADIO	MARQUE	3419573	29/03/2006	2006-35
SONY CORPORATION	MARQUE	1351757	22/04/1986	2007-22
SPORT ET LOISIRS	MARQUE	3412315	24/02/2006	2006-30
SPORT ET LOISIRS	MARQUE	3412318	24/02/2006	2006-30
STAR INVEST	MARQUE	3453437	29/09/2006	2007-09
SYSTEME U CENTRALE NATIONALE	MARQUE	96621539	17/04/1996	2007-09
SYSTEME U CENTRALE NATIONALE	MARQUE	96621869	18/04/1996	2007-18
SYSTEME U CENTRALE NATIONALE	MARQUE	1309657	24/07/1984	2007-18
TAPMARK	MARQUE	96607236	22/01/1996	2006-48
TCBY SYSTEMS, LLC	MARQUE	1349941	09/04/1986	2007-17
TELEFLEX MEDICAL INCORPORATED	MARQUE	1341293	04/02/1986	2006-51
THE NEW SCHOOL	MARQUE	3412564	21/02/2006	2006-31
THE NEW SCHOOL	MARQUE	3412567	21/02/2006	2006-31
THE NEW SCHOOL	MARQUE	3412570	21/02/2006	2010-21
TOTAL LUBRIFIANTS	MARQUE	1370190	11/09/1986	2007-14
TOTAL LUBRIFIANTS	MARQUE	96636032	25/07/1996	2007-14
TOTAL SA	MARQUE	96633773	10/07/1996	2007-15
TOTAL SA	MARQUE	96655669	16/12/1996	2007-30
TOTAL SA	MARQUE	96643104	25/09/1996	2007-19
TOTAL SA	MARQUE	3460731	31/10/2006	2007-15
TULIP FOOD COMPANY P/S	MARQUE	1432024	25/02/1986	2006-50
UNILEVER N.V.	MARQUE	96607039	23/01/1996	2006-51
UNION NATIONALE DES CENTRES SPORTIFS DE PLEIN AIR	MARQUE	95602528	21/12/1995	2006-30
VALEO	MARQUE	1346832	17/03/1986	2007-01

VALEO VISION	MARQUE	1346641	14/03/1986	2007-11
VALEO VISJON	MARQUE	1358147	18/03/1986	2007-08
VIDELIO IEC	MARQUE	3411033	14/02/2006	2006-30
VILMORIN	MARQUE	1359803	20/06/1986	2007-13
VIVENDI	MARQUE	3409301	10/02/2006	2006-28
VIVENDI	MARQUE	3410891	17/02/2006	2006-29
VYNEX S.A	MARQUE	96611530	16/02/1996	2006-47
WERNER & MERTZ GMBH	MARQUE	96614249	05/03/1996	2007-06
WOLTERS KLUWER FRANCE	MARQUE	3402620	10/01/2006	2006-24
ZV BELGIUM	MARQUE	3417136	17/03/2006	2006-33
ZV HOLDING				

ARRETE n° 4336 MEI/DAE du 26 mai 2016 portant extension des renouvellements de 52 marques françaises.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié, pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, et notamment le 1er alinéa de son article 5 ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-14 du 8 avril 2016,

Arrête :

Article 1er. — Les titres de propriété industrielle renouvelés par l'Institut national de la propriété industrielle (INPI), publiés dans le BOPI susvisé, et listés en annexe au présent arrêté sont étendus en Polynésie française, où ils produisent les mêmes effets qu'en France métropolitaine.

Art. 2. — Le directeur de la direction générale des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 mai 2016.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,
William VANIZETTE.*

ANNEXE A L'ARRETE PORTANT EXTENSION DES RENOUVELLEMENTS DE 52 MARQUES FRANCAISES

BOPI n° 2016-14 du 08/04/2016

Date de la déclaration de renouvellement : 24 DÉCEMBRE 2015
Déclarant : HOWMET CORPORATION, Société de droit américain, 3850 White Lake Drive, Whitehall, MICHIGAN 49461, Etats-Unis d'Amérique
Mandataire ou destinataire de la correspondance : NOVAGRAAF FRANCE, Mme MAUCARRE Fabienne, Bâtiment O2, 2 Rue Sarah Bernhardt, CS 90017, 92665 ASNIERES-SUR SEINE Cedex.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 314 189
Marque française
Signe concerné : MICROCAST-X
Date du dépôt : 26 JUIN 1985
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/32
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 6.

Date de la déclaration de renouvellement : 22 DÉCEMBRE 2015
Déclarant : SIRAGA, société par actions simplifiée, Zone Industrielle " Les Hervaux ", 36500 BUZANCAIS
No SIREN : 381 619 519
Mandataire ou destinataire de la correspondance : CABINET MALEMONT, Mme AKINNUROJU Omowumi, 91 avenue Kléber, 75116 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 334 556
Marque française
Signe concerné : SIRAGA INDUSTRIES
Date du dépôt : 11 DÉCEMBRE 1985
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/47
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 6, 7, 9, 11, 37, 42.
Marque No 05 3 396 120 ayant fait l'objet d'un renouvellement associé à la marque ci-dessus

Date de la déclaration de renouvellement : 29 DÉCEMBRE 2015
Déclarant : SOCLA, Société par Actions Simplifiée, 365 rue du Lieutenant Putier, 71530 VIREY LE GRAND
No SIREN : 950 003 061
Mandataire ou destinataire de la correspondance : Cabinet GERMAIN & MAUREAU, Mme REY Laurence, 12 rue Boileau, 69006 LYON.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 336 075
Marque française
Signe concerné : XOLINE
Date du dépôt : 18 DÉCEMBRE 1985
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/41
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et

services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 6, 7, 11.

Date de la déclaration de renouvellement : 28 DÉCEMBRE 2015
Déclarant : TOYOBO CO., LTD., Société de droit japonais, 2-8 Dojima Hama 2-chome, Kita-ku, OSAKA, Japon
Mandataire ou destinataire de la correspondance : INLEX IP EXPERTISE, Madame Julie DULMAN, 5, rue Feydeau, 75002 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 336 545
Marque française
Signe concerné : TOYOBO
Date du dépôt : 30 DÉCEMBRE 1985
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/46
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 1.

Date de la déclaration de renouvellement : 23 DÉCEMBRE 2015
Déclarant : SMITHERS-OASIS COMPANY, Société constituée selon les lois de l'Etat de l'Ohio, 295 South Water Street, Suite 201, Kent, OHIO 44240, Etats-Unis d'Amérique
Mandataire ou destinataire de la correspondance : Cabinet AYMARD & COUTEL, 22, avenue de Friedland, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 339 843
Marque française
Signe concerné : OASIS
Date du dépôt : 23 JANVIER 1986
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/44
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 21.

Date de la déclaration de renouvellement : 29 DÉCEMBRE 2015
Déclarant : Lacheteau, SAS, Château du Cléray, 44330 VALLET
No SIREN : 382 794 865
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 542 930 - 609 783
Mandataire ou destinataire de la correspondance : Les Grands Chais de France, Mlle Boesch Romy, 1 rue de la Division Leclerc, 67290 PETERSBACH.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 341 687
Marque française
Signe concerné : LES GENEVIEVE
Date du dépôt : 6 FÉVRIER 1986
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/08
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 30.

Date de la déclaration de renouvellement : 21 DÉCEMBRE 2015
Déclarant : BEAM SUNTORY UK LIMITED, Société régie par les lois de l'Angleterre et du Pays de Galles, 2 Longwalk Road, Stockley Park, UXBIDGE, UB11 1BA, Royaume-Uni
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 444 561
Mandataire ou destinataire de la correspondance : ERNEST GUTMANN – YVES PLASSERAUD, SAS, Mme DEHAUT Martine, 3 rue Auber, 75009 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 345 329
Marque française
Signe concerné : LAPHROAIG
Date du dépôt : 5 MARS 1986
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/07
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 33.

Date de la déclaration de renouvellement : 29 DÉCEMBRE 2015
Déclarant : PHILIP MORRIS PRODUCTS S.A., société de droit suisse, Quai Jeanrenaud 3, 2000 NEUCHÂTEL, Suisse
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 46 453
Mandataire ou destinataire de la correspondance : CABINET PLASSERAUD, M. NOWAK Laurent, 52 rue de la Victoire, 75440 PARIS Cedex 09.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 346 186
Marque française
Signe concerné : LARK
Date du dépôt : 12 MARS 1986
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/51
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 34.

Date de la déclaration de renouvellement : 29 DÉCEMBRE 2015
Déclarant : MATERNA OPERATIONS, Société par actions simplifiée, 2 bis rue d'Armancourt Les Vergers, 60200 COMPIEGNE
No SIREN : 501 623 250
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 509 880
Mandataire ou destinataire de la correspondance : CABINET HERRBURGER, Mme HERRBURGER Sophie, 115 boulevard Haussmann, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 346 626
Marque française
Signe concerné : MATERNA
Date du dépôt : 14 MARS 1986
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/08
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 5, 29, 30, 32.

Date de la déclaration de renouvellement : 28 DÉCEMBRE 2015
Déclarant : BARONNE PHILIPPINE DE ROTHSCHILD G.F.A., Groupement foncier agricole, 10 Rue de Grassi, 33250 PAUILLAC
No SIREN : 420 915 746
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 332 486 - 464 046 - 472 686
Mandataire ou destinataire de la correspondance : NOVAGRAAF FRANCE, Mme ROGER Carole, Immeuble O2, 2 Rue Sarah Bernhardt, CS 90017, 92665 ASNIERES SUR SEINE.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 372 445
Marque française
Signe concerné : LES CAPITELLES
Date du dépôt : 15 JANVIER 1986
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/18
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 33.

Date de la déclaration de renouvellement : 28 DÉCEMBRE 2015
Déclarant : RECKITT BENCKISER FRANCE, société par actions simplifiée, 15 rue Ampère, BP 83, 91301 MASSY
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 499 599 - 574 849
Mandataire ou destinataire de la correspondance : BOURGEOIS REZAC MIGNON, Avocats à la Cour, 17 Boulevard Malesherbes, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 376 687
Marque française
Signe concerné : TUBÉGAZE
Date du dépôt : 20 JANVIER 1986
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/30
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 5.

Date de la déclaration de renouvellement : 24 DÉCEMBRE 2015
Déclarant : Victoria's Secret Stores Brand Management Inc., Société organisée selon les lois de l'Etat du Delaware, Four Limited Parkway, Reynolds, OHIO 43068, Etats-Unis d'Amérique
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 154 070 - 433 966 - 454 799
Mandataire ou destinataire de la correspondance : Baker & McKenzie, Mme Ulmann Virginie, 1, rue Paul Baudry, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 377 734
Marque française
Signe concerné : VICTORIA'S SECRET
Date du dépôt : 28 JANVIER 1986
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/52
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et

services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 25, 35.

Date de la déclaration de renouvellement : 19 OCTOBRE 2015
Déclarant : AURILIS GROUP, Société Anonyme, 14-16 rue Pierre
 Boulanger, 63100 CLERMONT-FERRAND
No SIREN : 321 774 150
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 Cabinet GERMAIN & MAUREAU, Mme CONTENSOU Agnès, 12
 rue Boileau, 69006 LYON.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 379 131
Marque française
Signe concerné : MECANOTO
Date du dépôt : 31 OCTOBRE 1985
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier
renouvellement a été publié : 06/15
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et
 services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 6, 7, 8, 9, 11, 12, 16, 17, 21,
 22, 24, 25, 28.

Date de la déclaration de renouvellement : 10 NOVEMBRE 2015
Déclarant : GIROPHARM, Société anonyme, Immeuble Dublin, 2
 Place Gustave Eiffel, Silic 223, 94150 RUNGIS
No SIREN : 383 574 654
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 Cabinet Pascale Lambert & Associés, Mme LAMBERT Pascale,
 18 avenue de l'Opéra, 75001 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 95 595 639
Marque française
Signe concerné : G-GIROPHARM
Date du dépôt : 2 NOVEMBRE 1995
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier
renouvellement a été publié : 06/44
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et
 services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 3, 5, 7, 8, 9, 10, 11, 16, 20, 21,
 25, 28, 35, 41, 42, 43, 44, 45.

Date de la déclaration de renouvellement : 31 DÉCEMBRE 2015
Déclarant : FERMIERE DU CASINO MUNICIPAL DE CANNES,
 société anonyme, 1 Espace Lucien Barriere, 06400 CANNES
No SIREN : 695 720 284
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 CASALONGA & ASSOCIES, 8 avenue Percier, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 95 601 046
Marque française
Signe concerné : "A Cannes, la Star c'est Vous"
Date du dépôt : 7 DÉCEMBRE 1995
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier
renouvellement a été publié : 06/47
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et
 services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 16, 35, 41.

Date de la déclaration de renouvellement : 30 DÉCEMBRE 2015
Déclarant : GB 2000 INTERNATIONAL, Société par Actions
 Simplifiée, 20 boulevard Irène Joliot Curie, 69200 VENISSIEUX
No SIREN : 301 311 106
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 Cabinet GERMAIN & MAUREAU, 12, rue Boileau, 69006 LYON.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 95 603 509
Marque française
Signe concerné : ASPIRAMATIC
Date du dépôt : 22 DÉCEMBRE 1995
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier
renouvellement a été publié : 06/42
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et
 services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 9, 11.

Date de la déclaration de renouvellement : 18 DÉCEMBRE 2015
Déclarant : ZODIAK FICTION & DOCS, Société par actions
 simplifiée à associé unique, Immeuble le France, 115-131 avenue
 Charles de Gaulles, 92200 NEUILLY-SUR-SEINE
No SIREN : 332 725 613
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 Bird & Bird A.A.R.P.I, M. Schuler Marc, Centre d'affaire Edouard
 VII, 3 square Edouard VII, 75009 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 96 604 905
Marque française
Signe concerné : SOUS LE SOLEIL
Date du dépôt : 8 JANVIER 1996
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier
renouvellement a été publié : 06/48
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et
 services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 3, 9, 16, 18, 22, 25, 28, 35, 40,
 41, 42, 43, 44, 45.

Date de la déclaration de renouvellement : 30 DÉCEMBRE 2015
Déclarant : SEBAGH Thierry, 75 ter avenue de Wagram, 75017
 PARIS
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 Regimbeau, Mme BOY Delphine, 20 rue de Chazelles, 75847
 PARIS Cedex 17.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 96 605 373
Marque française
Signe concerné : BEST MOUNTAIN
Date du dépôt : 11 JANVIER 1996
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier
renouvellement a été publié : 07/10
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et
 services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 3, 7, 9, 14, 16, 18, 24, 25, 26,
 28, 34.

Date de la déclaration de renouvellement : 30 DÉCEMBRE 2015
Déclarant : KRISS LAURE, Société en nom collectif, Parc Océanis, Boulevard de l'Université, BP 70, 44602 SAINT NAZAIRE CEDEX

No SIREN : 402 855 019

Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 FIDAL, M. GALAND-PADRAO Isabelle, 13 rue Amédée Ménard, BP 51215, 44312 NANTES Cedex 3.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 96 608 520

Marque française

Signe concerné : KRISS-LAURE La Vie tout en Minceur

Date du dépôt : 8 JANVIER 1996

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/48

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 5, 32.

Date de la déclaration de renouvellement : 30 DÉCEMBRE 2015
Déclarant : KRISS LAURE, Société en nom collectif, Parc Océanis, Boulevard de l'Université, BP 70, 44602 SAINT NAZAIRE CEDEX

No SIREN : 402 855 019

Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 FIDAL, M. GALAND-PADRAO Isabelle, 13 rue Amédée Ménard, BP 51215, 44312 NANTES Cedex 3.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 96 608 521

Marque française

Signe concerné : KRISS-LAURE

Date du dépôt : 8 JANVIER 1996

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/48

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 5, 32.

Date de la déclaration de renouvellement : 30 DÉCEMBRE 2015
Déclarant : KRISS LAURE, Société en nom collectif, Parc Océanis, Boulevard de l'Université, BP 70, 44602 SAINT NAZAIRE CEDEX

No SIREN : 402 855 019

Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 FIDAL, M. GALAND-PADRAO Isabelle, 13 rue Amédée Ménard, BP 51215, 44312 NANTES Cedex 3.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 96 608 522

Marque française

Signe concerné : La Vie est Belle Kriss-Laure

Date du dépôt : 8 JANVIER 1996

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/48

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 5, 32.

Date de la déclaration de renouvellement : 30 DÉCEMBRE 2015

Déclarant : KRISS LAURE, Société en nom collectif, Parc Océanis, Boulevard de l'Université, BP 70, 44602 SAINT NAZAIRE CEDEX

No SIREN : 402 855 019

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

FIDAL, M. GALAND-PADRAO Isabelle, 13 rue Amédée Ménard, BP 51215, 44312 NANTES Cedex 3.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 96 608 523

Marque française

Signe concerné : KRISS-LAURE La Vie

Date du dépôt : 8 JANVIER 1996

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/48

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 5, 32.

Date de la déclaration de renouvellement : 30 DÉCEMBRE 2015

Déclarant : KRISS LAURE, Société en nom collectif, Parc Océanis, Boulevard de l'Université, BP 70, 44602 SAINT NAZAIRE CEDEX

No SIREN : 402 855 019

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

FIDAL, M. GALAND-PADRAO Isabelle, 13 rue Amédée Ménard, BP 51215, 44312 NANTES Cedex 3.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 96 608 524

Marque française

Signe concerné : figurative

Date du dépôt : 8 JANVIER 1996

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/52

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 5, 32.

Date de la déclaration de renouvellement : 29 DÉCEMBRE 2015

Déclarant : Pasquier Desvignes, SAS, Route Nationale 6, La Maison Blanche, 71570 ROMANECHE-THORINS

No SIREN : 304 306 780

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Les Grands Chais de France, Mle Boesch Romy, 1 rue de la Division Leclerc, 67290 PETERSBACH.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 96 616 605

Marque française

Signe concerné : CHEMIN DES PAPES

Date du dépôt : 15 MARS 1996

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/07

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 33.

Date de la déclaration de renouvellement : 30 DÉCEMBRE 2015

Déclarant : KEITA Fatou, 15 la Potironnerie, 44750 QUILLY
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 Mme KEITA Fatou, 15 la Potironnerie, 44750 QUILLY.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 05 3 372 503
Marque française
Signe concerné : DOUCIFIANCE
Date du dépôt : 20 JUILLET 2005
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/52
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 3, 5, 44.

Date de la déclaration de renouvellement : 23 DÉCEMBRE 2015
Déclarant : ADF, Société par actions simplifiée, 41-46 rue de l'Abbé Ruellan, 95100 ARGENTEUIL
No SIREN : 423 791 540
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 461 183
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 Cabinet GERMAIN & MAUREAU, 12, rue Boileau, 69006 LYON.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 05 3 394 994
Marque française
Signe concerné : GEORGES PRALUS
Date du dépôt : 1er DÉCEMBRE 2005
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/18
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 35, 41, 43.

Date de la déclaration de renouvellement : 29 DÉCEMBRE 2015
Déclarant : B&O Pharm, société par actions simplifiée, ZAC de la Masquère, 31750 ESCALQUENS
No SIREN : 434 077 525
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 Cabinet MORELLE & BARDOU, Mme DAT-BABIN Cécile, Parc Technologique du Canal, 9 avenue de l'Europe, 31520 RAMONVILLE SAINT-AGNE.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 05 3 395 458
Marque française
Signe concerné : PediaVit
Date du dépôt : 5 DÉCEMBRE 2005
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/19
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 5.

Date de la déclaration de renouvellement : 29 DÉCEMBRE 2015
Déclarant : B&O Pharm, société par actions simplifiée, ZAC de la Masquère, 31750 ESCALQUENS
No SIREN : 434 077 525
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 Cabinet MORELLE & BARDOU, Mme DAT-BABIN Cécile, Parc

Technologique du Canal, 9 avenue de l'Europe, 31520 RAMONVILLE SAINT-AGNE.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 05 3 395 459
Marque française
Signe concerné : Myodol
Date du dépôt : 5 DÉCEMBRE 2005
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/19
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 5.

Date de la déclaration de renouvellement : 29 DÉCEMBRE 2015
Déclarant : B&O Pharm, société par actions simplifiée, ZAC de la Masquère, 31750 ESCALQUENS
No SIREN : 434 077 525
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 Cabinet MORELLE & BARDOU, Mme DAT-BABIN Cécile, Parc Technologique du Canal, 9 avenue de l'Europe, 31520 RAMONVILLE SAINT-AGNE.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 05 3 395 742
Marque française
Signe concerné : Ferlix
Date du dépôt : 6 DÉCEMBRE 2005
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/19
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 5.

Date de la déclaration de renouvellement : 24 DÉCEMBRE 2015
Déclarant : SOCIÉTÉ EUROPEENNE DE PARTICIPATIONS DANS LA DÉCORATION – SEPAD, Société à Responsabilité Limitée, 1 Rue de Denis Papin, Zone Industrielle, 09100.PAMIER.S.
No SIREN : 409 129 475
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 Cabinet ORES, 36 Rue de Saint Pétersbourg, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 05 3 395 798
Marque française
Signe concerné : COLLECTION PRIVEE
Date du dépôt : 6 DÉCEMBRE 2005
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/19
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 2, 37, 42.

Date de la déclaration de renouvellement : 22 DÉCEMBRE 2015
Déclarant : SIRAGA, société par actions simplifiée, Zone Industrielle " Les Hervaux ", 36500 BUZANCAIS
No SIREN : 381 619 519
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 CABINET MALEMONT, Mme AKINNUROJU Omowumi, 91 avenue Kléber, 75116 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 05 3 396 120

Marque française

Signe concerné : SIRAGA (semi-figurative)
Date du dépôt : 7 DÉCEMBRE 2005
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/21
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 6, 7, 11, 37, 42.
Marque No 1 334 556 ayant fait l'objet d'un renouvellement associé à la marque ci-dessus

Date de la déclaration de renouvellement : 29 DÉCEMBRE 2015
Déclarant : Alea Games, NV (société privée à responsabilité limitée), c/o Emooore NV, E-commerce Park, Vredenberg, Curacao
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 659 765
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 ALEA, M. Tomic Alexandre, 415 Diagonal, 08008 BARCELONA, Espagne.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 05 3 396 746
Marque française
Signe concerné : trefle
Date du dépôt : 9 DÉCEMBRE 2005
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/19
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 35, 38, 41.

Date de la déclaration de renouvellement : 24 DÉCEMBRE 2015
Déclarant : MITEK INDUSTRIES, Société par actions simplifiée, 3 bis, rue des Archives, 94000 CRETEIL
No SIREN : 323 077 891
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 461 932
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 Baker & McKenzie, Mme Ulmann Virginie, 1, rue Paul Baudry, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 05 3 398 404
Marque française
Signe concerné : WoodEngine
Date du dépôt : 19 DÉCEMBRE 2005
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/21
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 9, 19, 42.

Date de la déclaration de renouvellement : 24 DÉCEMBRE 2015
Déclarant : FINANCIERE BATTEUR, Société par actions simplifiée, Avenue du Général de Gaulle, 14200 HEROUVILLE SAINT CLAIR
No SIREN : 348 974 346
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 FINANCIERE BATTEUR, AVENUE DU GENERAL DE GAULLE,

14200 HEROUVILLE SAINT CLAIR.

Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 05 3 400 012
Marque française
Signe concerné : LE COMPTOIR AROMA
Date du dépôt : 15 DÉCEMBRE 2005
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/22
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 30.

Date de la déclaration de renouvellement : 24 DÉCEMBRE 2015
Déclarant : FINANCIERE BATTEUR, Société par actions simplifiée, Avenue du Général de Gaulle, 14200 HEROUVILLE SAINT CLAIR
No SIREN : 348 974 346
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 FINANCIERE BATTEUR, AVENUE DU GENERAL DE GAULLE, 14200 HEROUVILLE SAINT CLAIR.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 05 3 400 222
Marque française
Signe concerné : LE COMPTOIR PHYTO
Date du dépôt : 16 DÉCEMBRE 2005
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/22
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 3, 5, 10, 11, 21, 30.

Date de la déclaration de renouvellement : 28 DÉCEMBRE 2015
Déclarant : FINANCIERE BATTEUR, Société par actions simplifiée, Avenue du Général de Gaulle, 14200 HEROUVILLE SAINT-CLAIR
No SIREN : 348 974 346
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 FINANCIERE BATTEUR, Avenue du Général de Gaulle, 14200 HEROUVILLE SAINT-CLAIR.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 05 3 400 223
Marque française
Signe concerné : LE COMPTOIR DU BAIN
Date du dépôt : 16 DÉCEMBRE 2005
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/22
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 3.

Date de la déclaration de renouvellement : 24 DÉCEMBRE 2015
Déclarant : FINANCIERE BATTEUR, Société par actions simplifiée, Avenue du Général de Gaulle, 14200 HEROUVILLE SAINT CLAIR
No SIREN : 348 974 346
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 FINANCIERE BATTEUR, AVENUE DU GENERAL DE GAULLE,

14200 HEROUVILLE SAINT CLAIR.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 05 3 400 224

Marque française

Signe concerné : LE COMPTOIR AROMA

Date du dépôt : 16 DÉCEMBRE 2005

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/22

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 3, 5, 10, 11, 21, 30.

Date de la déclaration de renouvellement : 29 DÉCEMBRE 2015

Déclarant : SYSTEME U CENTRALE NATIONALE, Société anonyme coopérative, Bâtiment Montréal parc tertiaire silic, 20 Rue d'Arcueil, 94150 RUNGIS

No SIREN : 304 602 956

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au

Registre National des Marques : 435 996

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

@MARK, M. ALGOUD Jean-Marie, 16 Rue Milton, 75009 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 06 3 401 998

Marque française

Signe concerné : LES CARDAGOUX

Date du dépôt : 6 JANVIER 2006

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/23

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 33.

Date de la déclaration de renouvellement : 29 DÉCEMBRE 2015

Déclarant : SYSTEME U CENTRALE NATIONALE, Société anonyme coopérative, Bâtiment Montréal parc tertiaire silic, 20 Rue d'Arcueil, 94150 RUNGIS

No SIREN : 304 602 956

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au

Registre National des Marques : 504 865

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

@MARK, M. ALGOUD Jean-Marie, 16 Rue Milton, 75009 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 06 3 403 534

Marque française

Signe concerné : U-COMMERCE

Date du dépôt : 16 JANVIER 2006

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/30

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 29, 30, 31, 32, 33, 35.

Date de la déclaration de renouvellement : 24 DÉCEMBRE 2015

Déclarant : FINANCIERE BATTEUR, Société par actions simplifiée, Avenue du Général de Gaulle, 14200 HEROUVILLE SAINT CLAIR

No SIREN : 348 974 346

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

FINANCIERE BATTEUR, AVENUE DU GENERAL DE GAULLE, 14200 HEROUVILLE SAINT CLAIR.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 06 3 404 395

Marque française

Signe concerné : AROMA NEWS

Date du dépôt : 12 JANVIER 2006

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/25

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 16, 35, 41.

Date de la déclaration de renouvellement : 28 DÉCEMBRE 2015

Déclarant : SOCIETE DES EDITIONS GRASSET ET FASQUELLE, Société Anonyme, 61 Rue des Saints Pères, 75006 PARIS

No SIREN : 562 023 705

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

MARKPLUS INTERNATIONAL, M. ALLARD Paul-Eric, 39 Rue Fessart, 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 06 3 404 636

Marque française

Signe concerné : FASQUELLE

Date du dépôt : 20 JANVIER 2006

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/25

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 9, 16, 38, 41.

Date de la déclaration de renouvellement : 28 DÉCEMBRE 2015

Déclarant : SOCIETE DES EDITIONS GRASSET ET FASQUELLE, Société Anonyme, 31 Rue des Saints Pères, 75006 PARIS

No SIREN : 562 023 705

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

MARKPLUS INTERNATIONAL, M. ALLARD Paul-Eric, 39 Rue Fessart, 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 06 3 404 641

Marque française

Signe concerné : GRASSET

Date du dépôt : 20 JANVIER 2006

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/25

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 9, 16, 38, 41.

Date de la déclaration de renouvellement : 29 DÉCEMBRE 2015

Déclarant : SYSTEME U CENTRALE NATIONALE, Société anonyme coopérative, Bâtiment Montréal parc tertiaire silic, 20 Rue d'Arcueil, 94150 RUNGIS

No SIREN : 304 602 956

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au

Registre National des Marques : 504 865

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

@MARK, M. ALGOUD Jean-Marie, 16 Rue Milton, 75009 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 06 3 407 142
Marque française
Signe concerné : ET SI VOUS PASSIEZ AU U COMMERCE?
Date du dépôt : 31 JANVIER 2006
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/35
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 29, 30, 31, 32, 33, 35.

Date de la déclaration de renouvellement : 30 DÉCEMBRE 2015
Déclarant : MEDIAMETRIE, Société Anonyme, 70 rue Rivay, 92300 LEVALLOIS-PERRET
No SIREN : 333 344 000
Mandataire ou destinataire de la correspondance : CABINET SZILVASI, Mme SZILVASI Sylvie, 1 avenue Marceau, 75116 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 06 3 409 151
Marque française
Signe concerné : DSLmétrie
Date du dépôt : 9 FÉVRIER 2006
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/28
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 9, 16, 35, 38, 41, 42.

Date de la déclaration de renouvellement : 30 DÉCEMBRE 2015
Déclarant : MEDIAMETRIE, Société Anonyme, 70 rue Rivay, 92300 LEVALLOIS-PERRET
No SIREN : 333 344 000
Mandataire ou destinataire de la correspondance : CABINET SZILVASI, Mme SZILVASI Sylvie, 1 avenue Marceau, 75116 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 06 3 409 153
Marque française
Signe concerné : ADSLmétrie
Date du dépôt : 9 FÉVRIER 2006
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/28
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 9, 16, 35, 38, 41, 42.

Date de la déclaration de renouvellement : 28 DÉCEMBRE 2015
Déclarant : Raccords et Plastiques Nicoll, SAS, Rue P. et M. Curie, 49309 CHOLET Cedex
Mandataire ou destinataire de la correspondance : Office Kirkpatrick, S.A., Mme Arcuri Antonietta, 32 Avenue Wolfers, 1310 LA HULPE, Belgique.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 06 3 410 281
Marque française

Signe concerné : CHUTUNIC
Date du dépôt : 10 FÉVRIER 2006
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/29
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 11, 17, 19.

Date de la déclaration de renouvellement : 29 DÉCEMBRE 2015
Déclarant : ARROW GENERIQUES, Société par actions simplifiée, 26 Avenue Tony Garnier, 69007 LYON
No SIREN : 433 944 485
Mandataire ou destinataire de la correspondance : Cabinet Plasseraud, Mme KIESEL LE COSQUER Guylene, 52 rue de la Victoire, 75440 Cedex 09 – PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 06 3 411 318
Marque française
Signe concerné : ARROW TSO (semi-figurative)
Date du dépôt : 20 FÉVRIER 2006
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/30
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 5.

Date de la déclaration de renouvellement : 30 DÉCEMBRE 2015
Déclarant : MEDIAMETRIE, Société Anonyme, 70 rue Rivay, 92300 LEVALLOIS-PERRET
No SIREN : 333 344 000
Mandataire ou destinataire de la correspondance : CABINET SZILVASI, Mme SZILVASI Sylvie, 1 avenue Marceau, 75116 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 06 3 412 613
Marque française
Signe concerné : TELECOMmétrie
Date du dépôt : 27 FÉVRIER 2006
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/31
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 9, 16, 35, 38, 41, 42.

Date de la déclaration de renouvellement : 29 DÉCEMBRE 2015
Déclarant : Pasquier Desvignes, SAS, Route Nationale 6, La Maison Blanche, 71570 ROMANECHE-THORINS
No SIREN : 304 306 780
Mandataire ou destinataire de la correspondance : Les Grands Chais de France, Mlle Boesch Romy, 1 rue de la Division Leclerc, 67290 PETERSBACH.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 06 3 422 236
Marque française
Signe concerné : LE PLANTIER DE LA FAYE
Date du dépôt : 10 AVRIL 2006
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/37
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et

services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 33.

Date de la déclaration de renouvellement : 29 DÉCEMBRE 2015
Déclarant : Pasquier Desvignes, SAS, Route Nationale 6, La Maison Blanche, 71570 ROMANCHE-THORINS
No SIREN : 304 306 780
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 Les Grands Chais de France, Mlle Boesch Romy, 1 rue de la Division Leclerc, 67290 PETERSBACH.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 06 3 422 237
Marque française
Signe concerné : LA DOMAL
Date du dépôt : 10 AVRIL 2006
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/37
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 33.

Date de la déclaration de renouvellement : 29 DÉCEMBRE 2015
Déclarant : Les Grands Chais de France, SAS, 1 rue de la Division Leclerc, 67290 PETERSBACH
No SIREN : 315 999 201
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 Les Grands Chais de France, Mlle Boesch Romy, 1 rue de la Division Leclerc, 67290 PETERSBACH.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 06 3 428 930
Marque française
Signe concerné : WILD COAST
Date du dépôt : 16 MAI 2006
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/42
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 33.

Date de la déclaration de renouvellement : 31 DÉCEMBRE 2015
Déclarant : GROUPE LUCIEN BARRIERE, Société par actions simplifiée, 35 Boulevard des Capucines, 75002 PARIS
No SIREN : 320 050 859
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 CASALONGA & ASSOCIES, 8 avenue Percier, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 05 3 399 956
Marque française
Signe concerné : LUCIEN BARRIERE HÔTELS ET CASINOS
Date du dépôt : 26 DÉCEMBRE 2005
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/22
Portée du renouvellement
 Renouvellement limité aux produits et services suivants :
 Outils et instruments à main entraînés manuellement ;
 coutellerie, fourchettes et cuillers ; Support d'enregistrement magnétiques, disques acoustiques ; Assiettes, verre brut ou miouvré

(à l'exception des verres pour la construction), porcelaine, verrerie, faïence, bougeoirs, vaisselle ; ustensiles et récipients non électriques pour la cuisine (ni en métaux précieux, ni en plaqué) ; peignes et éponges ; brosses (à l'exception des pinceaux) ; matériaux pour la brosse ; Jeux, jouets, tables de jeux, articles de gymnastique et de sport (à l'exception des vêtements, des chaussures et tapis) ; décorations pour arbres de Noël (à l'exception des appareils d'éclairage) ; cartes à jouer ; Viande, poisson, volaille et gibier ; foie gras ; extraits de viande ; fruits et légumes conservés, séchés et cuits ; gelées, confitures, compotes ; oeufs, lait et produits laitiers ; huiles et graisses comestibles ; Café, thé, cacao, sucre, riz, tapioca, sagou, succédanés du café ; farine et préparations faites de céréales, pain, pâtisserie et confiserie, glaces comestibles ; miel, sirop de mélasse ; levure, poudre pour faire lever ; sel, moutarde ; vinaigre, sauces (condiments) ; épices ; glace à rafraîchir ; Gestion d'hôtels ou de complexes hôteliers ; direction administrative d'hôtels ; Assurances et affaires financières ; dépôt en coffres-forts, investissements de capitaux, courtage de biens immobiliers, location d'appartements, gérance d'immeubles, gestion d'appartements ou de maisons en multipropriété ; affaires monétaires ; affaires immobilières ; Casinos, services de jeux de hasard, de machines à sous, jeux d'argent, exploitation de parcours de golf, manifestations sportives. Institutions d'enseignement ; édition de livres, revues. Prêts de livres ; dressage d'animaux ; spectacles ; divertissements radiophoniques ou par télévision. Production de films. Agences pour artistes ; location de films, d'enregistrements photographiques, d'appareils de projection de cinéma et accessoires, de décors de théâtre ; culture physique, enseignement de la gymnastique, location de postes de radio et de télévision, services de loisirs, parcs d'attraction. Organisation de séminaires ; stages sportifs, culturels ; services de discothèques, exploitation d'installations sportives ; exploitation de salles de cinéma et de théâtre ; organisation de concours dans les domaines culturels et du spectacle ; organisation de loterie ; location de matériel de golf, d'équitation, de sport ; Agences de logement (hôtels, pensions), bars, cafés-restaurants, cafétérias, cantines, services de traiteur ; location de chambres (logements temporaires), services hôteliers, maisons de retraite pour des personnes âgées, maisons de vacances, réservation de pensions, services de camps de vacances ; pouponnières ; Sanatoriums, services de santé ; bains publics (à des fins d'hygiène), bains turcs, salons de beauté ; salons de coiffure ; services de massage, thalassothérapie, balnéothérapie, services thérapeutiques, esthétiques, massages, cures, saunas, centres de remise en forme, services de manucure, pédicure.
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 8, 9, 21, 28, 29, 30, 35, 36, 41, 43, 44.

ARRETE n° 4368 MEI du 27 mai 2016 portant renouvellement des membres représentant les intérêts professionnels au sein de la commission consultative des aides au développement des activités de la pêche.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu la délibération n° 2000-65 APF du 8 juin 2000 modifiée instituant un régime d'aides individuelles et de programmes publics financés par des crédits ouverts au budget général consécutivement aux accords de pêche relatifs à l'exploitation des ressources vivantes de la zone économique exclusive située au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1375 CM du 3 octobre 2000 modifié relatif à la composition et aux modalités de fonctionnement de la commission consultative des aides au développement des activités de la pêche, ainsi qu'aux conditions d'instruction des demandes d'aide et aux modalités de leur octroi ;

Vu le courrier du Syndicat des pêcheurs polynésiens professionnels du 18 avril 2016 enregistré sous le n° 2161 en date du 18 avril 2016 ;

Vu le courrier de la Chambre de l'agriculture et de la pêche lagonaire n° 97-16 CAPL/SG/hfm du 21 avril 2016 enregistré sous le n° 2220 en date du 21 avril 2016 ;

Vu le courrier des mareyeurs représentant le secteur du négoce en date du 27 avril 2016 enregistré sous le n° 2610 en date du 11 mai 2016 ;

Vu le courrier du président du syndicat Rava'ai Rau du 7 mai 2016 enregistré sous le n° 2658 en date du 13 mai 2016 ;

Vu le courrier de la Coopérative maritime des producteurs de pêche hauturière de Polynésie française du 11 mai 2016 enregistré sous le n° 2626 en date du 12 mai 2016,

Arrête :

Article 1er.— Sont nommés membres de la commission consultative des aides au développement des activités de la pêche, au titre des intérêts professionnels :

- représentant le secteur du négoce de la pêche :

1° M. Taute Tefaatau, *titulaire*, et M. Vincent Belliard, *suppléant*.

- représentant les organisations professionnelles du sous-secteur de la pêche hauturière :

1° M. Jaroslaw Otcenasek, *titulaire*, et M. Jean Pierre Mau, *suppléant* ;

2° M. Moana Maamaatuaiahutapu, *titulaire*, M. Yann Ching, *suppléant* ;

3° M. Gérard Grand, *titulaire*, et M. Jacky Guilloux, *suppléant* ;

4° M. Henri Butscher, *titulaire*, et M. Arnaud Le Morvan, *suppléant* ;

5° M. Marc Atiu, *titulaire*, et M. Heimana Hamblin, *suppléant*.

- représentant les organisations professionnelles du sous-secteur de la pêche lagonaire :

1° M. Tom Bellai, *titulaire*, Mme Varink Tihoni, *suppléante*.

Art. 2.— La durée du mandat des membres de la commission consultative des aides au développement des activités de la pêche est fixée à deux (2) ans à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 3.— Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 mai 2016.
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 4446 MEI du 30 mai 2016 portant attribution de diverses aides individuelles dans le cadre de la dotation pour le développement de la pêche lagonaire (DDPL).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu la délibération n° 2015-99 APF du 10 décembre 2015 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2016 ;

Vu l'arrêté n° 330 CM du 9 mars 1998 modifié relatif au registre de l'agriculture et de la pêche lagonaire ;

Vu l'arrêté n° 445 CM du 12 mars 2004 modifié relatif aux modalités d'attribution des aides de la dotation pour le développement de la pêche lagonaire ;

Vu la demande de l'intéressé du 2 février 2016,

Arrête :

Article 1er.— Conformément à l'arrêté n° 445 CM du 12 mars 2004 modifié susvisé, des aides individuelles sont octroyées à la personne suivante :

M. Tehina Rainui Dan Petis, né le 19 mars 1988 à Papeete, Tahiti ;
 - fournisseur : Hervé Matériaux : 460 841 F CFP ;
 - fournisseur : Clouterie de Tahiti : 57 327 F CFP ;
 - participation du pêcheur : 18 168 F CFP ;
 Total aide : 500 000 F CFP.

Soit un montant total de *cinq cent mille francs CFP* (500 000 F CFP).

Art. 2.— Les aides individuelles visées à l'article 1er du présent arrêté donnent lieu à l'établissement d'une convention tripartite par bénéficiaire.

Art. 3.— Lesdites conventions prennent effet à compter de la date de leur signature par l'ensemble des parties.

Art. 4.— La dépense est imputable au budget d'investissement : budget de la Polynésie française 200, exercice 2016, sous-chapitre 905, AP 68-2016, AE 82-2016, article 204-2.

Art. 5.— *Caducité*

Le bénéficiaire dispose d'un délai de 12 mois à compter de la date d'approbation de la convention pour acquérir le bien primé. Si à l'expiration de ce délai de 12 mois, l'investissement prévu à l'article 1er n'a pas été réalisé, l'autorité compétente constate la caducité de sa décision.

Art. 6.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 mai 2016.
 Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 4483 MEI/DGAE du 30 mai 2016 portant ouverture des quotas d'importation de certains fruits frais et légumes frais pour le mois de juin 2016.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 1283 CM du 20 octobre 1986 modifié relatif au régime d'importation de fruits et légumes frais ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'avis de la conférence agricole consultative réunie le 20 mai 2016,

Arrête :

Article 1er.— Les importations de fruits frais et légumes frais ci-après désignés sont autorisées pour le mois de juin 2016 dans la limite des quotas suivants :

- tomates.....	80 tonnes (1)
- choux pommés	50 tonnes (1)
- choux-fleurs.....	libre
- brocolis	libre
- carottes.....	libre (1)
- salades de toutes variétés sur pied	25 tonnes (1&2)
- salades 4e gamme (lavée, découpée et sous sachet plastique fermé)	12 tonnes (1 et 2)
- concombres.....	15 tonnes (1)
- navets	12 tonnes (1)
- piments.....	libre
- poivrons verts	7 tonnes (1)
- poivrons autres que verts	6 tonnes (1)
- haricots verts	libre
- aubergines.....	4 tonnes (1&2)
- courgettes.....	7 tonnes (1&2)
- courges	libre
- poireaux	libre
- radis.....	libre
- persil.....	2 tonnes (1&2)
- pommes de terre	libre (1)
- oranges	100 tonnes (1)
- mandarines	libre (1)
- citrons.....	néant
- pastèques	libre (1)
- melons	libre (1)
- pamplemousse ou pomelos.....	néant
- litchis.....	libre (1&2)

(1) importation par voie maritime, (2) importation par voie aérienne.

Art. 2.— Un quota mensuel supplémentaire de 7 % sur les quotas mensuels ouverts sur chaque produit énoncé au sein du tableau ci-dessus est attribué à un nouvel importateur répertorié représentatif d'un nouveau réseau de distribution de détail. Cette disposition est applicable à compter du 1er juin 2016.

Art. 3.— Un quota supplémentaire équivalent à 10 % des quotas ouverts par produit peut être alloué par la direction générale des affaires économiques à des importateurs non répertoriés ou dans le but de procéder à des ajustements dus à d'éventuelles erreurs, à caractère exceptionnel, des importateurs.

Art. 4.— En situation de fermeture ou de contingentement à l'importation, tous les fruits et légumes "biologiques ou organiques" sont autorisés à l'importation sous couvert d'une licence d'importation dans la limite d'un quota maximal équivalent à trois pour cent (3 %) du volume de consommation mensuel du produit concerné.

Art. 5.— Un quota d'importation de certains fruits et légumes pouvant atteindre un plafond de 50 % des quotas ouverts par produit peut être ouvert et accordé en cours de mois à chaque importateur répertorié, notamment en cas d'absence ou de pénurie avérée de la production locale. Les importations par voie maritime effectuées dans ce cadre doivent être débarquées au port de Papeete avant le 15e jour du mois suivant (m+1) le mois concerné par le quota d'importation.

Art. 6.— Un quota d'importation supplémentaire dit "quota conditionnel" peut être octroyé à titre exceptionnel à tout importateur référencé justifiant d'achats, sur l'année n-1, par attestation écrite du responsable de l'entreprise, de produits agricoles locaux tels qu'énoncés dans le tableau ci-dessus. Le quota mensuel supplémentaire est de 1 % par tranche d'achat de produits agricoles locaux d'un montant de 200 millions de F CFP en année n-1. Cette disposition est applicable à compter du 1er juin 2016.

Art. 7.— L'hôtellerie internationale classée est autorisée à faire appel à des importateurs répertoriés pour importer librement des fruits et légumes frais en cas de non-satisfaction de la demande par la production

Art. 8.— Les quotas ouverts normaux sont répartis par la direction générale des affaires économiques entre les importateurs répertoriés en année n-1 sur la base du tableau de répartition joint en annexe.

Art. 9.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 mai 2016.
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,*
William VANIZETTE.

**MINISTRE DE L'EQUIPEMENT,
DE L'AMENAGEMENT ET DE L'URBANISME,
ET DES TRANSPORTS INTERIEURS**

ARRETE n° 4301 MET du 26 mai 2016 portant renouvellement de l'agrément du Centre des métiers de la mer de Polynésie française (CMMPF) pour dispenser la formation conduisant à la délivrance du brevet de capitaine de pêche côtière.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu la loi n° 83-581 du 5 juillet 1983 modifiée sur la sauvegarde de la vie humaine en mer, l'habitabilité à bord des navires et la prévention de la pollution, ensemble le décret n° 84-810 du 30 août 1984 modifié relatif à la sauvegarde de la vie humaine en mer, de l'habitabilité à bord des navires et la prévention de la pollution, et les textes subséquents ;

Vu l'arrêté n° 1512 CM du 8 novembre 2007 relatif à la direction polynésienne des affaires maritimes ;

Vu l'arrêté n° 521 CM du 5 mai 2015 relatif à la formation et à la délivrance du brevet de capitaine de pêche côtière ;

Vu l'arrêté n° 605 CM du 9 mai 2012 portant agrément des structures de formation professionnelle maritime ;

Vu l'arrêté n° 5812 MET du 20 juillet 2015 portant agrément du Centre des métiers de la mer de Polynésie française (CMMPF) pour dispenser la formation conduisant à la délivrance du brevet de capitaine de pêche côtière ;

Vu la demande de renouvellement d'agrément du 8 avril 2016 présentée par le Centre des métiers de la mer de Polynésie française ;

Sur proposition de la directrice des affaires maritimes polynésiennes,

Arrête :

Article 1er.— En application de l'article 2 de l'arrêté n° 5812 MET du 20 juillet 2015 susvisé, l'agrément du Centre des métiers de la mer de Polynésie française est renouvelé pour une période annuelle, soit du 1er août 2016 au 31 juillet 2017 inclus.

Art. 2.— En vertu des dispositions de l'article 9 de l'arrêté n° 605 CM du 9 mai 2012, la nouvelle liste des formateurs agréés pour dispenser les différents modules et les enseignements de la formation figurent sur la liste nominative en annexe 1 du présent arrêté.

Art. 3.— La directrice des affaires maritimes polynésiennes est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 mai 2016.
Albert SOLIA.

ANNEXE 1

À L'ARRÊTÉ N° **4301** / MET DU **26 MAI 2016****Liste des formateurs agréés au titre de la formation
du Brevet de Capitaine de Pêche Côtière (BCPC).**

Les enseignements agréés et les modules sont précisés par l'arrêté n° 578/CM du 4 avril 2014
relatif à la formation et à la délivrance du brevet de capitaine de pêche côtière.

NOM et Prénom(s) des formateurs agréés	Modules et enseignements agréés
Frédéric CARPENTIER	En charge des matières suivantes : - Navigation et cartes marines – Module 2 (2.2.) - Météorologie régionale – Module 2 (2.3)
Tunui PURENI	En charge des matières suivantes : - Simulateur radar APRA – Module 3 (3.1)
Zéphyrin TARAHU	En charge des matières suivantes : - Techniques individuelles de survie – Module 1 (1.1) - Sécurité des personnes et responsabilités sociales – Module 1 (1.3) - Sécurité à bord des navires à passagers – Module 1 (1.5) - Gestion des situations de crise et du comportement humain – Module 1 (1.6) - Règles de barre, feux, balisage, signaux – Module 2 (2.1.2 à 2.2.4) - Environnement réglementaire – Module 5(5.2 sauf le rapport de mer)
Boris BIEL	En charge des matières suivantes : - Tenue de quart – Module 2 (2.1.1) - Anglais maritime - Module 3 (3.2) - Description du navire, stabilité, sécurité, pollution – Module 5 (5.1)
Yul TEMATUANUI	En charge des matières suivantes : - Description et conduite des moteurs auxiliaires – Module 4 (4.1) - Conduite et maintenance de l'installation électrique - Module 4 (4.2) - Maintenance des installations électriques – Module 4 (4.3)
Jonathan CONSTANS	En charge des matières suivantes : - Manoeuvre et matelotage – Module 2 (2.4) - Techniques de pêche et conservation des captures - Module 6 (6.1) - Réglementation des pêches – Module 6 (6.2) - Gestion d'un navire de pêche artisanale – Modules 6 (6.3)
ARGOS	En charge des matières suivantes : - Prévention et lutte contre l'incendie – Module 1 (1.2)
Fédération Polynésienne de Protection Civile	En charge des matières suivantes : - Premiers secours élémentaires – Module 1 (1.4)

ARRETE n° 4302 MET du 26 mai 2016 autorisant, à titre exceptionnel, le navire Aremiti 5 à déroger à sa ligne régulière afin de desservir les îles de Huahine et Raiatea le samedi 21 mai 2016.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu la délibération n° 77-47 AT du 15 mars 1977 modifiée portant création en Polynésie française de la licence d'armateur et fixant certains principes d'organisation des liaisons maritimes interinsulaires ;

Vu l'arrêté n° 32 CM du 7 juillet 2004 portant octroi d'une licence d'armateur à la SNC Degage et Hargous (Aremiti) pour l'exploitation du navire Aremiti 5 sur la desserte maritime régulière Papeete-Vaiare, en remplacement du navire Aremiti 4 ;

Vu la demande de la SNC Aremiti en date du 20 mai 2016,

Arrête :

Article 1er.— A titre exceptionnel et par dérogation à l'article 3 de l'arrêté n° 32 CM du 7 juillet 2004, le navire Aremiti 5 est autorisé, à titre exceptionnel, à déroger à sa ligne régulière afin de desservir les îles de Huahine et Raiatea le samedi 21 mai 2016 à la demande de la SA Air Tahiti afin d'y acheminer des passagers suite à la grève de son personnel.

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 mai 2016.
Albert SOLIA.

ARRETE n° 4369 MET/DTT du 27 mai 2016 portant remise en exploitation de la licence de transport touristique n° 06B 06M sur l'île de Moorea attribuée à M. Albert Haring.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu l'arrêté n° 1421 CM du 16 octobre 2014 portant nomination de Mme Chantal Serra en qualité de directrice des transports terrestres ;

Vu l'arrêté n° 9209 MET du 20 octobre 2014 modifié portant délégation de signature à Mme Chantal Serra, directrice des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française et ses arrêtés d'application ;

Vu l'arrêté n° 1806 PR du 30 novembre 2000 portant inscriptions supplémentaires au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea de M. Albert Haring ;

Vu la demande de M. Albert Haring en date du 20 mai 2016,

Arrête :

Article 1er.— La licence de transport touristique portant le n° 06B 06M, attribuée à M. Albert Haring, est remise en exploitation à compter de la notification du présent arrêté à l'intéressé.

Art. 2.— L'arrêté n° 4500 MET du 4 juin 2015 portant suspension provisoire de la licence de transport touristique n° 06B 06M, délivrée à M. Albert Haring pour l'île de Moorea, est abrogé.

Art. 3.— La directrice des transports terrestres est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 mai 2016.
Pour le ministre et par délégation :
La directrice des transports terrestres,
Chantal SERRA.

ARRETE n° 4370 MET du 27 mai 2016 portant autorisation d'extraction de matériaux dans le cadre du curage du domaine public fluvial, en faveur de M. Kong Ni Rémy Chung, gérant de l'entreprise Kong Ni Rémy Chung.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie

française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 88-142 AT du 13 octobre 1988 modifiée portant création du service dénommé "direction de l'équipement" ;

Vu la délibération n° 68-136 du 12 décembre 1968 modifiée portant réglementation de l'extraction de sable, des roches et des cailloux dans les rivières, cours d'eau et sur les bords de mer ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'avis de la commune de Papeete et de la subdivision territoriale de Tahiti de la direction de l'équipement ;

Vu la demande en date du 22 avril 2016, reçue au GEGDP le 25 avril 2016, présentée par M. Kong Ni Rémy Chung, gérant de l'entreprise Kong Ni Rémy Chung, n° TAHITI : 053538,

Arrête :

Article 1er. — La présente autorisation d'extraction de matériaux est délivrée sous les conditions suivantes :

- 1° M. Kong Ni Rémy Chung, gérant de l'entreprise Kong Ni Rémy Chung, n° TAHITI : 053538, BP 294, 98713 Papeete, désigné ci-après le bénéficiaire, est autorisée à extraire cinq cents mètres cubes (500 mètres cubes) de tout-venant, à l'exclusion de gros éléments $\varnothing > 300$ mm, dans le cadre du curage de la rivière Tipaerui, du pont de l'embouchure jusqu'au pont de la RT1, sise à Papeete au PK 1,37, île de Tahiti ;
- 2° Les matériaux sont destinés aux travaux de concassage ;
- 3° Les matériaux seront extraits à l'aide de pelles mécaniques et transportés par les camions de l'entreprise ;
- 4° L'extraction et l'enlèvement des matériaux ne pourront s'effectuer que pendant le jour, et uniquement les jours non fériés et non chômés, du lundi au vendredi, de 7 heures à 15 heures ;
- 5° Le bénéficiaire s'interdit toute extraction en dehors des limites mentionnées au plan n° 2016-135-102 DEQ/GEGDP ci-annexé. Les travaux se feront selon les prescriptions des agents de la direction de l'équipement. L'extraction des matériaux sera réalisée sur une profondeur comprise entre 0,50 mètre et 1 mètre ;
- 6° Le bénéficiaire s'engage à prendre toutes les précautions utiles pour la protection de l'environnement, à savoir :

- manœuvres adéquates afin de limiter la mise en suspension des fines ;
 - mise en place d'un cribleur sur le site d'extraction ou aux abords immédiats ;
 - montage d'un cordon de protection à l'avancement des travaux de curage, réalisé en moellons $\varnothing > 300$ mm et gros blocs trouvés sur place, destiné à renforcer les berges de la rivière et protéger les propriétés riveraines ;
 - évacuation des déchets accumulés sur la zone d'extraction
- 7° Le bénéficiaire devra, suivant les indications de la direction de l'équipement, maintenir la libre circulation aux abords du lieu d'extraction. Il devra de plus faire son affaire personnelle des éventuelles autorisations de passage en terrain privé pour accéder au site d'extraction ;
 - 8° Avant de commencer à extraire, le bénéficiaire fera approuver sur place le piquetage de la zone d'extraction autorisée ainsi que le relevé de l'état des lieux permettant de calculer le volume des matériaux à extraire. Le chantier devra être signalé par un panneau indiquant le numéro et la date de l'autorisation d'extraction, la quantité de matériaux à extraire et la date d'expiration de l'autorisation d'extraction. Les instructions qui seront données au bénéficiaire ultérieurement par la direction de l'équipement devront être scrupuleusement et impérativement suivies ;
 - 9° Le bénéficiaire est tenu de produire un état à jour des quantités journalières des matériaux extraits et de le présenter à toute réquisition des agents assermentés de la direction de l'équipement, pour visa ;
 - 10° A l'expiration du délai d'exécution, il sera établi par la direction de l'équipement un procès-verbal de conformité sur lequel sera porté le volume des matériaux extraits réellement, permettant de calculer le solde de la redevance d'extraction des matériaux à la caisse de la direction des affaires foncières, division recette et conservation des hypothèques ;
 - 11° Le bénéficiaire versera à titre d'acompte à la caisse de la direction des affaires foncières, division recette - conservation des hypothèques, la redevance correspondant au cubage autorisé soit la somme de *deux cent mille francs CFP* (500 mètres cubes à 400 F CFP/mètre cube = 200 000 F CFP).
Le bénéficiaire fournira à la direction de l'équipement une copie du récépissé attestant le paiement de la redevance avant notification de l'autorisation. Cette autorisation ne sera valable qu'accompagnée de ce récépissé ;
 - 12° Sous peine de retrait de l'autorisation et des poursuites judiciaires dont le bénéficiaire pourrait faire l'objet, le bénéficiaire, son représentant sur les lieux et les conducteurs de camions devront, sur le site d'extraction, être constamment porteurs de l'autorisation et de l'état des quantités extraites journalièrement et les présenter à toute réquisition des agents de la force publique et des agents assermentés de la direction de l'équipement ;
 - 13° La présente autorisation n'est accordée qu'à titre précaire. Elle est révocable sans indemnité à la première réquisition de la direction de l'équipement. Le non-respect des engagements pris par le bénéficiaire et des prescriptions des contrôleurs de la direction de l'équipement, entraînera la résiliation immédiate de l'autorisation.

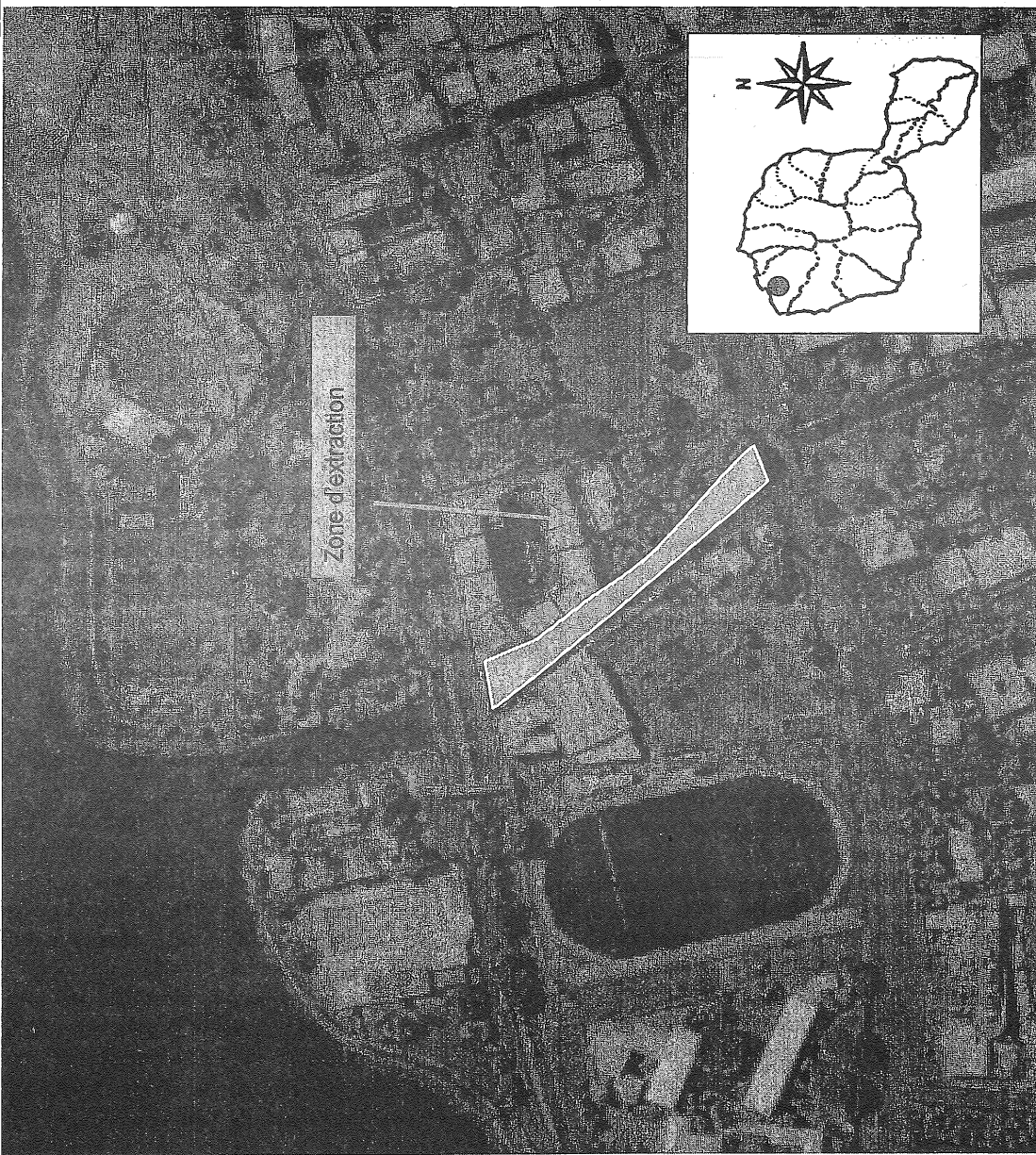
Art. 2.— L'autorisation est valable à compter de la date de notification du présent arrêté pour une durée de quinze (15) jours. Cette autorisation sera périmée de plein droit :

- à l'expiration du délai ci-dessus ;
- dans le cas où l'arrêté n'a pas été notifié trois (3) mois après la date de sa délivrance du fait du non-présentation du bénéficiaire auprès de la direction de l'équipement.

Art. 3.— Le directeur de l'équipement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 mai 2016.

Albert SOLIA.

		<p>DIRECTION DE L'EQUIPEMENT Groupement d'Etudes et de Gestion du Domaine Public Tel. 48 54 74 – Fax 48 54 69 http://www.equipement.gov.pf</p>	
		<p>ILE DE : TAHITI</p>	
<p>COMMUNE DE PAPEETE</p>		<p>LIEU : <i>Rivière de la TIPAERUI</i> <i>du pont de la RT6 au pont de la</i> <i>RT1,</i> <i>TIPAERUI PK 1,37</i></p>	
<p>QUANTITE : 500 m³ de tout venant</p>		<p>DEMANDE DE : <i>Monsieur KONG NI REMY</i> <i>CHUNG gérant de</i> <i>l'entreprise</i> KONG NI REMY CHUNG</p>	
<p>EN DATE DU : 22 avril 2016</p>		<p>PLAN N° 2016-135-102/DEQ/GE GDP DRESSE LE 26 avril 2016</p>	
<p>DOSSIER N° 2016-168</p>			

ARRETE n° 4371 MET du 27 mai 2016 portant modification des dispositions de l'arrêté n° 3388 MET du 26 avril 2016, en ce qui concerne la zone d'extraction, en faveur de la subdivision de l'équipement des Tuamotu-Gambier.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 88-142 AT du 13 octobre 1988 modifiée portant création du service dénommé "direction de l'équipement" ;

Vu la délibération n° 68-136 du 12 décembre 1968 modifiée portant réglementation de l'extraction de sable, des roches et des cailloux dans les rivières, cours d'eau et sur les bords de mer ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu les avis de la commune de Arutua, de la commune associée de Apataki, de la direction des ressources marines et minières et de la subdivision de l'équipement des Tuamotu-Gambier ;

Vu la saisine de la direction de l'environnement en date du 6 avril 2016 ;

Vu la saisine de la circonscription des Tuamotu-Gambier en date du 6 avril 2016 ;

Vu la demande en date du 2 mars 2016, reçue au GEGDP le 11 mars 2016, présentée par la subdivision de l'équipement des Tuamotu-Gambier,

Arrête :

Article 1er.— L'alinéa 5 de l'article 1er de l'arrêté n° 3388 MET du 26 avril 2016 est modifié comme suit :

Au lieu de : 5) Le bénéficiaire s'interdit toute extraction en dehors des limites mentionnées au plan n° 2016-131-101 DEQ/GEGDP ci-annexé. Aucune extraction ne devra être effectuée en dehors de la zone autorisée ;

Lire : 5) Le bénéficiaire s'interdit toute extraction en dehors des limites mentionnées au plan n° 2016-131-102 DEQ/GEGDP ci-annexé. Aucune extraction ne devra être effectuée en dehors de la zone autorisée.

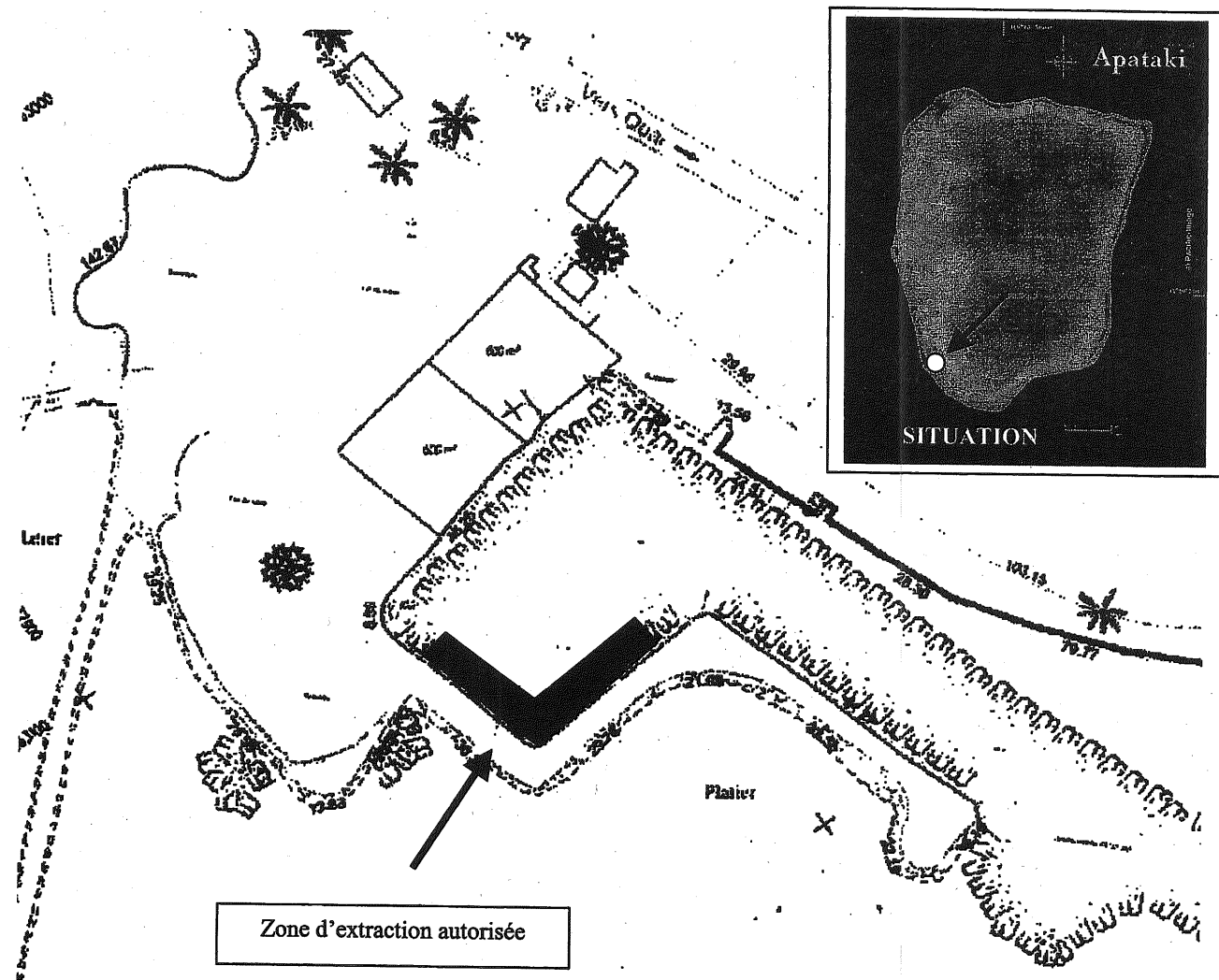
Art. 2.— L'autorisation est valable à compter de la date de notification du présent document pour une durée de deux (2) mois. Cette autorisation sera périmée de plein droit :

- à l'expiration du délai ci-dessus ;
- dans le cas où l'arrêté n'a pas été notifié trois (3) mois après la date de sa délivrance du fait de la non-présentation du bénéficiaire auprès de la direction de l'équipement.

Art. 3.— Le directeur de l'équipement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 mai 2016.

Albert SOLIA.

<p>DIRECTION DE L'EQUIPEMENT</p> <p>Groupeement d'Etudes et de Gestion du Domaine Public</p> <p>TEL : 48 54 74 – FAX : 48 54 69 http://www.equipement.gov.pf</p>	<h2 style="text-align: center;">SITE D'EXTRACTION</h2>  <p style="text-align: center;">Zone d'extraction autorisée</p>
<p>ILE DE :</p> <p><i>APATAKI</i></p>	
<p>COMMUNE DE</p> <p><i>ARUTUA</i></p>	
<p>LIEU :</p> <p><i>ANCIEN SITE D'EXTRACTION AU DROIT DE L'AERODROME DE APATAKI</i></p>	
<p>QUANTITE :</p> <p><i>800 M3 DE MATERIAUX CORALLIENS</i></p>	
<p>DEMANDE DE :</p> <p><i>SUBDIVISION DE L'EQUIPEMENT DES TUAMOTU GAMBIER</i></p> <p>EN DATE DU :</p> <p><i>2 MARS 2016</i></p>	
<p>PLAN N°</p> <p><i>2016-131-102DEQ/GE GDP</i></p> <p>DRESSE-LE :</p> <p><i>17 MAI 2016</i></p>	
<p>DOSSIER N° 2016-181</p>	

ARRETE n° 4448 MET du 30 mai 2016 autorisant, à titre exceptionnel, le navire Taporu VI à desservir l'île de Tetiaroa du 1er juin au 31 août 2016 par dérogation à sa ligne régulière.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu la délibération n° 77-47 AT du 15 mars 1977 modifiée portant création en Polynésie française de la licence d'armateur et fixant certains principes d'organisation des liaisons maritimes interinsulaires ;

Vu l'arrêté n° 29 MTI du 9 janvier 2008 modifié portant octroi d'une licence d'armateur à la SAS Vaipihaa pour l'exploitation du navire Taporu VI sur la desserte maritime régulière des îles Sous-le-Vent ;

Vu la demande de la SAS Vaipihaa en date du 18 mai 2016,

Arrête :

Article 1er.— A titre exceptionnel et par dérogation à l'article 3 de l'arrêté n° 29 MTI du 9 janvier 2008 modifié, le navire Taporu VI est autorisé à déroger à sa ligne régulière afin de desservir l'île de Tetiaroa du 1er juin au 31 août 2016.

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 mai 2016.
Albert SOLIA.

ARRETE n° 4449 MET du 30 mai 2016 autorisant, à titre exceptionnel, le navire Saint X Maris-Stella IV à déroger à sa ligne régulière afin de desservir l'atoll de Moruroa lors son voyage n° 13 du 2 juin 2016.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu la délibération n° 77-47 AT du 15 mars 1977 modifiée portant création en Polynésie française de la licence d'armateur et fixant certains principes d'organisation des liaisons maritimes interinsulaires ;

Vu l'arrêté n° 1421 MET du 17 février 2015 portant octroi d'une licence d'armateur à la SARL Société de navigation des Tuamotu (SNT) pour l'exploitation du navire Saint X Maris-Stella IV sur la desserte maritime régulière des Tuamotu de l'Ouest ;

Vu la demande de la Société de navigation des Tuamotu en date du 17 mai 2016,

Arrête :

Article 1er.— A titre exceptionnel et par dérogation à l'article 3 de l'arrêté n° 1421 MET du 17 février 2015 susvisé, le navire Saint X Maris-Stella IV est autorisé à desservir l'atoll de Moruroa lors son voyage n° 13 du 2 juin 2016, afin d'y acheminer des matériaux de construction pour le compte de la SARL Boyer pour le chantier Telsite 2.

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 mai 2016.
Albert SOLIA.

Par arrêté n° 4379 MET du 27 mai 2016.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Maromotu-Titauite, cadastrée A-452, nécessaire à la réhabilitation de l'abri paracyclonique de Tureia, dans l'archipel des Tuamotu. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Indemnités à déconsigner en FCFP	Bénéficiaires
Terre Maromotu Titauite A-452	
5 292	BOUVET Toimata Mylène (bf 1.2.1.1.1.2.1) épouse TAUNIUA
52	FAATAHE Homer (bf 1.2.1.2.2.12.1)
53	FAATAHE Bryan Heimana Manutahi (bf 1.2.1.2.2.12.2)
53	FAATAHE Edgar Teuru (bf 1.2.1.2.2.12.3)
53	FAATAHE Mahealany Wendy Temaruata (bf 1.2.1.2.2.12.4)
53	FAATAHU René (bf 1.2.1.2.2.12.5)

Par arrêté n° 4380 MET du 27 mai 2016.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives la terre Maireriki, cadastrée A4-848, nécessaire à la construction de l'aérodrome de Fakahina dans l'archipel des Tuamotu. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Indemnités à déconsigner en FCFP	Bénéficiaire
Terre MAIRERIKI A4-848	
418	PUARII Victore Marie - bf 1.1.2.1.8 pour 60 F. - bf 2.2.1.8 pour 358 F.

Par arrêté n° 4381 MET du 27 mai 2016.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Maireriki, cadastrée A4-848, nécessaire à la construction de l'aérodrome de Fakahina, dans l'archipel des Tuamotu. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Indemnités à déconsigner en FCFP	Bénéficiaires
Terre MAIRERIKI A4-848	
1 875	GUY Violette Nadine (bf 1.1.3.1.2) pour 625 F <u>Aussi mandataire de :</u> GUY Georges Guy (bf 1.1.3.1) pour 625 F GUY Maria Christina Tauhere (bf 1.1.3.3) pour 625 F

Par arrêté n° 4382 MET du 27 mai 2016.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Kopuava, cadastrée A4-853, nécessaire à la construction de l'aérodrome de Fakahina dans l'archipel des Tuamotu. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Indemnités à déconsigner en FCFP	Bénéficiaires
Terre KOPUAVA A4-853	
10 979	GUY Violette Nadine (bf 1.1.3.1.2) pour 3 660 F <u>Aussi mandataire de :</u> GUY Georges Guy (bf 1.1.3.1.1) pour 3 660 F GUY Maria Christina Tauhere (bf 1.1.3.1.3) pour 3 659 F

Par arrêté n° 4383 MET du 27 mai 2016.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Kopuava, cadastrée A4-853, nécessaire à la construction de l'aérodrome de Fakahina, dans l'archipel des Tuamotu. Le versement des indemnités déconsignées est effectué

conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Indemnités à déconsigner en FCFP	Bénéficiaire
Terre KOPUAVA A4-853	
976	PUARII Victore Marie - bf 1.1.3.1.8 pour 348 F. - bf 2.2.1.8 pour 628 F.

Par arrêté n° 4459 MET du 30 mai 2016.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres Ganatopaka, cadastrées A-542 (plan 5) et A-545 (plan 7) nécessaires à l'extension de l'aérodrome de Nukutavake, dans l'archipel des Tuamotu. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Indemnités à déconsigner en FCFP		Bénéficiaire
Plan 5	Plan 7	
495 882	1 488 655	HOGA Lorenzo Temanu (bf 5.2.2.1)

Par arrêté n° 4460 MET du 30 mai 2016.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Maromotu-Titauite, cadastrée A-452, nécessaire à la réhabilitation de l'abri paracyclonique de Tureia, dans l'archipel des Tuamotu. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Indemnités à déconsigner en FCFP	Bénéficiaires
Terre Maromotu Titauite A-452	
353	TEGARIPA Fakinau Alice (bf 1.2.1.2.2.3)
353	TEGARIPA Marama Hiti Christiane (bf 1.2.1.2.2.4)
353	TEGARIPA Eria Jean-Claude (bf 1.2.1.2.2.5)
353	TEGARIPA Cécilia Katomea (bf 1.2.1.2.2.7) épouse TEHUITUA
353	TEGARIPA Jean-Marie Tetopata (bf 1.2.1.2.2.8)
353	TEGARIPA Bruno Hekenoa (bf 1.2.1.2.2.9)
353	TEGARIPA Jean-Paul Pahoto (bf 1.2.1.2.2.10)
353	TEGARIPA Tevaiariki Heiarii Denise (bf 1.2.1.2.2.11)
352	TEGARIPA Christian Marama Hiti (bf 1.2.1.2.2.13)
352	TEGARIPA Uturika Jennifer (bf 1.2.1.2.2.15)

**MINISTÈRE DE LA PROMOTION DES LANGUES,
DE LA CULTURE, DE LA COMMUNICATION
ET DE L'ENVIRONNEMENT**

ARRETE n° 4295 MCE/ENV du 26 mai 2016 autorisant la SA Technival à installer et exploiter les équipements techniques d'une unité de broyage de déchets verts à Punaauia (établissement de la deuxième classe des installations classées pour la protection de l'environnement).

Le ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2015 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 212 PR du 25 mars 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 9153 MCE du 12 octobre 2015 portant délégation de signature à Mme Miri Tatarata, directrice de l'environnement par intérim ;

Vu la demande enregistrée sous le n° 16-01 ENV/IC, formulée par M. Jean-Paul Peilleux, directeur général de la SA Technival ;

Vu l'avis de la direction de la défense et de la protection civile n° 785 CAB/DDPC/hb du 25 avril 2016 ;

Vu l'avis favorable du maire de Punaauia enregistré sous le n° 4627 DIREN/AR du 23 décembre 2015 ;

Vu l'avis favorable de la commission des installations classées émis en sa séance du 26 avril 2016,

Arrête :

Article 1er.—La SA Technival est autorisée à exploiter les équipements techniques d'une unité de broyage de déchets verts à Punaauia.

L'installation est située sur un terrain référencé comme suit :

- terre/dénombrement : Tahaa 1 ;
- commune associée : Punaauia ;
- section : CL ;
- n° de parcelle : 8 ;
- superficie : 8 ares et 61 ares 40 centiares ;
- propriétaire : SCI Tahiti Agrégats (309/450e) et les héritiers de Mme Teave Esther Vahinenui, veuve en 1res nocces de M. Robson et en 2des nocces de M. Temauri Charles Maraetefau (141/450es).

TITRE Ier - Equipements et caractéristiques

Art. 2.— L'établissement relève de la deuxième classe, rubriques 2260 et 1432 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Les équipements classés sont répertoriés dans le tableau suivant :

Rubrique	Intitulé	Volume déclaré	Régime
2260-b	Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensilage, pulvérisation, trituration, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épiluchage ou décortication de substances végétales et de tous produits organiques naturels, artificiels ou synthétiques. La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation est : b) supérieure ou égale à 40 kW mais inférieure à 200 kW	Broyeur de puissance 183 kW (250 CV) diesel avec une capacité de broyage de 100 mètres cubes par heure	2
1432-b	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de) Lorsque la quantité stockée de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 susceptible d'être présente représente : b) une capacité équivalente totale supérieure à 5 m ³ mais inférieure ou égale à 100 m ³	- 1 fût de 200 litres de gazole - 2 bidons de 25 litres de gazole Soit une capacité totale équivalente de 50 litres	Non classé

TITRE II - Dispositions générales

Art. 3.— La présente autorisation ne vaut pas permis de travaux immobiliers (permis de construire) ou d'occupation du domaine public.

Art. 4.— Des prescriptions complémentaires peuvent à tout moment être imposées à l'exploitant dans les conditions fixées par le code de l'environnement de la Polynésie française.

Art. 5.— Le site est implanté et exploité conformément aux plans et documents joints à la demande d'autorisation et sous réserve des prescriptions du présent arrêté. Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification de l'installation ou de son mode d'utilisation, font l'objet d'une déclaration au service administratif compétent avant réalisation.

Art. 6.— L'exploitant établit et tient à jour un dossier "installation classée" comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation d'exploiter ;
- les plans tenus à jour ;
- l'arrêté d'autorisation initial et les arrêtés complémentaires ;
- les résultats des mesures sur le bruit, les rapports des visites et contrôles périodiques ;
- les documents énoncés et prévus dans le présent arrêté ;
- le registre d'exploitation visé à l'article 41.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des organismes chargés des contrôles périodiques.

TITRE III - Prescriptions relatives à l'unité de broyage

Aménagement

Art. 7.— L'installation comprend :

- une zone de réception des déchets verts ;
- une zone de broyage ;
- une zone de stockage des broyats ;
- un conteneur pour le repos des employés et de stockage sous rétention du carburant ;
- une réserve incendie de 120 mètres cubes ;
- des équipements de manutention associés.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site. L'ensemble du site doit être maintenu en bon état de propreté.

Une piste d'une largeur d'un mètre environ tout autour du site sera régulièrement désherbée, nettoyée et traitée avec du produit insecticide afin de limiter le risque de propagation de la petite fourmi de feu.

Contrôle des circuits

Art. 8.— L'exploitant effectue un contrôle des déchets verts livrés et évacués et tient un registre permettant d'effectuer un suivi d'exploitation. Ce registre comprend la nature et le volume des déchets (en mètres cubes), la date, l'heure et le numéro d'immatriculation du camion.

Maîtrise des opérations

Art. 9.— L'exploitant met en œuvre toutes les mesures nécessaires pour réduire les émissions de poussières et d'odeurs pendant les opérations de déchargement, broyage, chargement et stockage des déchets verts.

Art. 10.— La quantité de déchets verts stockée sur le site ne doit pas dépasser la capacité mensuelle produite ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.

Art. 11.— L'arrosage des déchets verts est limité au minimum et leur fréquence d'évacuation vers l'installation d'élimination est adaptée de sorte à limiter leur fermentation sur site.

Citerne d'eau

Art. 12.— Le stockage de l'eau est réalisé de façon à ce qu'il ne constitue pas une source d'insalubrité (lutte contre l'apparition de nuisibles).

TITRE IV - Prescriptions relatives au stockage de liquides inflammables

Art. 13.— Les liquides inflammables sont stockés dans une cuvette de rétention étanche et placés à l'abri des aléas météorologiques.

TITRE V - Prescriptions relatives à la protection contre l'incendie

Art. 14.— Les installations sont implantées de manière à prévenir tout risque d'incendie et d'explosion et ne pas compromettre la sécurité du voisinage. Elles sont suffisamment éloignées de tout stockage et de toute activité mettant en œuvre des matières combustibles ou inflammables.

Art. 15.— Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour permettre de combattre immédiatement et efficacement tout départ d'incendie par la mise en place des équipements suivants :

- un extincteur à poudre ABC de 9 kilogrammes ;
- une réserve incendie de 120 mètres cubes.

Les équipements sont en outre défendus par :

- une réserve d'eau de 5 mètres cubes pour les besoins domestiques ;
- de la terre en quantité suffisante.

Art. 16.— Tout personnel, même intérimaire, susceptible de travailler à la réception, dispose des consignes de sécurité à observer en cas de départ de sinistre. L'exploitant s'assure que ces consignes sont bien assimilées par ce personnel.

Art. 17.— A proximité et dans tout local technique ou renfermant des matières combustibles, il est interdit de fumer, d'y allumer ou d'y introduire sous forme quelconque une flamme et d'y effectuer des travaux de réparation susceptibles de produire des étincelles, sauf pour la réalisation de travaux d'entretien réalisés sous la responsabilité de l'exploitant.

Cette interdiction est affichée de façon apparente aux abords de chaque lieu précédemment défini.

Art. 18.— Toutes les installations intéressant la sécurité, notamment les moyens de lutte contre l'incendie, sont régulièrement inspectées, et au moins une fois par an, par un technicien qualifié. Des essais de fonctionnement sont faits deux fois par an.

En particulier, les matériels d'extinction sont vérifiés une fois l'an par un organisme agréé et les dates de contrôle sont enregistrées sur une étiquette apposée sur chaque appareil.

Des contrôles de foisonnement des émulseurs sont effectués au moins une fois par an.

Art. 19.— Le personnel est initié à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie et entraîné périodiquement. L'exploitant affecte une équipe de surveillance et d'intervention formée et entraînée périodiquement au cours d'exercices organisés à la cadence d'une fois par mois au minimum, à la mise en œuvre de matériels d'incendie et de secours et qui dispose à tout moment des accès depuis la route des zones à risque.

Art. 20.— Les eaux contaminées par les eaux de lutte incendie sont collectées et ne sont pas à l'origine d'une pollution des eaux de surface ou du sous-sol.

TITRE VI - Prescriptions relatives aux rejets atmosphériques

Art. 21.— Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières ou des gaz odorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

Art. 22.— Le réglage et l'entretien de l'installation se font soigneusement et aussi fréquemment que nécessaire, afin d'assurer un fonctionnement ne présentant pas d'inconvénients pour le voisinage. Ces opérations portent également sur les conduits d'évacuation des gaz de combustion et, le cas échéant, sur les appareils de filtration et d'épuration.

Art. 23.— L'exploitant réalise tous les ans un bilan de fonctionnement. L'ensemble des résultats est consigné dans le registre réservé à cet effet et un rapport est transmis à l'inspection des installations classées.

TITRE VII - Prescriptions relatives aux effluents liquides

Art. 24.— L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine d'une pollution, même des eaux de surface ou du sous-sol.

Art. 25.— Les eaux de pluie sont collectées et évacuées sans stagnation vers le milieu naturel, sans préjudice pour l'environnement.

Art. 26.— Le rejet direct ou indirect, même après épuration, d'eaux résiduaires dans une nappe souterraine est interdit.

Art. 27.— Toutes les dispositions sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident, de déversement direct de matières dangereuses ou insalubres vers les milieux naturels (rivières, lagon, etc.).

Art. 28.— Les sols susceptibles de comporter des égouttures d'hydrocarbures ou d'huiles sont étanches et conçus pour permettre la collecte des eaux de lavage ou de ruissellement.

Art. 29.— Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de rétention des récipients est égal :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, à 50 % de la capacité totale des récipients ;
- dans les autres cas, à 20 % de la capacité totale des récipients ;
- dans tous les autres cas, à 800 litres minimum ou la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres.

TITRE VIII - Prescriptions relatives aux déchets

Art. 30.— Outre les prescriptions issues du code de l'environnement, l'exploitant s'assure :

- que toutes les dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produites par l'installation, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles ;
- d'enregistrer pour tous les déchets : la nature, la quantité, la destination et le nom de l'organisme les prenant en charge.

Ces informations (et les factures de prise en charge) sont consignées dans un registre conservé à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Art. 31.— Les déchets produits par l'installation sont stockés dans les conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs...).

Art. 32.— L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article D. 221-1. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

En outre, les déchets non dangereux (bois, papier, verre, textile, plastique, caoutchouc, etc.) et non souillés par des produits toxiques ou polluants peuvent être récupérés ou éliminés dans les mêmes conditions que les ordures ménagères des installations autorisées.

Les déchets dangereux doivent être éliminés dans des installations réglementées à cet effet au titre du code de l'environnement. Un registre des déchets dangereux produits (nature, tonnage, filière d'élimination, etc.) est tenu à jour. L'exploitant doit émettre un bordereau de suivi dès qu'il remet ces déchets à un tiers et doit être en mesure d'en justifier l'élimination. Les documents justificatifs doivent être conservés trois ans.

Art. 33. — Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.

TITRE IX - Prescriptions relatives aux nuisances sonores

Art. 34. — L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations gênantes pour l'environnement. En particulier, tout moteur, tout transformateur, tout appareil mécanique, ventilateur, transmission, machine, etc., est installé et aménagé de telle sorte que son fonctionnement ne puisse être de nature à compromettre la santé, la sécurité ou la tranquillité du voisinage par un bruit excessif ou par des trépidations anormales.

Art. 35. — L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Art. 36. — Le bruit exprimé en dB (A) et mesuré en tout point de la limite de propriété est conforme aux valeurs suivantes :

Zone : zone à prédominance industrielle (industrie lourde) ;

Jour : jours ouvrables de 7 heures à 20 heures : 70 ;

Nuit : tous les jours de 20 heures à 7 heures, dimanche et jours fériés : 60.

Art. 37. — Au sens du présent arrêté, on entend par :

Bruit ambiant : bruit total existant dans une situation donnée pendant un intervalle de temps donné. Il est composé de l'ensemble des bruits émis par toutes les sources, proches et éloignées.

Bruit particulier : composante du bruit ambiant qui peut être identifiée spécifiquement et que l'on désire distinguer du bruit ambiant, notamment parce qu'il est l'objet d'une requête. Ce peut être, par exemple, un bruit dont la production ou la transmission est inhabituelle dans une zone résidentielle.

Bruit résiduel : bruit ambiant en l'absence du (des) bruit(s) particulier(s) objet(s) de la requête considérée.

Émergence : différence entre le niveau de bruit ambiant et le niveau de bruit résiduel.

Niveau global équivalent (Leq) : niveau de pression acoustique pondéré A moyen sur une durée d'observation.

Niveau acoustique fractile ou indice fractile (L50) : niveau de pression acoustique pondéré A qui est dépassé pendant 50 % de l'intervalle de temps considéré.

Les mesures de bruit sont réalisées conformément à la méthode dite "de contrôle" de la norme NFS 31-010.

Les mesures de bruit ambiant sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation, sur une durée d'une demi-heure au moins.

L'émergence est calculée à partir du niveau global équivalent. Néanmoins, il sera également déterminé le niveau acoustique fractile L50. Si, pour la mesure du bruit résiduel, la différence entre le Leq et le L50 est supérieure à 5 dB(A), on utilise alors comme indicateur d'émergence la différence entre les indices fractiles L50 calculés sur le bruit ambiant et le bruit résiduel.

L'émergence tolérée au niveau des tiers est :

- de 5 dB(A) le jour (de 7 heures à 20 heures) ;
- de 3 dB(A) la nuit (de 20 heures à 7 heures), le dimanche et les jours fériés.

Le contrôle de l'émergence est effectué aux emplacements où la gêne est ressentie, en tenant compte de l'utilisation normale ou habituelle des lieux.

Art. 38. — Lorsque plusieurs installations classées soumises à autorisation au titre de rubriques différentes sont situées au sein d'un même établissement, le niveau du bruit global émis par ces installations respecte les valeurs-limites ci-dessus.

Des contrôles annuels seront réalisés par un organisme ou une personne qualifiée, à l'initiative et aux frais de l'exploitant. Ces contrôles seront réalisés durant les horaires d'ouvertures, et en limite de propriété des installations classées.

L'inspection des installations classées peut demander que des contrôles supplémentaires de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée.

TITRE X - Prescription relative à l'exploitation et l'entretien

Art. 39. — L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits et équipements utilisés ou stockés dans l'installation.

Art. 40. — Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir un accès libre à l'intérieur des installations pendant les heures d'ouverture et ne peuvent y accéder en dehors de ses heures.

Art. 41. — Un registre d'exploitation, tenu à jour, est maintenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Sur ce registre sont notamment inscrits :

- le nom du responsable de l'exploitation ;
- les consignes de sécurité et d'incendie ;
- les essais de fonctionnement, entretiens et vérifications prévus ;
- les incidents concernant l'utilisation des signaux sonores et, d'une manière générale, toute intervention effectuée en vue de la sécurité de l'établissement.

Art. 42.— L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux ou polluants présents dans l'installation ; les fiches de données de sécurité permettent de satisfaire à cette obligation.

A l'intérieur de l'installation classée autorisée, les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger.

Art. 43.— Des consignes de sécurité et d'incendie élaborées par l'exploitant sont portées sur le registre prévu et affichées à l'intérieur de l'atelier de manière que les usagers en prennent connaissance.

Ces consignes préciseront notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu, sous une forme quelconque, dans les parties de l'installation ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre, en cas de fuite, sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses ;
- les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte, avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

Art. 44.— Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) doivent faire l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment :

- les modes opératoires ;
- la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées ;
- les instructions de maintenance et de nettoyage ;
- le maintien dans l'atelier de fabrication de matières dangereuses ou combustibles des seules quantités nécessaires au fonctionnement de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits ;
- la fréquence de contrôles de l'étanchéité et de l'attachement des réservoirs et de vérification des dispositifs de rétention.

TITRE XI - Prescriptions relatives à la réalisation des travaux de construction

Art. 45.— L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour garantir l'innocuité des travaux sur :

- les locaux avoisinants ;
- les nappes phréatiques et les réseaux ;
- les cours d'eau, rivières et lagons.

Art. 46.— Les travaux ne sont pas à l'origine de vibrations susceptibles d'altérer l'intégrité des bâtiments alentours ou de dégrader les bâtiments voisins et de fragiliser les sols. A

cet effet, l'exploitant réalise un suivi de l'intégrité des bâtiments alentours et prend toutes les mesures nécessaires au cas où des signes de détériorations apparaîtraient.

Art. 47.— Les travaux ne sont pas à l'origine d'une pollution des milieux avoisinants (rivières, nappes). Tous les moyens (décantation ou autre procédé efficace) sont mis en œuvre à cet effet.

TITRE XII - Prescriptions relatives à la remise en état en fin d'exploitation

Art. 48.— Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, son exploitant place son site dans un état tel qu'il ne peut porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article D. 221-1 du code de l'environnement :

- les installations sont démontées ;
- tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ;
- les réservoirs et les canalisations de liquides susceptibles de polluer les eaux ont été vidés, nettoyés, dégazés et le cas échéant décontaminés, puis neutralisés par un solide physique inerte, sauf si ils ont été retirés, découpés et ferrailés vers des installations dûment autorisées au titre des installations classées.

Le produit utilisé pour la neutralisation recouvre toute la surface de la paroi interne des contenants si ces derniers sont laissés sur place et possède à terme une résistance suffisante pour empêcher l'affaissement du sol en surface.

Une neutralisation à l'eau peut être tolérée lors d'une cessation d'activité temporaire. Une ré-épreuve est effectuée avant la remise en service de l'exploitation. Une neutralisation à l'eau ne peut excéder 24 mois.

TITRE XIII - Prescriptions relatives au contrôle de l'installation classée autorisée

Art. 49.— L'inspection des installations classées est chargée du contrôle de l'installation autorisée et peut à tout moment la visiter. De même, l'inspection des installations classées peut demander au pétitionnaire tous renseignements complémentaires qu'elle juge utiles.

Art. 50.— Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspection des installations classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et analyses, soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions réglementaires concernant les installations classées. Les frais occasionnés par ces contrôles sont supportés par l'exploitant.

Art. 51.— La directrice de l'environnement par intérim est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 mai 2016.
Pour le ministre et par délégation :
La directrice de l'environnement
par intérim,
Miri TATARATA.

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

DECRET n° 2016-660 du 20 mai 2016 relatif à la justice prud'homale et au traitement judiciaire du contentieux du travail.

Le Premier ministre,

Décrète :

Art. 42.— Après le deuxième alinéa de l'article R. 441-1 du code de l'organisation judiciaire, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

“La formation appelée à se prononcer sur une demande d'avis sur l'interprétation d'une convention ou d'un accord collectif comprend, outre le premier président, le président de la chambre sociale, un président de chambre désigné par le premier président, quatre conseillers de la chambre sociale et deux conseillers, désignés par le premier président, appartenant à une autre chambre. En cas d'absence ou d'empêchement de l'un d'eux, il est remplacé par un conseiller désigné par le premier président ou, à défaut de celui-ci, par le président de chambre qui le remplace.”

Art. 47.— I - L'article 42 s'applique aux demandes d'avis effectuées à compter de la publication du présent décret.

II - Le présent article, dans sa version issue du décret n° 2016-660 du 20 mai 2016, est applicable en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française, à Wallis-et-Futuna et dans les Terres australes et antarctiques françaises.

DECRET n° 2016-677 du 25 mai 2016 relatif aux exceptions à l'application du délai de deux mois de naissance de la décision implicite d'acceptation pour les demandes adressées aux collectivités territoriales, à leurs établissements publics et aux établissements publics de coopération, dans le cadre des procédures prévues par leurs délibérations.

Publics concernés : tous publics.

Objet : liste des procédures pour lesquelles le délai à l'issue duquel le silence gardé par une collectivité territoriale, un de ses établissements publics ou un établissement public de coopération sur une demande vaut acceptation est différent du délai de droit commun de deux mois.

Entrée en vigueur : le texte s'applique aux demandes présentées à compter du 1er juin 2016.

Notice : l'article L. 231-1 du code des relations entre le public et l'administration énonce que le silence gardé pendant plus de deux mois par l'administration sur une demande vaut acceptation. Des exceptions à ce délai de deux mois peuvent être prévues pour des motifs tenant à l'urgence ou à la complexité de la procédure. Le décret précise les demandes, adressées aux collectivités territoriales, à leurs établissements publics et aux établissements publics de coopération, dans le cadre des procédures instituées par un texte réglementaire adopté par ces collectivités ou établissements, pour lesquelles une acceptation implicite est acquise dans un délai différent de celui de deux mois.

Références : le texte ainsi que le décret qu'il modifie, dans sa rédaction issue de cette modification, peuvent être consultés sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>).

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur,

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L. 231-1 et L. 231-6 ;

Vu le décret n° 2015-1460 du 10 novembre 2015 relatif aux exceptions à l'application pour les actes des collectivités territoriales et de leurs établissements publics du délai de deux mois de naissance de la décision implicite d'acceptation sur le fondement du II de l'article 21 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu l'avis du Conseil national d'évaluation des normes en date du 4 février 2016 ;

Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu,

Décrète :

Article 1er.— En application de l'article L. 231-6 du code susvisé et par dérogation au délai de deux mois prévu à l'article L. 231-1, l'annexe du présent décret fixe le délai à l'expiration duquel le silence gardé par une collectivité territoriale, un de ses établissements publics ou un établissement public de coopération sur une demande vaut décision d'acceptation.

Art. 2.— A l'annexe du décret n° 2015-1460 du 10 novembre 2015 susvisé, la rubrique "Code général des collectivités territoriales" est supprimée.

Art. 3.— Le présent décret est applicable en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française, dans les îles Wallis et Futuna et dans les Terres australes et antarctiques françaises pour les demandes, mentionnées à l'article 1er du présent décret, qui s'inscrivent dans les procédures prévues par un texte réglementaire de ces collectivités, sous réserve de toute règle différente édictée par elles en matière de procédure administrative non contentieuse.

Art. 4.— Le présent décret s'applique aux demandes présentées à compter du premier jour du mois suivant sa publication.

Art. 5.— Le ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales, le ministre de l'intérieur, la ministre des outre-mer et le secrétaire d'Etat chargé de la réforme de l'Etat et de la simplification sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 25 mai 2016.

Manuel VALLS.

Par le Premier ministre :
Le ministre de l'intérieur,
Bernard CAZENEUVE.

*Le ministre de l'aménagement
du territoire, de la ruralité
et des collectivités territoriales,*
Jean-Michel BAYLET.

La ministre des outre-mer,
George PAU-LANGEVIN.

Le secrétaire d'Etat,
Jean-Vincent PLACE.

ANNEXE

OBJET DE LA DEMANDE	DISPOSITIONS APPLICABLES	DÉLAI À L'EXPIRATION duquel la décision est acquise, lorsqu'il est différent du délai de deux mois
Décision prise après avis d'expert ou d'organisme consultatif lorsque cet avis est prévu par une procédure instituée par un texte réglementaire adopté par les collectivités ou établissements mentionnés aux articles 1 ^{er} et 3.		Quatre mois

DECLARATION sur l'honneur de M. Philip Schyle, représentant à l'assemblée de la Polynésie française.

Suite à la séance de la session administrative de l'assemblée qui s'est déroulée le jeudi 14 avril dernier, j'ai l'honneur de vous indiquer ci-dessous la liste des commissions dont je suis membre en tant que représentant à l'assemblée de la Polynésie française.

Commission intérieure

- membre de la commission de la santé et du travail.

Commissions extérieures

- membre du comité de pilotage interministériel pour la mise en œuvre d'un aménagement cohérent et concerté de l'agglomération entre les communes de Punaauia et Arue ;
- membre de la commission de coopération intercommunale de Polynésie française ;
- membre du comité de pilotage du contrat de projets Etat-Polynésie française (2015-2020) relatif au financement des projets d'investissements communaux ;
- membre du comité territorial des constructions scolaires ;
- membre du comité des transports terrestres ;
- membre suppléant de la commission pour la création et l'extension des élevages de poules pondeuses en Polynésie française ;
- membre suppléant du conseil des arts et des lettres ;
- membre suppléant du comité des mines ;
- membre suppléant du comité consultatif de la navigation maritime interinsulaire.

Certifié exacte et sincère, à Papeete le 18 avril 2016.

Philip SCHYLE.

ACTES DES AUTORITES TERRITORIALES

TEXTES DES LOIS DU PAYS ADOPTES PAR L'ASSEMBLEE

TEXTE ADOPTE n° 2016-16 LP/APF du 26 mai 2016 de la loi du pays portant dérogation, à titre exceptionnel, à la durée maximale de recrutement des agents non titulaires dans le cadre des concours de recrutement ouverts au titre de l'année 2016.

L'assemblée de la Polynésie française a adopté le projet de loi du pays dont la teneur suit :

Article LP. 1er.— Par dérogation à l'article 9 de la délibération n° 2004-15 APF du 22 janvier 2004 modifiée relative aux agents non titulaires des services et des établissements publics administratifs de la Polynésie française et à titre exceptionnel, la durée maximale de recrutement des agents non titulaires dont le poste est offert à un concours ouvert en 2016, est prorogée jusqu'au quatre-vingt-dixième jour suivant la proclamation des résultats.

Délibéré en séance publique, à Papeete, le 26 mai 2016.

Travaux préparatoires :

- Avis du conseil supérieur de la fonction publique du 12 avril 2016 ;
- Arrêté n° 483 CM du 25 avril 2016 soumettant un projet de loi du pays à l'assemblée de la Polynésie française ;
- Examen par la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique le 3 mai 2016 ;
- Rapport n° 50-2016 du 4 mai 2016 de MM. René Temeharo et Ronald Tumahai, rapporteurs du projet de loi du pays ;
- Adoption en date du 26 mai 2016.

TEXTE ADOPTE n° 2016-17 LP/APF du 26 mai 2016 de la loi du pays portant mesures exceptionnelles d'intégration des personnels de la délégation de la Polynésie française à Paris recrutés à durée indéterminée dans la fonction publique de la Polynésie française.

L'assemblée de la Polynésie française a adopté le projet de loi du pays dont la teneur suit :

Article LP 1er.— Par dérogation à l'article 53 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française, et à titre exceptionnel, les personnels de la délégation de la Polynésie française à Paris recrutés à durée indéterminée et ne détenant pas la qualité de fonctionnaire, sont titularisés dans la fonction publique de la Polynésie française sous réserve d'avoir été déclarés admis à un examen professionnel destiné à évaluer leurs vertus, capacités et talents. Les modalités de cet examen professionnel réalisé sous forme d'entretien devant un jury, sont déterminées par un arrêté pris en conseil des ministres.

Art. LP. 2.— Les fonctions exercées par l'agent déterminent la filière d'intégration et le diplôme dont l'agent est titulaire détermine le cadre d'emplois d'intégration. Toutefois, cette disposition ne peut avoir pour effet de classer l'agent dans une catégorie supérieure à celle dont il relevait précédemment.

Art. LP. 3.— Pour l'application des dispositions de l'article LP. 2 ci-dessus, la catégorie D1 correspond à la catégorie A, la catégorie D2 à la catégorie B, la catégorie D3 à la catégorie C et la catégorie D4 à la catégorie D.

Art. LP. 4.— L'agent est titularisé dans le premier grade du cadre d'emplois d'intégration à un échelon déterminé en prenant en compte l'ancienneté dont il justifie au titre de son recrutement à la délégation de la Polynésie française à Paris, période de détachement auprès de l'administration de la Polynésie française ou de l'un de ses établissements publics administratifs comprise, le cas échéant. Les périodes durant lesquelles l'agent a été mis à disposition de l'administration de la Polynésie française ou de l'un de ses établissements publics administratifs sont également prises en compte.

La reprise d'ancienneté s'effectue à la durée maximale prévue pour l'avancement d'un échelon à l'échelon immédiatement supérieur dans le grade d'intégration, minorée d'un mois par échelon.

Lorsque la rémunération correspondant à l'indice relatif à l'échelon ainsi déterminé est inférieure au salaire brut perçu antérieurement, hors indemnités, l'agent perçoit une indemnité différentielle résorbée au fur et à mesure des augmentations de rémunération consécutives aux avancements dont l'intéressé bénéficie dans son cadre d'emplois d'intégration.

Lorsque la rémunération correspondant à l'indice relatif à l'échelon ainsi déterminé est inférieure au salaire minimum interprofessionnel de croissance applicable en métropole, l'agent perçoit une indemnité différentielle résorbée au fur et

à mesure des augmentations de rémunération consécutives aux avancements dont l'intéressé bénéficie dans son cadre d'emplois d'intégration, sous réserve de son affectation à la délégation de la Polynésie française à Paris.

Art. LP. 5.— Les agents doivent transmettre au ministre en charge de la fonction publique copie du diplôme dont ils sont titulaires dans un délai d'un mois à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi du pays. Le ministre en charge de la fonction publique leur indique le classement qui sera le leur dans le cadre d'emplois d'intégration dans un délai d'un mois.

Art. LP. 6.— En cas de refus des personnels d'accepter l'intégration dans la fonction publique, leur recrutement cesse de plein droit. Dans ce cas, ces personnels perçoivent une indemnité égale à trois mois de rémunération, indemnités comprises. Le refus des intéressés doit être transmis au ministre en charge de la fonction publique dans un délai d'un mois à compter de l'indication de leur classement dans le cadre d'emplois d'intégration. En l'absence d'un tel refus, l'agent est réputé avoir accepté l'intégration dans la fonction publique. L'intégration s'effectue à l'issue de ce délai.

Art. LP. 7.— La délibération n° 98-122 APF du 6 août 1998 modifiée relative au statut du personnel de la délégation de la Polynésie française à Paris est abrogée.

Délibéré en séance publique, à Papeete, le 26 mai 2016.

Travaux préparatoires :

- Avis du 27 novembre 2015 du conseil supérieur de la fonction publique ;
- Arrêté n° 353 CM du 6 avril 2016 soumettant un projet de loi du pays à l'assemblée de la Polynésie française ;
- Examen par la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique le 3 mai 2016 ;
- Rapport n° 51-2016 du 4 mai 2016 de Mme Armelle Merceron et M. Ronald Tumahai, rapporteurs du projet de loi du pays ;
- Adoption en date du 26 mai 2016.

TEXTE ADOPTE n° 2016-18 LP/APF du 26 mai 2016 de la loi du pays portant création du chapitre VI du titre II du livre V de la partie législative du code de commerce, relatif à la protection de l'entrepreneur individuel et du conjoint.

NOR : DAE1501930LP

L'assemblée de la Polynésie française a adopté le projet de loi du pays dont la teneur suit :

Article LP 1er.— Le titre II du livre V de la partie législative du code de commerce est complété par un chapitre VI intitulé : "De la protection de l'entrepreneur individuel et du conjoint", qui comprend les articles LP. 526-1 à LP. 526-5 ainsi rédigés :

"Art. LP. 526-1.— Par dérogation aux articles 2092 et 2093 du code civil, les droits d'une personne physique immatriculée à un registre de publicité légale à caractère professionnel ou exerçant une activité professionnelle ou

indépendante sur l'immeuble où est fixée sa résidence principale sont de droit insaisissables par les créanciers dont les droits naissent à l'occasion de l'activité professionnelle de la personne. Lorsque la résidence principale est utilisée en partie pour un usage professionnel, la partie non utilisée pour un usage professionnel est de droit insaisissable, sans qu'un état descriptif de division soit nécessaire. La domiciliation de la personne dans son local d'habitation en application de l'article L. 123-10 du présent code ne fait pas obstacle à ce que ce local soit de droit insaisissable, sans qu'un état descriptif de division soit nécessaire.

“Par dérogation aux articles 2092 et 2093 du code civil, une personne physique immatriculée à un registre de publicité légale à caractère professionnel ou exerçant une activité professionnelle ou indépendante peut déclarer insaisissables ses droits sur tout bien foncier, bâti ou non bâti, qu'elle n'a pas affecté à son usage professionnel. Cette déclaration, enregistrée et publiée auprès de l'administration compétente en matière d'enregistrement et de publicité foncière, n'a d'effet qu'à l'égard des créanciers dont les droits naissent, après sa publication, à l'occasion de l'activité professionnelle du déclarant. Lorsque le bien foncier n'est pas utilisé en totalité pour un usage professionnel, la partie non affectée à un usage professionnel ne peut faire l'objet de la déclaration qu'à la condition d'être désignée dans un état descriptif de division.

“L'insaisissabilité mentionnée aux deux premiers alinéas du présent article n'est pas opposable à l'administration de la Polynésie française lorsque celle-ci relève, à l'encontre de la personne, soit des manœuvres frauduleuses, soit l'inobservation grave et répétée de ses obligations pour le recouvrement d'impôts, taxes et redevances de toute nature.

“Art. LP. 526-2. — La déclaration prévue au deuxième alinéa de l'article LP. 526-1, reçue par notaire sous peine de nullité, contient la description détaillée des biens et l'indication de leur caractère propre, commun ou indivis. L'acte est enregistré et publié auprès de l'administration compétente en matière d'enregistrement et de publicité foncière.

“Lorsque la personne est immatriculée dans un registre de publicité légale à caractère professionnel, la déclaration et sa date de publication doivent y être mentionnées.

“Lorsque la personne n'est pas tenue de s'immatriculer dans un registre de publicité légale, un extrait de la déclaration doit être publié dans un journal d'annonces légales pour que cette personne puisse se prévaloir du bénéfice du deuxième alinéa de l'article LP. 526-1.

“L'établissement de l'acte prévu au premier alinéa et l'accomplissement des formalités donnent lieu au versement aux notaires d'émoluments fixes dans le cadre d'un plafond déterminé par les dispositions en vigueur relatives au tarif des notaires.

“Art. LP. 526-3. — En cas de cession des droits immobiliers sur la résidence principale, le prix obtenu demeure insaisissable, sous la condition du emploi dans le délai d'un

an des sommes à l'acquisition par la personne mentionnée au premier alinéa de l'article LP. 526-1 d'un immeuble où est fixée sa résidence principale.

“L'insaisissabilité des droits sur la résidence principale et la déclaration d'insaisissabilité portant sur tout bien foncier, bâti ou non bâti, non affecté à l'usage professionnel peuvent, à tout moment, faire l'objet d'une renonciation soumise aux conditions de validité et d'opposabilité prévues à l'article LP. 526-2. La renonciation peut porter sur tout ou partie des biens ; elle peut être faite au bénéfice d'un ou de plusieurs créanciers mentionnés à l'article LP. 526-1 désignés par l'acte authentique de renonciation. Lorsque le bénéficiaire de cette renonciation cède sa créance, le cessionnaire peut se prévaloir de celle-ci. La renonciation peut, à tout moment, être révoquée dans les conditions de validité et d'opposabilité prévues à l'article LP. 526-2. Cette révocation n'a d'effet qu'à l'égard des créanciers mentionnés à l'article LP. 526-1 dont les droits naissent postérieurement à sa publication.

“Les effets de l'insaisissabilité et ceux de la déclaration subsistent après la dissolution du régime matrimonial lorsque la personne mentionnée au premier alinéa de l'article LP. 526-1 ou le déclarant mentionné au deuxième alinéa du même article LP. 526-1 est attributaire du bien. Ils subsistent également en cas de décès de la personne mentionnée au premier alinéa dudit article LP. 526-1 ou du déclarant mentionné au deuxième alinéa du même article LP. 526-1 jusqu'à la liquidation de la succession.

“Art. LP. 526-4. — Lors de sa demande d'immatriculation à un registre de publicité légale à caractère professionnel, la personne physique mariée sous un régime de communauté légale ou conventionnelle doit justifier que son conjoint a été informé des conséquences sur les biens communs des dettes contractées dans l'exercice de sa profession.

“Un arrêté pris en conseil des ministres précise en tant que de besoin les modalités d'application du présent article.

“Art. LP. 526-5. — Les actes contenant déclaration d'insaisissabilité et de renonciation à ces déclarations sont exonérés des droits d'enregistrement et de transcription, ainsi que des droits de la taxe de publicité immobilière.”

Art. LP. 2. — Le premier alinéa des articles LP. 526-1 et LP. 526-3 du code de commerce n'a d'effet qu'à l'égard des créanciers dont les droits naissent à l'occasion de l'activité professionnelle après la promulgation de la présente loi du pays.

Délibéré en séance publique, à Papeete, le 26 mai 2016.

Travaux préparatoires :

- Avis n° 50 CESC du 3 mars 2016 du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française ;
- Arrêté n° 370 CM du 7 avril 2016 soumettant un projet de loi du pays à l'assemblée de la Polynésie française ;
- Examen par la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique le 3 mai 2016 ;
- Rapport n° 49-2016 du 4 mai 2016 de Mme Virginie Bruant et M. René Temeharo, rapporteurs du projet de loi du pays ;
- Adoption en date du 26 mai 2016

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

SCP CHAN & LOLLICHON
Notaires associés
BP 13019, Moana Nui, 98717 Punaauia

Avis de constitution

Aux termes d'un acte reçu par Me Julien CHAN, notaire associé à Punaauia, le 27 mai 2016, a été constituée une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : SARL.

Dénomination : NIUHITI PROMOTION.

Siège social : Afaahiti (Taiarapu-Est), immeuble Tauhere.

Objet social : L'achat, la prise à bail ou la location de tous immeubles bâtis ou non, de tous terrains et propriétés foncières de toute nature, la construction et l'aménagement sur tous terrains d'immeubles collectifs à usage d'habitation, maisons et logements sociaux dans le cadre des dispositions fiscales incitatives à la construction de logements, telles qu'elles résultent du code des impôts de Polynésie française et des lois et règlements de défiscalisation de France métropolitaine pour les investissements outre-mer. L'administration, la gestion, l'exploitation et la mise en valeur desdits immeubles, terrains et propriétés dépendant de l'actif social par tous moyens directs ou indirects. La gestion locative et/ou la vente des appartements et lots de copropriété, maisons et logements sociaux. La division, la vente, en totalité ou par fractions, avant ou après achèvement, de tous immeubles. La conclusion de toutes conventions de sous-traitance, contrats de promotion immobilière et de maîtrise d'ouvrage déléguée nécessaires à la réalisation de l'objet social. L'importation de tous matériaux et matériels nécessaires à la réalisation de constructions. Tous emprunts, toutes garanties, cautionnements, nantissements et hypothèques à la sûreté d'engagements des associés. La prise de participation dans toutes sociétés (sous quelque forme que ce soit) à l'exception des sociétés en nom collectif et des sociétés en commandite. La gestion de ces participations. La vente ou l'attribution aux associés de biens meubles ou immeubles devenus inutiles à la société.

Durée : 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Apports en numéraire : 2 000 000 F CFP.

Capital : 2 000 000 F CFP, divisé en 200 parts de 10 000 F CFP chacune.

Gérance : M. Teraiatea BORDES, demeurant à Afaahiti.

Immatriculation : Au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Cession de parts : Les parts ne peuvent être cédées, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois/quarts des parts sociales, sauf pour les cessions au profit de personnes déjà associées, qui sont libres et ne sont pas soumises à la procédure d'agrément.

Pour avis et mention,
 Me Julien CHAN,
 notaire associé.

PERCEPTAIR SARL
Société à responsabilité limitée en dissolution volontaire
au capital de 4 411 800 F CFP
Siège social : lot n° 5 229, lotissement de Puunui,
commune de Taiarapu-Ouest, Tahiti
RCS de Papeete n° TPI 14 104 B

L'assemblée générale des associés, réunie le 25 mai 2016 à Papeete, Tahiti, a approuvé les comptes définitifs de dissolution, donné quitus de la gestion et décharge du mandat de M. Alexandre ZUMBIEHL, résidant à Puunui, commune de Taiarapu-Ouest, Tahiti, liquidateur, et constaté la clôture de la dissolution.

Le liquidateur.

SNC ROYAL IMPORT TAHITI
Société en nom collectif au capital de 10 000 000 F CFP
Avenue du Prince-Hinoui, BP 9090 Motu Uta, Papeete
RCS de Papeete n° TPI 98 222 B - N° TAHITI 824532

Avis de modification de la forme juridique et de l'objet social

Suite aux décisions de l'assemblée générale extraordinaire du 26 mai 2016, les associés de la SNC ROYAL IMPORT TAHITI, ont décidé :

- la transformation en SARL de la société ;
- la modification de l'objet social avec ajout de la mention : "Commerce de gros et détail d'aliments et accessoires pour animaux".

Les statuts ont été modifiés en conséquence.

AC ASSURANCES PACIFIQUE
Société à responsabilité limitée
Au capital de 9 000 000 F CFP
Siège social : Papeete, rue des Remparts
BP 3576, 98 713 Papeete
RCS de Papeete n° 1297 B

Aux termes de l'assemblée générale mixte du 26 mai 2016, les associés ont pris acte de la démission de M. Georges CHAN de son poste de cogérant de la SARL AC ASSURANCES PACIFIQUE à compter du 1er juin 2016.

Mention sera faite au RCS de Papeete.

Pour avis et mention.

SOCIETE D'AVOCATS
Mes Arcus USANG-Tauniua CERAN-JERUSALEM
Avocats associés
Société en participation d'avocats
483, boulevard Pomare, Papeete, immeuble Moana Reva
BP 20329, 98713 Papeete, Tahiti, Polynésie française
Tél. : (00 689) 40 43 58 88, lextahiti@gmail.com
N° TAHITI B53442

Avis de constitution de la SARL KEANI TRAITEUR

Aux termes des statuts signés le 20 mai 2016, a été constituée la société KEANI TRAITEUR, société à responsabilité limitée au capital de 500 000 F CFP (*cinq cent mille francs CFP*) et dont le siège social est au centre commercial Toarau, Papara, et ayant pour objet l'acquisition et l'exploitation d'un fonds de commerce de préparation de cuisine à emporter, sous la dénomination sociale KEANI TRAITEUR, avec cogérants M. Larry Yune Ming APEANG, né le 3 mai 1982 à Papeete, non marié, en concubinage, demeurant à la cité de l'Air, commune de Faa'a, Tahiti, commune de Punaauia, Tahiti, BP 6339 Faa'a, et M. Baptiste GINOUEZ, né le 6 mai 1974, à Enghien-Les-Bains (95) France, en concubinage, demeurant au PK 12,500, côté montagne, quartier Vaitavere, commune de Punaauia, Tahiti, BP 13170 Moana Nui, 98717 Punaauia. Créée pour une durée de 99 ans. L'exercice social commence le 1er janvier pour se terminer le 31 décembre. Immatriculation au RCS de Papeete.

Pour avis
 Me Arcus USANG, avocat.

SOCIETE D'AVOCATS
Mes Arcus USANG-Tauniua CERAN-JERUSALEM
Avocats associés
Société en participation d'avocats
483, boulevard Pomare, Papeete, immeuble Moana Reva
BP 20329, 98713 Papeete, Tahiti, Polynésie française
Tél. : (00 689) 40 43 58 88, lextahiti@gmail.com

Avis de cession de fonds de commerce
SNACK KEANI

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 20 mai 2016,

Vendeur : L'EURL SNACK KEANI, entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée au capital de 50 000 F CFP, dont le siège est situé centre commercial

Toarau, Papara, créée le 21 décembre 2011, représentée par son gérant M. Philippe René Henri Léon SERRE,

A cédé avec entrée en jouissance à compter du 23 mai 2016 à :

L'acheteur : La SARL KEANI TRAITEUR, société en cours de formation et de constitution société à responsabilité limitée au capital de 500 000 F CFP (*cinq cent mille francs CFP*) et dont le siège social est à centre commercial Toarau, Papara représentée par ses deux cogérants MM. Larry Yune Ming APEANG et M. Baptiste GINOUEZ,

Un fonds de commerce, situé centre commercial Toarau, Papara, pour lequel il est immatriculé au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 1213 B et n° TAHITI A 12 309 et au nom commercial SNACK KEANI, avec tous les éléments incorporels pour la somme de 1 200 000 F CFP et les éléments corporels, pour la somme de 2 000 000 F CFP.

Les oppositions s'il y a lieu, seront reçues dans les dix jours suivant la dernière date de publication légale par Mes Arcus USANG ou Tauniua CERAN-JERUSALEM, demeurant au 483, boulevard Pomare, Papeete, immeuble Moana Reva, premier étage, à gauche des escaliers, BP 20329, 98713 Papeete, Tahiti, Polynésie française, tél. : (00 689) 40 43 58 88, email : lextahiti@gmail.com.

Pour première insertion,
 Me Arcus USANG, avocat.

Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE-MONNOT
Papeete, 415, boulevard Pomare

BORA BORA NUI
Société anonyme au capital de 600 000 000 F CFP
Siège social : Faa'a, Auae, immeuble Mananui
RCS de Papeete n° TPI 00 67 B - N° TAHITI 540443

Remplacement des commissaires aux comptes
titulaire et suppléant
 (AGO du 13 mai 2016)

Mention ancienne

Commissaire aux comptes titulaire : La SCP de commissaires aux comptes GOSSE-PARION-CHANGUES, société civile professionnelle au capital de 1 000 000 F CFP, dont le siège est à Papeete, immeuble Ateivi, rue Mgr-Tepano-Jaussen, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 4951 C.

Commissaire aux comptes suppléant : M. Christophe PARION, domicilié à Papeete, immeuble Ateivi, rue Mgr-Tepano-Jaussen.

Mention nouvelle

Commissaire aux comptes titulaire : La SARL KPMG, société à responsabilité au capital de 15 000 000 F CFP, dont le siège est Papeete, boulevard Pomare, centre Paofai, bâtiment A, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° TPI 93 205 B.

Commissaire aux comptes suppléant : M. Jean-Louis PELLOUX, domicilié à Papeete, boulevard Pomare, centre Paofai.

Pour avis,
Le conseil d'administration.

Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE
Papeete, 415, boulevard Pomare

SOCIETE TAHITIENNE MARITIME
(SOTAMA)
Société anonyme au capital de 15 200 000 F CFP
Siège social : Fare Ute
RCS de Papeete n° 886-B

Avis de convocation

Les actionnaires de la société SOTAMA sont convoqués en assemblée générale ordinaire annuelle le mardi 21 juin 2016 à 11 heures à Papeete, Motu Uta, salle de réunion de la société COTADA, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- rapport du conseil d'administration sur la marche de la société et présentation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015 ;
- rapports du commissaire aux comptes sur l'exécution de sa mission et sur les conventions visées à l'article L. 225-38 du code de commerce ;
- approbation desdits comptes et conventions ;
- affectation des résultats ;
- remplacement du commissaire aux comptes titulaire et de son suppléant ;
- fixation des jetons de présence alloués aux administrateurs ;
- pouvoirs.

Tout actionnaire inscrit sur les registres de la société cinq jours francs au moins avant la réunion, sera admis à l'assemblée, quel que soit le nombre de ses actions, ou pourra s'y faire représenter par son conjoint ou par un autre actionnaire en vertu d'un pouvoir régulier qui devra être déposé, dans le même délai, au siège social.

Pour avis,
Le conseil d'administration.

Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE
Papeete, 415, boulevard Pomare

COMPAGNIE TAHITIENNE D'ACCONAGE (COTADA)
Société anonyme au capital de 72 000 000 F CFP
Siège social : Papeete, Motu Uta
RCS de Papeete n° 889-B

Avis de convocation

Les actionnaires de la société COTADA sont convoqués en assemblée générale ordinaire annuelle le mardi 21 juin 2016 à 10 heures au siège social à Papeete, Motu Uta, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- rapport du conseil d'administration sur la marche de la société et présentation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015 ;
- rapports du commissaire aux comptes sur l'exécution de sa mission et sur les conventions visées à l'article L. 225-38 du code de commerce ;
- approbation desdits comptes et conventions ;
- affectation des résultats ;
- fixation des jetons de présence alloués aux administrateurs ;
- pouvoirs.

Tout actionnaire inscrit sur les registres de la société cinq jours francs au moins avant la réunion, sera admis à l'assemblée, quel que soit le nombre de ses actions, ou pourra s'y faire représenter par son conjoint ou par un autre actionnaire en vertu d'un pouvoir régulier qui devra être déposé, dans le même délai, au siège social.

Pour avis,
Le conseil d'administration.

Office notarial de Me Bernard BRUGGMANN
Notaire à la résidence de Papeete (île de Tahiti)

SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE E. JARDONNET
Société civile immobilière
au capital de 27 000 000 F CFP
Siège social : Papeete, rue Dumont-d'Urville
en l'étude de Me LEQUERRE
n° TAHITI 014977

Démission d'un gérant et nomination de cogérants
Transfert du siège social

Il résulte des délibérations de l'assemblée générale mixte de la SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE E. JARDONNET en date du 25 mai 2016, contenant nomination de MM. Aldo BROTHERSON et François JARDONNET en qualité de cogérants, pour une durée non limitée, en remplacement de M. Gilbert GUERIN, démissionnaire, et transfert du siège social à Papeete (île de Tahiti), avenue du Prince-Hinoui, immeuble Jardonnet (BP 380600, 98718 Punaauia, Tamanu), les modifications ci-après aux mentions antérieurement publiées :

Gérance

Mention périmée : M. Gilbert GUERIN, demeurant à Papeete, 11, avenue Bruat.

Mention nouvelle : MM. François JARDONNET, demeurant à Mataiea, PK 45,300, côté montagne, commune de Teva I Uta, et Aldo BROTHERSON, demeurant à Punaauia, PK 15,200, côté montagne, servitude Jardonnet.

Siège social

Mention périmée : Papeete, rue Dumont-d'Urville, en l'étude de Me Eric LEQUERRE.

Mention nouvelle : Papeete (île de Tahiti), avenue du Prince-Hinoui, immeuble Jardonnet (BP 380600, 98718 Punaauia, Tamanu).

Pour avis et mention,
La gérance.

Office notarial de Me Bernard BRUGGMANN
Notaire à la résidence de Papeete (île de Tahiti)

SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE ARIIRAU
Société civile immobilière
au capital de 17 120 000 F CFP
Siège social : Papeete, en l'étude de Me LEQUERRE
RCS de Papeete n° 21 83 B

Démission d'un gérant et nomination de cogérants
Transfert du siège social

Il résulte des délibérations de l'assemblée générale extraordinaire de la SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE ARIIRAU en date du 25 mai 2016, contenant nomination de MM. Aldo BROTHERSON et François JARDONNET en qualité de cogérants, pour une durée non limitée, en remplacement de M. Gilbert GUERIN, démissionnaire, et transfert du siège social à Papeete (île de Tahiti), avenue du Prince-Hinoi, immeuble Jardonnet (BP 380600, 98718 Punaauia, Tamanu), les modifications ci-après aux mentions antérieurement publiées :

Gérance

Mention périmée : M. Gilbert GUERIN, demeurant à Papeete, 11, avenue Bruat.

Mention nouvelle : MM. François JARDONNET, demeurant à Mataiea, PK 45,300, côté montagne, commune de Teva I Uta, et Aldo BROTHERSON, demeurant à Punaauia, PK 15,200, côté montagne, servitude Jardonnet.

Siège social

Mention périmée : Papeete, en l'étude de Me Eric LEQUERRE, notaire, BP 35.

Mention nouvelle : Papeete (île de Tahiti), avenue du Prince-Hinoi, immeuble Jardonnet (BP 380600, 98718 Punaauia, Tamanu).

Pour avis et mention,
La gérance.

RIVAL PEINTURES
EURL au capital de 10 000 000 F CFP
Siège social : lot n° 441, section 11,
propriété Chéchillot, Hamuta, Pirae
RCS de Papeete n° 7741 B, n° TAHITI 547935

Suite aux décisions extraordinaires des co-indivisaires du 13 mai 2016, il a été décidé de modifier l'article 13, paragraphe 13-2 des statuts, à savoir :

Paragraphe 13-2. — Mme Lyse DETERNE, née le 10 juin 1990 à Papeete, est nommée gérante statutaire pour une durée illimitée de la société par décision des co-indivisaires en date du 13 mai 2016.

Mme Lyse DETERNE déclare accepter les fonctions qui viennent de lui être conférées.

RCS de Papeete.

Pour avis.

SCP CHAN & LOLLICHON
Notaires associés
BP 13019 Moana Nui, 98717 Punaauia

TEREHERE FARM
Société civile aquacole
au capital de 10 000 F CFP
divisé en 10 parts de 1 000 F CFP chacune
Siège social : Mataiea, PK 41,500, côté montagne
RCS de Papeete n° TPI 13 33 C, n° TAHITI A62080

Avis de modification

Il résulte d'un acte reçu par Me Julien CHAN, notaire associé à Punaauia, en date du 30 mai 2016, les modifications suivantes aux mentions anciennement publiées :

Gérance

Ancienne mention : Les gérants de la société sont MM. Tefania APEANG, demeurant à Arue, et Louison MATI, demeurant à Rikitea.

Gérance

Nouvelle mention : Le gérant de la société est M. Tefania APEANG, demeurant à Arue.

Pour avis et mention,
Me Julien CHAN, notaire associé.

CREAPRINT
Société à responsabilité limitée
au capital de 3 524 000 F CFP
Siège social : Quartier du commerce, Papeete
RCS de Papeete n° 36 23 B, n° TAHITI 186098

Avis de publicité

Par délibération en date du 27 mai 2016, la collectivité des associés a pris acte de la démission de M. Claude POMMIER de ses fonctions de gérant en date du 31 mai 2016 et a nommé en qualité de nouveau gérant à compter du 1er juin 2016 M. Nicolas GANDOUIN, demeurant à Faa'a, quartier Pamatai, résidence Teava Nui B2, pour une durée d'un an.

Mention sera faite au RCS de Papeete.

Pour avis.

LES TERRASSES DE PUNAVAI
Société civile au capital de 326 200 000 F CFP
Siège social : Papeete, Fare Ute,
Immeuble Le Caill, bureau A 15
RCS de Papeete n° TPI 08 10 C, n° TAHITI 849000

Avis de publication

Aux termes d'une décision de l'assemblée générale ordinaire du 25 mai 2016, la société CALEDONIENNE D'INGENIERIE, société par actions simplifiée au capital de 5 100 000 F CFP, dont le siège social est à Nouméa (98800), 28, rue Eugène-Porcheron, immeuble Roger-Bérard,

immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nouméa sous le numéro 2009 B 958 025 (2009 B 488), représentée par son président, M. Jean DELPECH-LARRALDE, a été nommée gérante de la société, sans limitation de durée, en remplacement de la société TAHITIENNE D'INGENIERIE (devenue TAHITIENNE D'INNOVATION), démissionnaire.

Les modifications de l'avis antérieurement publié résultant de la décision ci-dessus sont les suivantes :

Gérant

Ancienne mention : SARL TAHITIENNE D'INGENIERIE.

Nouvelle mention : SAS CALEDONIENNE D'INGENIERIE.

Mention sera faite au RCS de Papeete.

Pour avis,

Le représentant légal.

TAHITI ENCAISSEMENTS SERVICES
Société par actions simplifiée
au capital de 5 000 000 F CFP
20, rue Paul-Gauguin, immeuble Solari,
BP 4582, 98713 Papeete
RCS de Papeete n° TPI 07 156 B,

Le 18 mai 2016, la société NACC, SAS au capital de 4 945 220,33 euros, dont le siège social est situé au 37, boulevard Suchet (75016) Paris, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro unique d'identification 407917111, agissant en sa qualité d'associé unique de la société TAHITI ENCAISSEMENTS SERVICES (TES), SAS au capital de 5 millions de francs CFP, immatriculée au RCS de Papeete sous le numéro TPI 07 156 B,

A pris les décisions suivantes :

- 1° Nommer en qualité de président de la société : M. Christian ROCHE, gérant de sociétés, né le 23 avril 1957 à Neuilly-Sur-Seine, demeurant à Paris (19e), 18, rue de l'Atlas, en remplacement de M. Pierre COLARDEAU, démissionnaire ;
- 2° Nommer en qualité de directeur général de la société, pour une durée illimitée, sans qu'elle puisse toutefois excéder celle du président : M. Nicolas DA COSTA, directeur de société, né à Versailles le 17 juin 1986, demeurant au 1, rue du Puits-Perdu, 78770 Marcq ;
- 3° Supprimer de l'objet social l'activité de conseil et assistance aux entreprises en matière d'organisation, de prévention et de suivi des risques clients et de modifier en conséquence l'article 2 des statuts ;
- 4° Transférer le siège social au 20, rue Paul-Gauguin, immeuble Solari, à Papeete, BP 4582, 98713 Papeete et ce, à compter du 18 mai 2016, et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.

En conséquence, les mentions antérieurement publiées sont modifiées de la manière suivante :

Ancienne mention

Objet social : Toutes prestations de services liées à l'encaissement et au recouvrement de créances, le conseil et l'assistance aux entreprises en matière d'organisation et de prévention et de suivi des risques clients, enfin, toutes opérations commerciales mobilières ou immobilières pouvant concourir directement ou indirectement à la réalisation de l'objet social.

Siège : Centre commercial Le Lotus, à Punaauia, BP 4445, 98713 Papeete.

Président : M. Pierre COLARDEAU.

Nouvelle mention

Objet social : Toutes prestations de services liées à l'encaissement et au recouvrement de créances et toutes opérations commerciales, mobilières ou immobilières pouvant concourir directement ou indirectement à la réalisation de l'objet social.

Siège : 20, rue Paul-Gauguin, immeuble Solari, à Papeete, BP 4582, 98713 Papeete.

Président : M. Christian ROCHE, demeurant à Paris.

Directeur général : M. Nicolas DA COSTA, demeurant à Marcq.

Pour avis,

Le président.

**Office notarial Philippe CLEMENCET,
Alexandrine CLEMENCET et Jean-Philippe PINNA
Notaires associés**

Cession de fonds de commerce

Suivant acte reçu par Me Jean-Philippe PINNA, notaire associé à Papeete, le 23 mai 2016, enregistré à Papeete, le 25 mai 2016, folio n° 123, bordereau n° 3856/4,

A été cédé par M. Hugues Jean-Pierre AUTUCHE, mécanicien, et Mme Marylin Tahiatuatapu JOHNSTON, commerçante, son épouse, demeurant ensemble à Pirae (98716), quartier Frébault, M. est né à Tours (37000) le 16 février 1961, Mme est née à Papeete (98713) le 28 novembre 1963,

Au profit de la société dénommée SNACK MAKE MAKE, société à responsabilité limitée au capital de 100 000 F CFP, dont le siège est à Atuona (Hiva Oa) (98741), parcelle Make Make, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete, sous le numéro TPI 1649 B, et identifiée à l'ISTAT sous le numéro 830312,

Un fonds de commerce de snack, photo, vidéo, son, librairie et papeterie exploité à Atuona (Hiva Oa, Marquises), connu sous le nom commercial SNACK MAKE MAKE, et pour lequel le cédant est immatriculé au registre du commerce et des sociétés de Papeete, sous le numéro TPI 1863 A.

Le cessionnaire est propriétaire du fonds vendu à compter du jour de la signature et il en a la jouissance depuis le 1er avril 2016.

La cession a été consentie et acceptée moyennant le prix principal de 10 000 000 F CFP s'appliquant en totalité aux éléments incorporels et corporels.

Lès oppositions, s'il y a lieu, seront reçues en la forme légale dans les dix jours de la dernière en date des insertions prévues par la loi, au siège de la société civile professionnelle dénommée Office notarial Philippe CLEMENCET, Alexandrine CLEMENCET et Jean-Philippe PINNA, titulaire d'un office notarial à la résidence de Papeete (île de Tahiti), 85, rue du Commandant-Destremau, où domicile a été élu à cet effet.

*Pour première insertion,
Le notaire.*

ANNONCES DIVERSES

COMITE DES FETES DU DETACHEMENT AIR 190

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(3 mai 2016)

Président	: JOUANNEAU Jean-François
Vice-président	: RAVENEAU Thierry
Secrétaire	: NORET Marie-Laure
Secrétaire adjointe	: TRUCO Patricia
Trésorier	: BARDET Christophe
Trésorière adjointe	: GERARD Valérie

Dissolution

Lors de l'assemblée générale du 23 mai 2016, il a été décidé à l'unanimité la dissolution du comité.

ASSOCIATION RAUURA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(12 mars 2016)

Président	: LE GAYIC Béatrice
Secrétaire	: FLORES Tehinarauura
Trésorière	: FLORES Rauura

ASSOCIATION TIARE PUOTU NO MOOREA anciennement dénommée ASSOCIATION TE UPA MAOHI NUI MUSICALE ET ARTISANALE

Modification de statuts

Le siège social est fixé à Maatea, PK 14, côté mer.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(9 mai 2016)

Président	: HUAA Terai
Secrétaire	: DEANE Gustave
Trésorier	: MANATERAI Moreno

ASSOCIATION SPORTIVE DU COLLEGE DE HITIA'A

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(17 mai 2016)

Présidente	: LAMAUD Patricia
Secrétaire	: BODIN Cédric
Trésorier	: GUIEU Frédéric

ASSOCIATION SYNDICALE DU LOTISSEMENT TE MARU ATA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(9 mai 2016)

Président	: NARAS Gilles
Vice-président	: TEHIVA Rafio
Secrétaire	: CARFANTAN Geneviève
Trésorier	: DUFOUR Damien
Membre	: LECOMPTE Franck

ASSOCIATION FENUA O TE NUNAA MAOHI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(1er mai 2016)

Président	: TERII Wilfrid
Vice-président	: PARAU Evann
Secrétaire	: TEFAATAU Mariane
Secrétaire adjointe	: TANEPAU Angéline
Trésorière	: PENI Natacha
Trésorière adjointe	: MATAHUIRA Sandrine

ASSOCIATION TAHUTINI PAPA'URA-TERATUA VAHINEOTARATUA VAHINE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(27 février 2016)

Présidente	: LUCAS Régina
Vice-présidents	: TEIHOTIA Joseph MARITERAGI Mirangi
Secrétaire	: AMO Moea
Secrétaire adjointe	: TEIEFITU Hirirau
Trésorière	: RAI Eliana
Trésorière adjointe	: NANAI Josette

ASSOCIATION ARATAI HIRO'A

Rectificatif à l'annonce parue au JOPF n° 35 du 29 avril 2016, à la page 4595.

Au lieu de : "Sa durée est d'un an renouvelable" ;
Lire : "Sa durée est illimitée".

Le reste sans changement.

ASSOCIATION HANI HEI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(26 avril 2016)

Présidente : LE GAYIC Agathe
Vice-présidente : LE GAYIC Mateata
Secrétaire : PIRITUA Titaina
Trésorière : BENNETT Akemi

ASSOCIATION TEHORO RAVA'AI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(9 mai 2016)

Président : LABBEYIE Raymond
Vice-président : OTCENASEK Jaros
Secrétaire : TUAHINE Paul
Secrétaire adjoint : TEHEIURA Alfred
Trésorier : TAURU Reiarui
Trésorier adjoint : CLARK Gilbert

ASSOCIATION MANUIA TE FENUA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(13 mai 2016)

Présidente : LACHAUD Audrey
Vice-présidente : HUTIA Maheata
Secrétaire : TOUTAIN Myriam
Secrétaire adjoint : COQUILLE Renaud
Trésorière : BENSON-RUMIZ Alicia
Trésorier adjoint : RIFFLART Joel

ASSOCIATION TAATIRAA TAURE'A HEIVA NO PUOHINE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(13 avril 2016)

Président : STERGIOS Luc
Secrétaire : BUTSCHER Tilyana
Trésorière : TEMATAUA-TERIITI Irène

ASSOCIATION VAITITARAVA NO TIPAERUI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(14 mai 2016)

Président : DEPIERRE Jean-Luc
Vice-présidente : GATIEN Johanna
Secrétaire : CARLSON Danielle
Secrétaire adjointe : REAU Isabelle
Trésorière : LINTZ Gladys
Trésorier adjoint : COULON Raphaël
Assesseur : TAUIRA Noël

ASSOCIATION TEAM MAOHI BLAZER

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(23 avril 2016)

Président : BROWN Christian
Vice-président : FAUA Edouard
Secrétaire : FAUA Maea
Trésorier : HOUARIKI Jacky
Trésorier adjoint : MAIRAU Lucien

**ASSOCIATION TAMARII NO BORA BORA
anciennement dénommée
AS TAMARII TENNIS BORA BORA**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(21 mars 2016)

Présidente : ESTALL Sylvana
Secrétaire : ITAE Tom
Trésorière : OLANDA Vahine

ASSOCIATION TE TAMA NO UPORU

Modification de statuts
(4 mai 2016)

L'association a pour but d'organiser et de gérer les rencontres culturelles des écoles élémentaires de l'île.

Les articles 5, 8, 9, et 11 ont également été modifiés.

ASSOCIATION HIRA-ITI DE FAAONE

Modification de statuts

Le siège social est situé à la mairie de Faaone, PK 46,700, côté montagne.

Elle a pour but :

- de protéger et valoriser les droits de l'association ;
- de réaliser et élaborer tous projets ; des rencontres entre les jeunes de chaque quartier (telles que des activités sportives, récréatives, associatives, etc.) ;
- d'organiser des voyages de découverte dans les îles et d'apprentissage ;
- de veiller à la défense des intérêts matériels et moraux de l'association ;
- de tisser des liens de solidarité et de nouveaux d'adhésion soumise à la décision du bureau directeur de l'association ;
- d'aider les jeunes à valoriser notre culture ;
- d'aider les familles des membres de l'association (mariage, évasion, deuil...).

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(13 avril 2016)

Président	: TIROA Noël
Vice-président	: CASSEL Jérôme
Secrétaire	: TIROA Rebecca
Secrétaire adjointe	: HEYMAN Gwennola
Trésorière	: CASSEL Benjamine
Trésorière adjointe	: DROLLET Counette

ASSOCIATION TAMARII TE VAI URA
(Récépissé n° W9P1000692 du 23 avril 2016)

Extraits de statuts

Il est fondé le 23 avril 2016, entre les adhérents aux présents statuts, une association à vocation multiple dénommée ASSOCIATION TAMARII TE VAI URA.

Elle a pour objet :

- de promouvoir toute action qui contribue au bien des individus et de la famille ;
- le maintien de l'esprit et des traditions de la famille ;
- l'entraide familiale sous toutes ses formes et entre toutes les générations ;
- la défense des intérêts moraux de la famille ;
- d'organiser des activités multi-culturelles ayant pour but de resserrer les liens familiaux.

L'association peut utiliser tous les moyens autorisés par la loi et les règlements applicables sur le territoire, pour contribuer à la réalisation de ses objectifs.

Son siège social est fixé à Paea, PK 20,500, côté montagne.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: CHUNG Frédéric
Secrétaire	: TEINAURI-HURAHUTIA Heiura
Secrétaire adjoint	: TEINAURI Teinaotaiia
Trésorière	: TEINAURI Tapuhina
Trésorière adjointe	: TEINAURI Wanda

ASSOCIATION HEIVARAU NO VAITOARE
(Récépissé n° W9P2000188 du 29 avril 2016)

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION SPORTIVE HEIVARAU NO VAITOARE, fondée le 28 mars 2016, a pour objet

- le développement des danses et chants traditionnels ;
- le développement des activités sportives comme le volley-ball ou le foot et les sports traditionnels, etc. ainsi que l'organisation d'activités ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre ses membres.

Son siège social est fixé à Vaitoare, Tahaa.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: VAIHO Laurence
Secrétaire	: PAIA Clotilde
Trésorière	: TEROROHAEPA Lara

Erratum

Cette annonce remplace celle parue au JOPF n° 43 du 27 mai 2016, page 5906.

ASSOCIATION TEPURUNA
(Récépissé n° W9P1000608 du 26 avril 2016)

Extraits de statuts

Il est constitué le 10 avril 2016 l'ASSOCIATION TEPURUNA régie par la loi du 1er juillet 1901.

L'ASSOCIATION TEPURUNA est une association familiale ayant pour but :

- d'organiser des rencontres entre toutes les souches familiales ;
- d'établir une généalogie exacte et précise d'une succession ;
- de recueillir tous les documents dans les services concernés tels que tribunal, notaire, cadastre, mairie ;
- d'organiser des déplacements pour faire aboutir les recherches ;
- d'organiser, de collaborer ou de participer à l'organisation de fêtes, concours et autres manifestations à caractère folklorique, culturel, artisanal et coopératif ;
- l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des membres de l'association.

Son siège social est situé à Faaone, PK 45,200, côté montagne.

Sa durée est limitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente d'honneur	: NAHENAHE Joséphine
Président	: TAUTU Teavaina
Vice-président	: MII Edouard
Secrétaire	: TERAH Hinérava
Secrétaire adjoint	: MII Terai
Trésorière	: FIRUU Elisabeth
Trésorière adjointe	: MII Gislaine

ASSOCIATION SPORTIVE PAPARA VOLLEY-BALL
(Récépissé n° W9P1000772 du 26 mai 2016)

Extraits de statuts

Il est fondé le 18 mai 2016, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 dénommée ASSOCIATION SPORTIVE PAPARA VOLLEY-BALL.

Elle a pour objet de promouvoir et développer la pratique du volley-ball et la diffusion entre tous ses adhérents des techniques et des connaissances dans le domaine de ce sport.

Ses moyens d'actions sont la tenue de réunions de travail et d'assemblées périodiques, la tenue d'un point d'information (ex : site internet), l'organisation de manifestations et toutes initiatives pouvant aider à la réalisation de l'objet de l'association.

Son siège social est fixé à Papara, PK 33,500, côté montagne.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TOROHIA Jean
Vice-président	: TIHATA Charly Tutu
Secrétaire	: TOROHIA Raihei
Secrétaire adjointe	: KAUTAI Kuamaui
Trésorière	: LEGAYIC Vaihere
Trésorière adjointe	: PUNUA Vaihere

ASSOCIATION TEAVARO RAVA'AI

(Récépissé n° W9P1000734 du 19 mai 2016)

Extraits de statuts

Il est fondé le 11 mai 2016 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 dénommée ASSOCIATION TEAVARO RAVA'AI.

Elle a pour objet :

- la formation des hommes et des femmes, à la pratique de la pêche ;
- de favoriser, développer et promouvoir le développement des ressources marines par la protection de nos lagons, l'éducation et la formation ;
- par des actions de sensibilisation auprès des pêcheurs.

Son siège social est fixé à Teavaro, Moorea, PK 4,700, coté montagne.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	: MU Jean
Président	: TUPANA Roger
Secrétaire	: TAURUA Michel
Secrétaire adjoint	: AGNIE Norbert
Trésorier	: VAHAPATA Arnold
Trésorier adjoint	: TEHOU Beter
Commissaires aux comptes	: OITO Richard TEHOU Eric

ASSOCIATION FAMILIALE HANIVAITERA'I

(Récépissé n° W9P1000753 du 24 mai 2016)

Extraits de statuts

Il est fondé le 4 mai 2016, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901 dénommée ASSOCIATION FAMILIALE HANIVAITERA'I.

Elle a pour objet :

- d'organiser des déjeuners dansants ou dîners dansants ;
- d'encourager nos enfants à découvrir de nouvelles choses ;
- d'aider les parents à financer les déplacements de chaque famille ;
- d'adopter des méthodes radicales afin qu'ils puissent avancer dans leurs recherches et surtout sur leurs projets avenir qu'ils soient personnels et professionnels ;
- d'aider à la bonne gestion du patrimoine familial (affaires de terres, démarches administratives, judiciaires, etc.).

Son siège social est fixé à Paea, PK 22,200, côté mer, servitude Apuarii.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	: TAHUA Jean-Paul
Présidente	: TAHUA Monique
Vice-président	: BROTHERS Steeve
Secrétaire	: APUARII Gloria
Trésorière	: FARIKI Ravaetua
Trésorier adjoint	: TEGARIPA Félix
Assesseurs	: GOODING Matarii HAUATA Christian

ASSOCIATION RIMA TAUTURU NO PAPARA

(Récépissé n° W9P1000743 du 20 mai 2016)

Extraits de statuts

Il est fondé le 26 avril 2016, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 dénommée ASSOCIATION RIMA TAUTURU NO PAPARA.

Elle a pour objet de venir en aide à des personnes à mobilité réduite en mettant en place des événements et toute autre action qui permettrait de financer des appareillages à l'amélioration de leur condition de vie.

Son siège social est fixé à Papara au PK 39,100, côté mer.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TUPANA Martin
Vice-présidente	: TARINA Méhério
Secrétaire	: FARE Raina
Trésorière	: TAHAURI Aeta

ANNONCES MARCHES PUBLICS

AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE (Haut-commissariat de la République en Polynésie française)

*Marché de maîtrise d'œuvre pour la mise
à niveau de la station d'épuration des eaux usées du Centre
pénitentiaire de Nuutania à Faa'a*

1. *Pouvoir adjudicateur* : Ministère de la justice représenté par le haut-commissariat de la République en Polynésie française.

2. *Mode de passation* : Marché à procédure adaptée.

3. *Objet* : L'objet de ce marché consiste en la réalisation d'études de maîtrise d'œuvre pour des travaux de remise à niveau de la station d'épuration, notamment :

- rénovation de la clôture du site haut ;
- amélioration de l'accessibilité des ouvrages (dégrilleur, dégraisseur et silo à graisses) ;
- remise aux normes des tableaux généraux électriques ;
- remplacement des pompes à boues du décanteur lamellaire ;
- remplacement des axes support des bio-disques.

Les missions du maître d'œuvre sont précisées ci-dessous :

Eléments de mission
AVP - PRO - ACT - VISA - DET - AOR

4. *Durée du marché* : Un (1) an.

5. *Retrait des dossiers* : Par courriel : dip@polynesie-francaise.pref.gouv.fr.

6. *Modalités de réception des offres* : Les offres devront parvenir avant le 17 juin 2016 à 11 heures à la direction de l'ingénierie publique, avenue Pouvanaa-a-Oopa, BP 115, 98713 Papeete :

- soit en étant déposées contre récépissé ;
- soit en étant adressées par pli postal en recommandé, à l'adresse mentionnée ci-dessus.

7. *Contenu et présentation des offres* : Le contenu et la présentation des offres sont précisés dans le règlement de consultation.

8. *Délai de validité des offres* : 120 jours.

9. *Critères d'attribution* : Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le règlement de la consultation.

10. *Renseignements* : Direction de l'ingénierie publique :
tél. : 40 46 84 52, dip@polynesie-francaise.pref.gouv.fr.

AVIS D'APPEL A LA CONCURRENCE

COMMANDEMENT DE LA GENDARMERIE POUR LA POLYNESIE FRANÇAISE

1. *Pouvoir adjudicateur* : Services généraux des administrations publiques.

2. *Mode de passation* : Appel d'offres ouvert.

3. *Objet* : Acquisition de six (6) véhicules tout-terrain 4 x 4, type Pick-up.

4. *Lieu d'exécution* : Gendarmerie nationale, camp de Faa'a.

5. *Lieu de livraison* : Gendarmerie nationale, camp de Faa'a, centre de soutien automobile de la gendarmerie.

6. *Durée du marché ou délai d'exécution* : Trois (3) mois.

7. *Date limite de réception des candidatures* : Les offres devront parvenir avant le 30 juin 2016 à 17 heures au commandement de la gendarmerie pour la Polynésie française, BP 89, 98713 Papeete, Polynésie française, par mail : sba.bsf.comgendpf@gendarmerie.interieur.gouv.fr, ou site internet : <https://www.marches.publics.gouv.fr/?pageentreprise.entrepriseadvancedsearch&allcons&refconsultation=292573&orgacronyme=g6l>.

9. *Critères d'attribution* : Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier de charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif).

10. *Renseignements complémentaires* : Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur-entité adjudicatrice : 2016-2400-comgenpf.

RECEPTION DES ANNONCES
pour publication au *Journal officiel de la Polynésie française*
pour l'année 2016

Les délais limites sont fixés à 11 heures :

- le jeudi *de la semaine précédente* pour le JOPF du mardi ;
- le mardi *de la semaine en cours* pour le JOPF du vendredi,

SAUF pour les numéros suivants :

PUBLICATION AU JOPF		DATE LIMITE DE RECEPTION DES DOSSIERS	JOURS FERIES
N°	DATE		
53	Vendredi 1 ^{er} juillet	Lundi 27 juin	Mercredi 29 juin (Autonomie)
57	Vendredi 15 juillet	Lundi 11 juillet	Jeudi 14 juillet (Fête nationale)
58	Mardi 19 juillet	Mercredi 13 juillet	
66	Mardi 16 août	Mercredi 10 août	Lundi 15 août (Assomption)
88	Mardi 1 ^{er} novembre	Mercredi 26 octobre	Mardi 1 ^{er} novembre (Toussaint)
91	Vendredi 11 novembre	Lundi 7 novembre	Vendredi 11 novembre (Armistice 1918)
92	Mardi 15 novembre	Mercredi 9 novembre	

Ces délais peuvent être modifiés en cours d'année.

ETAT RECAPITULATIF DES PUBLICATIONS DU JOPF POUR L'ANNEE 2015

N°	Date	Pages	N°	Date	Pages	N°	Date	Pages	N°	Date	Pages
				Report	3 346		Report	7 644		Report	12 916
1	02/01/2015	60	28	07/04/2015	84	55	10/07/2015	188	85	23/10/2015	264
2 + NC	06/01/2015	108	16 NS	09/04/2015	12	31 NS	10/07/2015	12	86	27/10/2015	108
1 NS	08/01/2015	56	29	10/04/2015	92	56	14/07/2015	100	43 NS	29/10/2015	16
3	09/01/2015	124	30 + NC	14/04/2015	48	32 NS	16/07/2015	28	87 + NC	30/10/2015	164
4	13/01/2015	136	17 NS	14/04/2015	8	57 + NC	17/07/2015	196	88	03/11/2015	152
2 NS	15/01/2015	24	18 NS	16/04/2015	64	58	21/07/2015	160	44 NS	05/11/2015	52
5	16/01/2015	92	31 + NC	17/04/2015	80	59	24/07/2015	108	89 + NC	06/11/2015	184
6	20/01/2015	104	32	21/04/2015	88	60 + NC	28/07/2015	188	90 + NC	10/11/2015	224
3 NS	22/01/2015	28	33 + NC	24/04/2015	162	33 NS	30/07/2015	80	45 NS	12/11/2015	4
7	23/01/2015	92	34	28/04/2015	120	61 + NC	31/07/2015	124	91	13/11/2015	144
8	27/01/2015	116	35	01/05/2015	84	62	04/08/2015	52	92 + NC	17/11/2015	100
4 NS	29/01/2015	24	36 + NC	05/05/2015	164	34 NS	06/08/2015	2	46 NS	17/11/2015	4
9 + NC	30/01/2015	124	19 NS	07/05/2015	208	63 + NC	07/08/2015	136	47 NS	19/11/2015	28
5 NS	02/02/2015	36	37	08/05/2015	148	64 + NC	11/08/2015	86	93	20/11/2015	228
10 + NC	03/02/2015	70	38	12/05/2015	172	35 NS	13/08/2015	4	94 + NC	24/11/2015	140
6 NS	03/02/2015	8	20 NS	14/05/2015	8	65	14/08/2015	220	48 NS	26/11/2015	4
11 + NC	06/02/2015	60	39 + NC	15/05/2015	120	66	18/08/2015	228	49 NS	26/11/2015	12
12 + NC	10/02/2015	96	40	19/05/2015	64	36 NS	20/08/2015	124	95 + NC	27/11/2015	148
13 + NC	13/02/2015	160	41	22/05/2015	148	67 + NC	21/08/2015	188	96	01/12/2015	184
14	17/02/2015	64	42 + NC	26/05/2015	76	68	25/08/2015	116	50 NS	01/12/2015	4
7 NS	19/02/2015	56	21 NS	28/05/2015	88	69	28/08/2015	212	97	04/12/2015	208
15	20/02/2015	112	22 NS	28/05/2015	12	70 + NC	01/09/2015	64	98	08/12/2015	92
8 NS	23/02/2015	20	43 + NC	29/05/2015	180	71	04/09/2015	140	51 NS	10/12/2015	120
16	24/02/2015	88	44 + NC	02/06/2015	68	72	08/09/2015	148	52 NS	10/12/2015	12
9 NS	24/02/2015	4	45	05/06/2015	112	73	11/09/2015	288	99 + NC	11/12/2015	244
10 NS	25/02/2015	8	23 NS	08/06/2015	120	74	15/09/2015	128	53 NS	14/12/2015	4
17 + NC	27/02/2015	128	46	09/06/2015	64	37 NS	16/09/2015	128	100	15/12/2015	168
18	03/03/2015	108	24 NS	11/06/2015	4	38 NS	17/09/2015	100	101 + NC	18/12/2015	168
19	06/03/2015	108	25 NS	11/06/2015	4	75	18/09/2015	144	54 NS	18/12/2015	72
11 NS	06/03/2015	84	47	12/06/2015	156	76	22/09/2015	120	102	22/12/2015	80
20	10/03/2015	108	48 + NC	16/06/2015	108	77 + NC	25/09/2015	156	55 NS	23/12/2015	16
12 NS	12/03/2015	64	26 NS	18/06/2015	220	78	29/09/2015	128	103	25/12/2015	108
21	13/03/2015	144	49	19/06/2015	176	79 + NC	02/10/2015	236	104 + NC	29/12/2015	328
22 + NC	17/03/2015	76	50	23/06/2015	184	80	06/10/2015	84	56 NS	30/12/2015	52
23 + NC	20/03/2015	136	27 NS	25/06/2015	68	81 + NC	09/10/2015	308	57 NS	30/12/2015	228
24 + NC	24/03/2015	112	28 NS	25/06/2015	4	39 NS	09/10/2015	4	58 NS	31/12/2015	268
13 NS	26/03/2015	12	51	26/06/2015	244	82	13/10/2015	104	59 NS	31/12/2015	196
25	27/03/2015	224	29 NS	26/06/2015	8	40 NS	15/10/2015	80	60 NS	31/12/2015	88
14 NS	30/03/2015	8	52	30/06/2015	80	41 NS	15/10/2015	16	61 NS	31/12/2015	148
26	31/03/2015	64	53 + NC	03/07/2015	236	83	16/10/2015	208			
15 NS	02/04/2015	4	30 NS	06/07/2015	4	84	20/10/2015	132			
27 + NC	03/04/2015	96	54	07/07/2015	208	42 NS	21/10/2015	4			
Sous-total		3 346	Sous-total		7 644	Sous-total		12 916	Total général		17 680

104 NO + 40 NC = 14 502 pages - 61 NS = 3 178 pages - TOTAL GENERAL : 205 numéros pour 17 680 pages

Bureau commercial :

Commandes - facturations : lundi à jeudi : 7 h à 15 h, vendredi : 7 h à 14 h - Tél : 40 500 579 - Fax : 40 500 585 - bcom@imprimerie.gov.pf

Régie : lundi à vendredi : 7 h à 12 h - Tél : 40 500 578 - Fax : 40 500 570 - regie@imprimerie.gov.pf

TARIFSdu *Journal officiel* de la Polynésie française

en F CFP	Polynésie française (TTC)	Hors Polynésie française (exonéré de TVA)
	Voie aérienne	
Numéro.....	263	515
Abonnement annuel.....	13 533	26 604